

**THE GLOBAL NETWORK**

**LE RÉSEAU GLOBAL**

No. 12

**PUBLISHING DIRECTOR / DIRECTEUR DELA PUBLICATION**  
Mihai Coman  
(mcoman@fjsc.ro)

**EDITOR / REDACTEUR EN CHEF**  
George Popescu  
(georgepop@hotmail.com)

**ADVISORY BOARD / COMITÉE DE LECTURE**  
Jean-Pierre Bacot *France*  
Claude Jean Bertrand *France*  
Peter Gross *US*  
Kent Middleton *US*  
Pierre Mory *Belgium*  
Todor Petev *Bulgaria*  
Walery Pisarek *Poland*  
Zoltan Rostas *Romania*  
Slavko Splichal *Slovenia*  
Kenneth Starck *US*  
Gina Stoiciu *Canada*



**COVER ILLUSTRATION**  
Cover Page of the  
"Universul Ilustrat"  
Magazine

**DESIGN**  
Oscar Stanculescu

**LAYOUT**  
George Popescu

## **PRICE / PRIX**

3 issues per year

Europe & Outside / Europe et outre Europe

Cost per issue: **70 FRF or 15 USD**

*Distributed by TEKHNE / Distribuée par TEKHNE*

Checks should be payable to / Chèques doivent être payés à:

Mrs / Mme Caroline de Peyster  
TEKHNE Library, 7 rue des Carmes  
Paris CEDEX 75005, FRANCE

For additional information concerning the distribution, you can contact  
Mrs. Caroline de Peyster at tel: + 33 1 43 54 70 84 or fax: + 33 1 44 07 07 39.

ISSN 1223-5199

Contents / Sommaire

ESSAY/ESSAI

**Marie-Christine Marrié**

Ce que parler veut dire

5

ARTICLES

**Roger Delbarre**

Les médias est - allemands : reflets et acteurs  
de l'émergence d'un espace public en RDA

31

**Vessela Tabakova, Maria Neikova,**

**Snezhana Popova**

Bulgarian Media Seen through the Optics  
of War

75

**Jean-Pierre Bacot**

Les mystères d'une irreprésentation nationale

89

**Margarita Vassilieva**

La fin du piratage médiatique en Bulgarie

105

**Daniela Roventa Frumusani**

L'identité féminine dans la presse écrite  
roumaine : topos et réalité

123



**ESSAY****ESSAI**

## Ce que parler veut dire\*

Les systèmes totalitaires à la lumière de Palo Alto, une réflexion sémantique sur la dissidence, un symptôme de maladie au sein d'une organisation

PAR MARIE CHRISTINE MARRIÉ

---

**T**ous les systèmes totalitaires se caractérisent notamment par un langage propre qui attribue aux mots des sens notablement différents de ceux reconnus par l'ensemble des autres hommes en un temps et un lieu donné, "ici et maintenant"; or, la communication n'est possible qu'entre personnes ayant le même langage et attribuant la même signification aux mots.

Lorsqu'on constate la richesse de signification et de sens dont sont porteurs des mots tels que : "patient" "mal-

adie", "thérapie", etc... qui ont une forte connotation subjective, il semble important d'essayer de développer leurs multiples significations. Nous vous invitons donc, ici, à une réflexion d'ordre sémantique.

Notre propos portera essentiellement sur les dysfonctionnements des systèmes d'essence totalitaire, systèmes que l'on peut considérer comme "malades", et la dissidence qui en résulte, que l'on peut considérer comme un "symptôme" de cette maladie ; en effet,

MARIE-CHRISTINE MARRIÉ est maître de conférence et membre du Centre de Recherche en Information et Communication de l'École de Journalisme et de Communication de l'Université de Provence /Marseille (France)

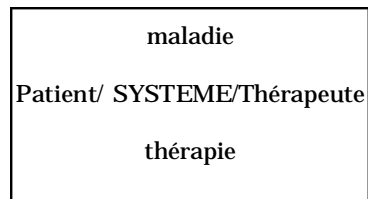
il nous semble que le raisonnement de Paul Watzlawick se situe essentiellement dans le cadre de la démocratie libérale américaine, qu'il juge comme un système "normal", mais qu'en est-il hors de ce système normal?

Le dissident et les autorités en place au sein d'un système totalitaire pourraient-ils être étudiés en tant que partenaires d'une "interaction au sein d'un système relationnel donné"? Sont-ils susceptibles d'être appréhendés en tant que "malades mentaux", selon la méthode élaborée par l'École de Palo Alto, exposée par Paul Watzlawick ?

La question trouve sa pertinence dans le simple fait que les régimes totalitaires eux-mêmes en faisant appel à la psychiatrie pour traiter l'opposition des dissidents choisissent d'entrer dans ce cadre.

Comme ce sont les systèmes totalitaires basés sur le communisme qui se sont spécifiquement adressés à la psychiatrie pour "traiter" leur dissidents, c'est donc à ces régimes-là que nous allons nous intéresser, ce qui ne préjuge en rien de la condamnation générale que nous pensons justifiée de tout régime de quelque idéologie qu'il se réclame qui "assassine la liberté".

Selon le schéma classique de la communication, nous aurions, dans la relation thérapeutique, la représentation suivante. Si



nous ajoutions à ce schéma les autres acteurs pris en considérations par Jackson et Bateson dans le cadre d'une thérapie, nous devrions y inclure, la famille, l'environnement ; mais cette notion de famille est beaucoup trop large dans le cadre de la dissidence pour être aussi traitée dans les limites de cet article.

Nous envisagerons donc ici pour commencer, selon un scénario logique, les notions "basiques" de malade, de maladie, de thérapeute et enfin de thérapie dans le cadre de la relation dissident/système totalitaire.

Dans le cas du totalitarisme et de la dissidence, la première question à se poser est de savoir qui est le malade, mais pour cela, il faut déjà définir la maladie

### La maladie

**L**a maladie est un "trouble dans la manière de se conduire, comportement excessif,

passion.” Un trouble peut être étudié de deux façons : par rapport à la personne concernée, à son esprit, son cœur, son corps ou par rapport à la société, donc au comportement. La méthode de Palo Alto ne s'intéresse qu'aux troubles de comportement, relationnels, mais ce n'est peut être pas suffisant : il peut être plus grave d'être en conflit avec soi-même qu'avec le monde extérieur.

Une maladie mentale se définit-elle par rapport à un problème de communication ? De fait, le refus de communiquer est un signe du totalitarisme, qui “parle” mais n'écoute pas, qui pratique une communication tronquée, parce qu'à sens unique.

Or, il est hors de doute que nous ne pouvons exister sans communiquer ; si nous étudions sous cet angle notre comportement communicationnel quotidien, il apparaît que l'aspect relationnel est un processus sans fin où “l'on offre, accepte, refuse, dévalorise ou redéfinit (les relations)”<sup>3</sup>

Le refus de communiquer peut se concrétiser à différents niveaux : “mise au placard”, mise à l'index, envoi en hôpital psychiatrique, ou au Goulag, sont autant de façons, en supprimant la communication interpersonnelle entre celui qui

prend la mesure coercitive et sa victime, de nier à celle-ci le droit d'exister.

En supprimant ce droit de s'exprimer on entend supprimer l'être, mais surtout son opposition morale ou intellectuelle aux idées ou comportement du tyran ; ce qui, si on y réfléchit, est une façon cachée par le tyran de reconnaître que les idées du dissident sont supérieures aux siennes ; sinon c'est sur le terrain des idées qu'il le combattrait et non par la violence ; l'usage de la violence par celui qui attaque est toujours la preuve d'un échec intellectuel et/ou moral. L'usage de la force est la reconnaissance implicite de la faiblesse des idées car, dit P. Watzlawick, “ne pas communiquer c'est encore communiquer”.

Le tyran n'a pas besoin d'être un grand homme, investi d'un grand pouvoir ; il y a de tout petits chefs qui se comportent de cette façon. La communication n'a pas besoin non plus d'être directe ; le refus de communiquer peut aussi concerner la rétention d'information, qui est une façon de bloquer la communication entre le destinataire normal et l'émetteur du message<sup>4</sup>, mais le blocage de la communication, en soi, même de messages anodins, est la négation du droit de l'autre à

l'existence tout au moins dans le système considéré .

Une autre façon de bloquer la communication est de ne pas entendre, c'est à dire de ne pas tenir compte du message qu'envoie l'autre et de persister à émettre sans cesse son propre message ; en espérant que l'autre cessera de parler et acceptera "à l'usure" le message que vous voulez lui imposer ; quitte à l'y forcer : un mensonge répété assez souvent prend des "allures" de vérité .

Une maladie mentale se définit-elle par rapport aux règles intrinsèques du système relationnel considéré ? par rapport à une normalité qui lui serait extrinsèque ? à des valeurs ? La norme est le "critère, principe, auquel se réfère tout jugement de valeur moral". Or, il peut arriver, plus souvent qu'on ne croit, que le fonctionnement habituel ne soit pas conforme à la norme officielle, ni à une valeur.

Ceci nous amène à nous pencher sur la question de la réalité. Pour la psychiatrie classique, "la maladie mentale est l'incapacité à s'adapter au monde réel, c'est le constructivisme intégral ; cette conception n'est pas valable en approche systémique, car "il n'y a pas de réalité du deuxième ordre : on ne peut savoir que ce

que la réalité n'est pas, quand notre conception de la réalité s'effondre."<sup>5</sup> Or, notre conception de la réalité dans le cadre d'une démocratie ne peut que se baser sur l'application des Lois et règlements qui sont l'expression de la volonté du peuple exprimée par ses représentants librement élus.

Si le fonctionnement des institutions est conforme aux lois il n'y a pas de "problème" ; mais si les responsables d'une institution détournent les lois qui la régissent, ce n'est pas le témoin contestataire qui est un malade mental, ce sont les responsables de ce détournement qui génèrent la "maladie du système", qui créent un gouffre entre la réalité prévue par les textes officiels et la caricature qui en est faite.

Un témoin qui refuse d'accepter une réalité ainsi trafiquée, n'est pas un malade mental. Dans une démocratie, c'est un citoyen.

Il existe, dans la question des régimes totalitaires et de la dissidence, deux ensembles de réalités conflictuelles :

- d'une part, ce que dit le système totalitaire et ce qu'il fait sont deux réalités opposées;

- d'autre part, ce que fait le système et ce que pense le dissi-



dent sont un autre ensemble comprenant deux réalités opposées.

Les règles implicites sont-elles identiques aux règles explicites, ou ont-elles été détournées dans un but plus ou moins avouable ? L'expression "démocratie populaire" est un bon exemple puisqu'il fait référence à des régimes qui ne sont pas démocratiques, puisque le peuple n'y a pas de pouvoir ; où le dissident vit le conflit : démocratie populaire /réalité pratique contre démocratie réelle / réalité théorique. Cette question met bien évidemment au jour des relations de droit et de pouvoir.

Mais il existe un autre ensemble de deux réalités opposées. Membre d'un système, dans une situation de malaise, il peut arriver qu'on ait à s'interroger : est-il toujours légitime de respecter les règles appliquées par un système dont on est membre ? ce qui pose la question des différents niveaux de la loi : textes de lois, droit écrit et droit coutumier, loi morale qui peuvent s'opposer, etc. Ces situations de conflit entre plusieurs réalités sont-elles des "maladies" ?

Doit-on alors considérer que le traitement selon l'École de Palo Alto devrait plutôt s'attaquer au règlement des problèmes

des groupes et sociétés, ou plutôt aux maladies des individus <sup>6</sup>? Par exemple, un individu qui a un complexe d'infériorité pourra agir d'une façon injuste ou cruelle pour "prouver qu'il est le patron" ; pour régler un conflit, le thérapeute peut lui suggérer une attitude qui "mette un peu d'huile" dans les rouages, ce qui pourra améliorer la relation ponctuelle, mais ne régler en rien le complexe qui est à la base du comportement autoritaire excessif.

Paul WATZLAWICK cite l'exemple d'un chef d'entreprise cassant et froid qui s'étonne du comportement de ses collaborateurs qu'il juge agressifs. Un cercle vicieux s'est installé.

Paul WATZLAWICK, lui, propose de faire une expérience : "comportez-vous avec cette personne agressive, comme si cette personne avait peur et avait besoin d'être rassurée". (Ce qu'il fit avec des résultats très positifs.). Ce conseil est-il valable pour le dissident face à son oppresseur ?

Le problème de dévoiement du système peut avoir à la base le problème d'un individu en position de pouvoir qui a un sentiment de supériorité, ou d'infériorité par exemple. (Le nazisme ne s'explique pas sans Hitler, et sa passion pour les grands blonds aryens, lui qui était

petit et brun, pourrait faire réfléchir.

### **La maladie est-elle la dissidence, ou le dévoiement du système ?**

**D**ans le cas qui nous occupe, "l'anomalie de fonctionnement" de l'administration concernée peut entraîner une perturbation dans l'esprit d'une personne, qui a un sens moral peut être un peu plus développé que les autres (où un peu plus de courage pour le manifester) ; cette personne qui proteste, deviendra suspecte aux yeux des partisans du détournement de la loi. La protestation peut entraîner une inquiétude chez celui qui détourne la loi à son profit parce que cette protestation le trouble. Les rapports seront en conséquence altérés entre le dissident et le système, etc.

La dissidence ne serait-elle pas alors l'opposé de la maladie, c'est-à-dire le signe de la santé mentale, intellectuelle et spirituelle d'un individu ou d'un groupe minoritaire dans une société malade ; le dissident persistant à se référer à des valeurs supérieures, alors que le système les aurait rejetées ?

### **Le malade**

**U**n malade peut être "quelqu'un dont la santé est altérée ; qui est en mauvais état ; qui est dans un état-général de malaise, familièrement, quelqu'un qui est un peu dérangé intellectuellement" <sup>7</sup>. Il est intéressant de voir qu'ici la "maladie mentale", la folie, n'est pas nommément envisagée. Si le malade est quelqu'un dont la santé est altérée, (qui est en mauvais état), cela s'applique-t-il à l'état totalitaire ou au dissident ?

Peut-on dire qu'un État totalitaire est en "mauvaise santé" ? L'une des thèses de Paul WATZLAWICK consiste à dire qu'il y a des relations "perturbées", ou, plus précisément, que les comportements perturbés existent en fonction d'interactions, non en fonction d'individus psychiquement malades <sup>8</sup>. Dans ce sens on peut dire que le système totalitaire est malade parce qu'il génère des perturbations dans les relations.

Peut-on dire qu'un dissident est en "mauvaise santé" ? Il est certain que le dissident peut être "en mauvais état, dans un état général de malaise" et même avoir une "santé altérée", mais c'est une "maladie réactionnelle", en réponse à la ten-

tative de l'État totalitaire de lui imposer des valeurs qu'il réprovoque. La dissidence serait donc un symptôme: une réaction d'un organisme sain pour se défendre contre une attaque extérieure.

Si le dissident est malade, c'est de devoir se battre contre le régime ; ce serait plutôt de la fatigue qu'une maladie, la fatigue provoquée par un effort continu, qui "use", au propre et au figuré, comme la goutte d'eau de la torture chinoise qui tombe toujours au même endroit.<sup>9</sup>

Car le pire est que les victimes du système totalitaire peuvent réellement tomber malades : des dissidents parfaitement sains envoyés en hôpital psychiatrique en URSS, sont devenus, pour survivre dans ces conditions extrêmes, véritablement fous. Ils ont dû se déconnecter de la "réalité pathologique"<sup>10</sup> qui les entourait dans l'hôpital, et de ce fait se sont déconnectés de la réalité tout court... quand ils n'y ont pas été contraints par des médicaments administrés dans le but de les priver de leur libre arbitre, les médecins, se faisant acolytes des bourreaux.

De façon moins dramatique, des personnes exclues d'un système pathologique pour avoir

questionné la valeur du système peuvent développer des dépressions, du type de celles qui se développent "là où quelqu'un est rendu responsable d'une situation sur laquelle il n'a aucune influence".<sup>11</sup>

En effet, pour rester cohérent avec lui-même, celui qui, fondamentalement, pour des raisons graves, éthiques, philosophiques... récuse le fonctionnement pathologique d'un système, se sent complètement démuni contre la toute-puissance de celui-ci, mais doit pourtant entrer en dissidence, pour rester fidèle à lui-même. Et il va en souffrir, moins intrinsèquement toutefois que celui qui, sachant le système pervers, va néanmoins acquiescer à son fonctionnement dévoyé, par intérêt par exemple. Car, si ce dernier accepte au mépris de sa conscience ce qu'elle lui dicte de refuser, il va entrer en contradiction avec lui-même, ce qui établit une sorte de schizophrénie latente ; alors que, pour le dissident, la contradiction étant entre lui et le système qui lui est extérieur, elle est forcément moins destructrice de l'ego...

On ne peut pas éternellement, sans dommage grave pour la personnalité, agir contre sa conscience et son jugement, le dommage maximum étant atteint quand on a perdu de

vue l'existence de sa conscience et qu'on a fini par adhérer à la réalité qu'on jugeait dévoyée. A-t-on changé de système de valeur, ou a-t-on simplement oublié qu'on pouvait vivre en fonction de valeurs qui nous transcendent ? Là aussi, il y a eu un moment où celui qui soutient le régime totalitaire, et en profite, a choisi le Mal ; il en est devenu malade. (Il y a la racine "mal" dans malade, est-ce un hasard ?) Ainsi, dans le cas de la dissidence, loin d'être un élément malade, le dissident serait l'élément qui est resté sain dans un système dont les autres éléments sont devenus malades à force d'agir contre le Bien, que celui-ci soit représenté par des lois, des règles, des institutions démocratiques, ou des individus.

Le dissident ne peut-il être considéré comme malade par le système que parce qu'il est dedans ? D'une certaine façon : oui, si on considère que celui qui est malade est celui qui est traité par le psychiatre, en ce sens que le dissident émigré (qui a quitté géographiquement le lieu occupé par le système) est hors d'atteinte du psychiatre mandaté par le système ; mais par ailleurs, même "émigré", le système continuera à le considérer comme "dérangé intellectuellement" donc malade, mais moins dérangeant.

Il est intéressant de constater que les définitions du malade et de la maladie traitant de l'intellect et du comportement, sont "familières", analogiques, non-scientifiques... ce qui ouvre bien des horizons. Dans l'approche systémique, il est clair que le dissident ne se sent pas adapté au système ; mais la non-adaptation est-elle en soi une maladie ? C'est ce que postulent les régimes totalitaires, mais c'est très discutable. La santé morale ou intellectuelle ne peut-elle pas au contraire exiger, que, même au prix de sa santé physique, on refuse de s'adapter à un système moralement inacceptable ? Les tenants du pouvoir, dans ces environnements totalitaires, considèrent que les dissidents sont des malades mentaux, leur maladie étant, bien sûr, de refuser d'adhérer au système. Les dissidents ont donc un problème d'adaptation à une réalité qui leur paraît mettre gravement en péril leur conception du monde. Cette réalité officielle peut être le fruit, soit d'une idéologie concurrente de celle du dissident, soit de conceptions philosophiques morales ou religieuses, qui transcendent les idéologies.

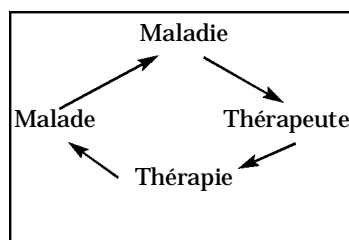
Qui est malade quand il y a un hiatus entre la norme officielle, la Loi, et l'application qui en est faite, ou plus crû-

ment quand la Loi n'est pas respectée, que l'habitude a été prise de détourner la Loi, et que ce détournement est présenté comme un bien ? Quid quand la "normalité", la réalité officielle est le non-respect des normes, des règles théoriques établies par le système?<sup>12</sup> En faisant passer un dissident pour fou, non seulement on le dévalue en tant qu'homme, mais on disqualifie sa pensée, ses jugements : pour ne pas être jugé, on tue le juge. Mais cela ne détruit pas la notion de justice ; celui qui fait le mal sait au fond de lui qu'il fait le mal, mais il peut feindre de l'ignorer tant qu'il n'a autour de lui que des gens qui lui ressemblent<sup>13</sup>, ou qui ne manifestent pas leur désaccord (complicité passive, par lâcheté ou intérêt).

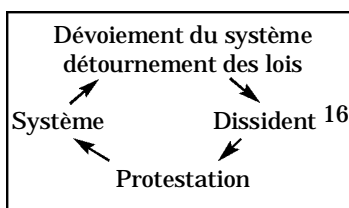
Mais en fin de compte, qui est le malade ? Qui faut-il soigner ? Le patient proclamé-malade par le système ou le système inique et ceux qui le favorisent<sup>14</sup> dont celui qui fait appel au psychiatre pour remettre "au pas" un opposant ? **Pour Paul Watzlawick, c'est clair, le malade est celui qui a recours au thérapeute.** Or, dans les pays totalitaire c'est le système qui fait appel au psychiatre, ce serait donc lui, le malade ! Mais le système fait appel au psychiatre pour traiter l'autre, le dissident qu'il considère comme un "malade

mental". Le dissident, lui, ne fait pas appel au psychiatre, car il ne se considère pas comme un malade, mais peut être au contraire comme un thérapeute face à un système malade qu'il convient de traiter pour lui rendre la santé. Se pose alors la question : la maladie serait-elle un point de vue ? Dépendrait-elle de l'observateur ? de ses conceptions de ses idées, de ses valeurs, de son idéologie ?

Le fait est que les systèmes qui ne respectent pas l'Homme génèrent automatiquement de la dissidence ; celle-ci pouvant être considérée un symptôme



(Figure 1)



(Figure 2)

de la maladie totalitaire, ou comme une réaction saine des meilleurs éléments de l'organisme pour restaurer la santé

du système. Si donc, on considère, ce qui est justifié sur le plan de l'éthique (15), que c'est le système qui génère la dissidence qui est malade, parce qu'il ne respecte pas les règles élémentaires de la morale et/ou de la Loi qui fixent normalement le fonctionnement du système, nous avons la figure 1, qui devient dans le cas qui nous occupe la figure 2.

### Le thérapeute

Le système malade peut se prendre pour un "thérapeute" ; grâce à son pouvoir il peut facilement "traiter", c'est-à-dire agir sur le dissident: exclusion du système, médicalisation abusive, grâce à des psychiatres complaisants qui ont "oublié" le Serment d'Hippocrate, qui prononceront au minimum l'exclusion de la société. Au pire l'internement et une médicalisation médicamenteuse qui détruira éventuellement l'intégrité du dissident. Faute de pouvoir combattre les idées, on détruit l'homme...

Un thérapeute qui diagnostique une maladie qui n'existe que dans son imagination, ou dans la volonté d'un "dictateur", est-il objectivement qualifié pour soigner, ou est-il fou lui-même? La fréquentation de la folie peut-elle induire un dérangement mental ? L'obéis-

sance a un pouvoir totalitaire ne disqualifie-t-elle pas le médecin qui s'y soumet ? Et cela pose la question fondamentale du rapport du thérapeute à la réalité<sup>17</sup>, autant que celui du patient.

La question est de savoir pourquoi le psychiatre accepte de se conformer à leur demande, et de détourner à son tour les lois qui régissent sa profession (sa déontologie) ? Peur de l'autorité ? désir d'en obtenir des faveurs ? Le psychiatre indelicat peut-il être en conséquence lui aussi être considéré comme un malade ?

Un diagnostic doit-il être opérationnel, utilitaire, par rapport à autre chose qu'à la qualité de vie de l'individu malade ? L'incompétence du thérapeute, bien réelle, peut être révélée par la mauvaise qualité du diagnostic qui entraîne un traitement inadapté, comme dans l'affaire des huit simulateurs, deshuit "faux-fous"<sup>18</sup> racontée par Paul WATZLAWICK : "Incompétence conjoncturelle" qui vient de ce que le thérapeute trop souvent, considère qu'un homme sain est un malade mental qui s'ignore ? Ou que quelqu'un qui demande à être soigné est nécessairement un malade<sup>19</sup> ? Ou qu'un individu que quelqu'un dans son environnement veut faire "soigner" est

nécessairement malade ? Or, le thérapeute part trop souvent du présupposé que le patient qui est devant lui EST malade, pour la simple raison qu'il est devant lui, bien que n'en ayant pas de preuve la plupart du temps. La situation est plus complexe encore quand la demande de traitement du patient émane d'un tiers, car la demande peut être faite, soit pour le bien du patient, si le demandeur est de bonne foi, et compétent, soit dans l'intérêt du demandeur. De toutes façons, en psychiatrie, y-a-t-il une "présomption d'innocence" ?

Le thérapeute, dans un certain sens, peut être le dissident, puisqu'il essaie de guérir, de corriger le système malade, ne serait-ce que par une opposition morale, qui devrait faire prendre conscience aux tenants du système qu'ils ne détiennent pas la vérité absolue. Le dissident face à un système malade de totalitarisme a une force (il travaille pour des valeurs qui le dépassent) ; et une faiblesse (le pouvoir est tout entier contre lui).

### **La thérapie, le traitement**

**L**e mot thérapie vient du grec *therapeia* qui veut dire soin<sup>20</sup>. Le traitement est d'abord la manière d'agir envers quelqu'un. Le traitement dans le cadre de la psy-

chiatry est effectivement "la manière d'agir envers quelqu'un"; et peut aller jusqu'aux "mauvais traitements, voies de faits, sévices" Un traitement psychiatrique non-adapté est une agression<sup>21</sup> inutile. Il peut être intéressant de voir ce qu'attendent respectivement le système totalitaire et le dissident d'une thérapie ; leurs conceptions risquent fort d'être inconciliables .

La Thérapie<sup>22</sup> appliquée par l'autorité du système malade vise à supprimer la dissidence, en détruisant le dissident .

1. exclusion du système
2. médicalisation / Psychiatre (exclusion de la société / internement).

C'est tout le problème du recours aux hôpitaux psychiatriques en ex-URSS, pour "corriger" les dissidents, ou simplement les "sortir du circuit", les éloigner du système afin qu'ils cessent de poser des questions dérangeantes.

Alors se pose une question : Pourquoi le système a-t-il recours à la psychiatrie contre le dissident ? Peut être que parce qu' étant donné qu'il y a trouble dans la relation entre le dissident de deux choses l'une, ou c'est le dissident qui est "fou" de s'opposer à eux, donc il est suspect, ce qui est

confortable pour les tenants du pouvoir dans le système ; ou ce sont eux qui, à cause des anomalies de fonctionnement dont ils sont responsables, causent une perturbation et sont donc cause de la maladie du système, et peut être malades, si ne pas respecter les règles est une maladie (ce qu'ils postulent en envoyant le dissident devant un psychiatre, parce qu'il ne respecte pas leurs règles, alors qu'eux ne respectent pas les règles qui se réfèrent, elles, à des valeurs supérieures à leurs intérêts privés.)

Lorsqu'il étudie un dysfonctionnement dans une entreprise, P. Watzlawick dit qu'il préfère traiter le salarié qui souffre de ce dysfonctionnement plutôt que de traiter l'organisation comme "système malade"; en fait, il choisit d'aider le salarié à s'adapter au système quel qu'il soit. Si nous transposons cela dans le cas de la dissidence dans un état totalitaire, la thérapie proposée par P. Watzlawick pourrait permettre au dissident de régler son conflit avec le système, mais au prix de son adaptation aux règles du système, c'est à dire de l'abandon de sa dissidence, donc des valeurs qui le font vivre. Ainsi, si nous considérons la dissidence comme un symptôme d'une maladie de société qui

serait le totalitarisme, la démarche thérapeutique de P. Watzlawick pourrait être dangereuse (car la dissidence naît parce que le dissident ne peut, en conscience, accepter les règles du système<sup>23</sup> qui lui paraissent mauvaise par référence à des notions éthiques.)

Le dissident politique met en cause les normes de fonctionnement du système totalitaire ; si on le considère comme malade, c'est le point de vue des tyrans, et qu'on le "soigne", sa guérison implique qu'on ai réussi à briser l'individu qui persistait à se référer à une valeur supérieure, pour qu'il rentre dans le moule, qu'il accepte les normes moralement inacceptables du système totalitaire, (ou le détournement des normes, acceptables, par un système dévoyé) ; le dissident cesse d'être malade du point de vue du système totalitaire, mais il disparaît en tant qu'homme libre de ses pensées et de ses valeurs ; en quelque sorte l'opération à réussi, mais le patient est "mort", et le thérapeute s'est fait "l'allié objectif" du système totalitaire pourtant éthiquement contestable.

Toutefois, Paul WATZLAWICK a l'air de penser que d'agir en fonction d'un symptôme est suffisant, dans



l'immédiat, comme en médecine allopathique, le soulagement peut être visible, mais à longue échéance, les mêmes causes produisant les mêmes effets, un autre symptôme pourrait bien remplacer celui qui a été éradiqué pour en quelque sorte prévenir que le fond du problème s'il n'a pas été traité. En clair, si, cyniquement, on "résout" le problème en supprimant le dissident, on ne fait que "reculer pour mieux sauter," l'expérience a prouvé qu'on peut stopper provisoirement la dissidence, mais pas l'annihiler, si elle est fondée sur des principes des bas de l'humanité ; si on ne réforme pas le système, il générera obligatoirement d'autres dissidents, même après que le cas de celui-là ait été réglé, ou une révolution .  
Ex : la révolte de 1956 en Hongrie, le Printemps de Prague, la révolte des étudiants à Tien An Men.

Dans le cas d'un problème psychique, comme d'une maladie physique, on ne peut se contenter, comme P. Watzlawick nous y invite, à soigner le symptôme, il faut bien sûr soigner aussi le terrain : empêcher que les conditions qui ont provoqué la maladie perdurent ou se reproduisent ; soigner le terrain donne des conditions favorables à l'auto-génération du malade car la

nature est très puissante, et l'organisme est souvent capable de se guérir lui-même sans intervention extérieure autre que la suppression des nuisances .

D'une certaine façon le dissident tente de soigner le terrain. Sa thérapie pourrait se décomposer ainsi :

1. respect des règles malgré le système
2. protestation face au système
3. appel à médiation , c'est à ce moment que le dissident peut apparaître comme "malade" aux yeux de P. Watzlawick, car il demande l'aide:

- par les Autorités supérieures ,
- par Médiateurs professionnels : (syndicats, Juges, élus, médias)
- appel au Peuple souverain

Mais le demande d'aide, la recherche d'allié dans un conflit, ou de médiateur est-elle la preuve qu'on est malade ou une manifestation de bon sens dans la recherche d'une solution ?

4. Résultat normal de la thérapie :

- surtout réhabilitation du système, normalisation, retour aux règles normales de fonctionnement et accessoirement
- restauration de la position normale du dissident dans le système régénéré
- réparation des préjudices subis.

Cette conception de la thérapie vise donc d'abord à "soigner le

terrain “ comme le proposent certaines médecines douces<sup>24</sup> pour supprimer un environnement favorable à l'éclosion et au développement de la maladie ; dans nombre de cas suffira à faire disparaître les symptômes qui n'en étaient qu'un avatar. On peut aussi soigner le terrain, dans le sens de transformer les relations entre les individus, en fonction des dysfonctionnements que révèlent les symptômes; et c'est ce qui est intéressant dans la méthode exposée par Paul Watzlawick . Mais comment soigner le terrain en situation de dissidence? le pouvoir appartenant à ceux qui causent la perturbation (case 4) ? Soigner le terrain veut dire s'opposer aux tenants du pouvoir, et qui peut faire cela outre le dissident ? Une autorité supérieure, qui peut être une autorité morale , organisation internationale par exemple face à un état totalitaire, ou une autorité de tutelle face à une administration dévoyée. Encore faut-il deux conditions : qu'elle soit saisie, et qu'elle décide d'agir . Or dans les deux cas cela demande du courage .

P. Watzlawick dit qu'on ne fait pas le bonheur des gens malgré eux . Et c'est vrai aussi dans le cas de la dissidence, qui ne peut réussir que quand le système dévoyé aura généré tellement de mécontentement que

les gens décidés à lutter contre le système deviendront, sinon plus nombreux, du moins plus motivés et plus puissants que ceux qui ont intérêt à ce que le système dévoyé se pérennise, il aura fallu 70 ans à l'URSS pour que la balance penche en faveur de respect de la démocratie, au moins en théorie, car une maladie qui a autant duré ne peut se guérir en un jour par un coup de baguette magique, les hommes, les institutions, les procédures... ont été transformés, déformés, gangrenés ; Il est illusoire de vouloir soigner une gangrène, la seule façon de sauver l'organisme atteint est l'amputation du membre malade... la beauté de la chose c'est que certains organismes, comme le lézard qui peut faire repousser sa queue, sont capables de régénérer leur membre manquant...un peuple est capable de produire des hommes sains à tous les moments de son histoire, plus nombreux quand les conditions sont favorables. Les spécialistes en sciences politiques estiment couramment qu'il faudra au moins une génération, pour que la démocratie soit à nouveau réelle dans ces pays : le temps que les hommes déformés cèdent la place à des hommes neufs.

Le traitement c'est encore : “(l')action d'examiner et de régler une question, un prob-

lème “; et ce qui nous intéresse aussi, pour notre propos, c’est l’acception de ce terme en Sciences de l’information, “le traitement de l’information, des données, (c’est) l’ensemble des opérations relatives à la collecte, à l’enregistrement, à l’élaboration, à la modification, à l’édition, etc... de données.” Ce point de vue est bien sûr fondamental dans l’école de Palo Alto, car le processus thérapeutique fait essentiellement appel “à la collecte, à l’enregistrement, à l’élaboration, à la modification, à l’édition, etc... de données.” Mais élaborer ne veut pas dire dans l’esprit de Palo Alto interpréter la situation à l’aide d’une théorie psychanalytique préexistante, pour ses thérapeute, le processus thérapeutique fait essentiellement appel à la modification des données, spécifiquement par la réduction de la complexité qui pourrait se traduire en thérapie brève, par la mise en pratique d’un *modus operandi*. Ou de plusieurs successivement.

La seule réponse qu’ils seront donc désireux de faire est une accusation de folie contre le dissident... le fou est celui qui s’oppose à eux, qui refuse le dévoiement. Des règles démocratiques.

L’intervention d’un thérapeute de l’École de Palo Alto serait

bénéfique, dans le cadre d’une médiation internationale, si elle était acceptée par le système. Les praticiens de Palo Alto “essaient d’intervenir sur la façon dont le malade voit la situation.”<sup>27</sup>, ils essaient de faire voir le problème au patient, du dehors, selon l’idée que si vous êtes dans un bois, vous voyez quelques arbres, pour voir le bois dans son ensemble, il faut le voir du dehors, et mieux, de plus haut.<sup>28</sup> La méthode de Palo Alto pourrait faire comprendre aux profiteurs du régime qu’il serait plus confortable, plus profitable pour eux<sup>29</sup>, de régler les problèmes qui génèrent la dissidence, que de la faire perdurer ; ensuite ils seraient probablement prêts à étudier avec par exemple des spécialistes d’organismes internationaux, les moyens d’améliorer la situation “ici et maintenant” et non en cherchant sans fin le pourquoi du comment... C’est la pratique du “comme si”.

C’est cette pratique du faites “comme si” qui constitue le traitement<sup>30</sup> en tant qu’ensemble “des opérations que l’on fait subir à des personnes et à leurs relations pour les transformer...” Le “Ici et maintenant” fait le bilan d’une situation, en cherche donc les éléments pathogènes, et propose immédiatement un geste, émanant du patient<sup>31</sup>

pour transformer la relation de communication perturbée ; le patient devient alors acteur de sa guérison en ce que ce type de thérapie lui permet d'avoir une action dynamique ; le thérapeute lui propose de faire quelque chose, ce qui est en tout état de cause beaucoup plus satisfaisant moralement que d'être passif et beaucoup plus valorisant intellectuellement ; encore faut-il comme préalable, que le système soit prêt à faire quelque chose, car c'est lui le malade .Le dissident, s'il n'a pas été brisé<sup>32</sup>, ne trahira pas sa conscience, car c'est elle qui le fait vivre or c'est la seule action qu'en fait le système dévoyé attend de lui , ou plus exactement "se soumettre ou se démettre", c'est pourquoi tant de dissidents ont "choisi" l'exil, et la liberté<sup>33</sup> .

Mais en fait , faut-il vraiment soigner le système ? Corriger le système qui ne respecte plus ses propres normes ? Ne vaudrait-il pas mieux le remplacer par un autre qui peu à peu prendrait sa place<sup>34</sup> ?

Dans le cas d'une organisation, il faudrait déjà de nouveaux responsables, des hommes neufs ; car tout ceux qui ont laissé faire sont plus ou moins atteints, ne serait-ce que justement parce qu'ils ont laissé faire, en violation de leur con-

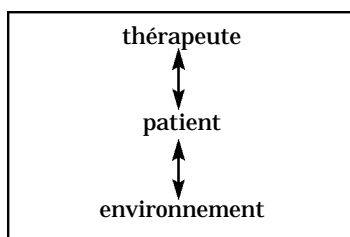
science, ils ont laissé la pourriture s'installer, sans défendre la loi, par intérêt ou pour "se défendre"<sup>35</sup> , ce qui revient au même.

Ce qui se nous semble particulièrement intéressant dans la démarche thérapeutique de Palo Alto, c'est qu'elle instaure une véritable communication déjà dans la définition du problème, et ensuite dans le choix et la mise en oeuvre d'une solution ; le patient n'a plus alors besoin de patience, mais simplement du désir de régler le problème, ce qu'il a évidemment, sinon, il n'aurait pas consulté un thérapeute de cette école, qui implique le désir d'une guérison rapide.

La difficulté dans la dissidence est d'amener le système malade, le pays totalitaire, à demander la consultation ; en fait, le système ne pourra ressentir le besoin de changer que contraint et forcé, soit par les circonstances, échec économique grave (ex : le communisme), soit par une puissance extérieure supérieure (ex : les armées alliées contre Hitler).

Et, pour finir, un dernier sens du mot "traitement" : en vocabulaire cinématographique c'est le "développement d'un synopsis". Cette acception est recevable pour notre propos, en

ce que les médecins eux-mêmes utilisent fréquemment le terme de "séquence" dans une thérapie, pour définir une



étape qui a un début et une fin, et ce n'est pas sans raison.

### La guérison et la nature du changement

**N**ous sommes amenés à nous poser quelques questions concernant notamment la nature de la guérison, est-elle simplement une meilleure adaptation à un système donné quelqu'en soit la valeur intrinsèque ?

Le "malade" du point de vue d'un certain système doit-il se normaliser si cela doit se faire aux dépens de l'équilibre de son propre système intérieur ? En effet, la vie d'un homme dépend d'un certain nombre de systèmes imbriqués les uns dans les autres, qui peuvent entrer en conflit : la cité, le travail, la famille, la personnalité, sont des systèmes emboîtés comme des poupées russes . Quelque chose qui est jugé

excessif dans un de ces système l'est par rapport à quoi, à quelle norme ? Que se passe-t-il quand plusieurs de ces systèmes ont des règles non seulement différentes, mais conflictuelles ? Régler un conflit professionnel par réadaptation aux règles de ce métier, peut perturber gravement un individu dont les règles privées sont basées sur d'autres valeurs. Ex : un Chrétien, dans un système où l'arrivisme règne en maître et où donc "tous les coups sont permis". Ex: sous le régime Nazi, ou communiste (les extrêmes se touchent!)<sup>36</sup> il est considéré comme normal qu'un enfant rapporte aux autorités le comportement déviant (aux yeux de l'idéologie en place) d'un parent ; or si cette famille est chrétienne un des Dix Commandements qu'elle doit respecter est : "Tu honoreras ton Père et ta Mère " ; cette famille qui sera tenue en conscience d'obéir d'abord à Dieu, et seulement ensuite à l'état, ainsi devient "malade" aux yeux de l'état totalitaire celui qui fait passer ses croyances avant l'obéissance à l'Etat... Tous les états totalitaires persécutent d'ailleurs les religions, essentiellement parce qu'ils usurpent aussi la place réservée au fait religieux<sup>37</sup>.

Ainsi donc quand nous considérons un "malade", il faut voir

par rapport à quel système il est considéré comme tel, et éventuellement envisager les possibles imbrications de différents systèmes, faute de quoi, pour guérir une maladie dans le cadre d'un système, on risquerait d'en déclencher une autre, éventuellement plus grave sur le plan d'un autre système, peut être intrinsèquement supérieur aux yeux de l'individu considéré, ou du point de vue philosophique, moral... Dans la démarche thérapeutique proposée par Paul Watzlawick "on essaie d'intervenir pour changer la façon dont le malade voit la situation. Il ne s'agit pas d'interpréter, "mais de constater et d'exercer une action, une influence."<sup>38</sup> Ex : un dissident a un problème de communication avec le système, selon le "ici et maintenant" il peut résoudre son problème en rentrant dans le moule, c'est à dire en renonçant à être lui-même en tant qu'être pensant", ce qui est le propre de l'homme d'après Pascal . Dans un cas de cette sorte la "guérison" du point de vue du système est la destruction, du point de vue de l'homme .

La guérison ne peut être l'adaptation du dissident au système si le système soutient des valeurs opposées à celle de l'homme<sup>39</sup>? Si c'est le cas qu'en est-il de la liberté et de la

responsabilité, ce qui fait qu'un homme est digne de ce nom ? L'individu qui s'est "adapté" à un système totalitaire dont il réprouve les "valeurs", s'est évité bien des ennuis, mais c'est au prix de sa conscience, de son confort intellectuel, de son intelligence; si il persiste, pour des motifs essentiellement éthiques, à respecter les règles éthiques, il n'est pas adapté, il est donc, du point de vue du système, considéré comme toujours malade ; du point de vue du système, ou des gens qui ont intérêt à ce que le système soit malade, afin de n'avoir pas à en respecter les règles d'origine fondées sur des valeurs positives, respectueuses de l'homme ? La guérison peut-elle être contingente ?

P. Watzlawick estime qu'en agissant ponctuellement sur le mode de fonctionnement d'un système, on peut corriger ses dysfonctionnements. Mais quand entre en compte l'idéologie, les acteurs du systèmes sont sourds et aveugles : ils brisent plutôt les hommes que de remettre en cause leur idéologie. Ex. : Staline et les purges, les famines... pour le régime communiste la fin justifie les moyens, puisqu'il voulait "le bien du peuple" pour l'obtenir il a assassiné, seulement en URSS, plus de 85 millions de Soviétiques, Staline a lui seul est responsable de plus

de 30 millions de ses compatriotes... Mais aurait-il pu le faire sans d'innombrables complices ? Il faut bien appeler les choses par leur nom !...

Qui était malade : le système? Ses dirigeants ? Ceux qui installaient le régime par la force ? Ceux qui composaient avec le régime ? Ceux qui le rejetaient, les dissidents ? Ceux qui s'en faisaient même à l'extérieur du pays, les apologistes ? Le refus de penser est-il une maladie ? Les oeillères idéologiques sont-elles une maladie ? Beaucoup de "penseurs" même occidentaux ont alors été atteints .

Dans un pays totalitaire jusqu'où peut-on composer avec le régime avant de perdre son âme ? Est-il possible de corriger les défauts du système ? Ou est-ce le système lui-même qui est tellement pervers qu'il est irréformable ? La maladie est-elle dans l'idéologie elle-même ?

Dans un système qui observe de facto des règles occultes en contradiction, non seulement avec les règles officielles, mais aussi avec l'éthique, jusqu'où doit-on accepter de composer avec sa conscience? Jusqu'à ce qu'on s'aperçoive qu'on n'a plus de conscience? Et qu'on a "vendu son droit d'aïnesse pour un plat de lentilles" ? Ne

risque-t-on pas dans ce cas d'être plus malade en réalité, de schizophrénie interne, que celui qui a préféré à ses risques et périls, être fidèle à sa conscience malgré le prix à payer ? Celui de l'exclusion, de l'ostracisme... Socrate en savait quelque chose... Paul Watzlawick considère que le thérapeute doit être humble comme un mécanicien, et non se prendre pour un monarque éclairé ou un sage démocrate<sup>40</sup>, mais cette humilité ne supprime en rien sa responsabilité.

Ainsi donc, si le raisonnement de Paul Watzlawick "fonctionne" d'une façon positive essentiellement dans le cadre de la démocratie libérale américaine, qu'il juge comme un système "normal", hors de ce système normal<sup>41</sup> l'application de sa méthode pourrait conduire à de graves conséquences pour l'individu et la société ; et aboutir "en douceur" au même résultat que celui obtenu par la coercition avec les "lavages de cerveaux", c'est-à-dire permettrait d'adapter l'homme à un système moralement inacceptable, et de faire ainsi de l'individu un accessoire de la pérennisation de ce système totalitaire.

Il est instructif de voir ce que des mots, peuvent dévoiler quand on prend la peine de

réfléchir à leurs sens profonds et multiples ; et de constater ce que leur succession implique quand on remonte la chaîne des sens. Il est passionnant de voir comment quelques notions, qui a priori semblaient évidentes et anodines, prennent du relief, et changent de sens, quand un thérapeute comme P. Watzlawick, nous ouvre de "nouveaux horizons", qui demanderaient bien sûr, à être explorés plus avant. Si on accepte d'étudier les définitions sans oeillères, ou plus exactement avec un nouveau regard, on apprend un peu mieux "ce que parler veut dire" et on peut même en venir à repenser son action, car il est évident qu'une réflexion ne peut s'arrêter à elle-même.

q



**BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE****Ouvrages généraux**

- BENETON (Philippe), "Les régimes politiques", Paris, PUF, 1996  
 BRUCKNER (Pascal), "La mélancolie démocratique", Paris, Le Seuil, 1990  
 BRUCKNER (Pascal), "La tentation de l'innocence", Paris, Grasset, 1995  
 ETCHEGOYEN (Alain), "La valse des éthiques", Paris, Ed. Françoise Bourin, 1991  
 FROMM (Erich), "Avoir ou être. Un choix dont dépend l'avenir de l'homme", Paris, Robert Laffont, Coll. Réponses 1978  
 GIRESSÉ (André), BERNET (Philippe), "Seule la vérité blesse. L'honneur de déplaire", Paris, Plon, 1987  
 HAVEL (Vaclav), "Méditations d'été", Paris, Ed de l'Aube  
 HUDE (Henri), "Éthique et politique", Paris, Ed Universitaires, 1992  
 IGNATIEFF (Michel), "La liberté d'être humain. Essai sur le désir et le besoin", Paris, La Découverte, 1986  
 KRAVTCHEKOV (Victor, A.), "J'ai choisi la liberté ! La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique", Paris, Ed. Self, 1947  
 LAUPIES (Frédéric), "Premières leçons sur le pouvoir", Paris, PUF Coll. Major, 1996  
 LECOMTE (Bernard), "La vérité l'emportera toujours sur le mensonge", Paris, J.C. Lattès, 1991.  
 LIBOIS (Boris), "Éthique de l'information", Bruxelles, Ed de l'Université de Bruxelles, 1994  
 RENAULT (Alain), "L'ère de l'individu, contribution à l'histoire de la subjectivité", Paris, Gallimard, Coll. Bibliothèque des idées, 1989  
 REVEL (Jean-François), "Comment les démocraties finissent", Paris, PUF, 1983  
 ROSENHAN (David.L.), "On being sane in insane places", in "Science", N°179, janv. 1973, trad. française, "Être sain dans un environnement malade"  
 ROUVIER (Catherine), "Sociologie politique", Paris, Litec, 1995  
 WATZLAWICK (Paul), "L'invention de la réalité", Paris, Le Seuil, 1988  
 WATZLAWICK (Paul), "La réalité de la réalité. Confusion, désinformation, communication", Paris, Le Seuil, 1978  
 WATZLAWICK (Paul), "Les cheveux du Baron de Münchhausen. Psychothérapie et *réalité*", Paris, Le Seuil, Coll. "La couleur des idées", 1991  
 WITTESAELE (Jean-Jacques), GARCIA (Térèse), "A la recherche de Palo Alto", Paris, Seuil, 1992

**Articles**

- AUDARD (Catherine), "La démocratie rêvée", in "Le respect", Paris, Ed. Autrement, série morales, 1995  
 CANTO-SPERBER (Monique), "La vertu individuelle, modèle politique", in "La Justice. L'obligation impossible", Paris, Ed. Autrement, série

Morales, 1994

LEVY (Thierry), "Vaut-il mieux subir l'injustice que de la commettre?" in "L'honneur", Paris, Ed. Autrement, série Morales, 1991

MONTEFIORE (Alan), "Montaigne avait raison...", in "Le respect", Paris, Ed. Autrement, série Morales, 1995.

OPHÜLS (Max), "Un certain côté Cyrano...", in "L'honneur", Paris, Ed. Autrement, série Morales, 1991

REVUE "Esprit", n° 224, août-Sept 1996

TERRE-FORNACCIARI (Dominique), "L'homme juste", in "L'honneur", Paris, Ed. Autrement, série Morales, 1991

WILLIAMS (Bernard), "Les vertus de la vérité", in "Le respect", Paris, Ed. Autrement, série Morale, 1995

## NOTES

\*Avertissement : Cet article n'est pas sur la pensée de watzlawick mais à propos de sa pensée ; il n'est nullement question ici d'expliciter la pensée de Watzlawick, il l'a fait fort bien lui-même dans ses différents ouvrages et d'autres s'y sont employés aussi avec plus ou moins de bonheur ; il ne saurait donc être question de déformer la "réalité" de Watzlawick, mais de rebondir sur sa pensée. Nous avons ainsi pris certains éléments : mots, concepts, dans la pensée de Watzlawick et avons essayé de voir leur signification et conséquences potentielles en d'autres lieux, d'autres temps ou d'autres circonstances. L'utilisation de la sémantique nous a, par la simple richesse des définitions de la langue française entraîné à des réflexions "imprévues," qui ont provoqué "des développements nouveaux". Nous avons fait deux constats :

- que la thérapie de P.Watzlawick a été élaborée dans une démocratie occidentale, et

- que sa démarche consiste à adapter le patient au système dont il fait partie, afin de soulager sa souffrance générée par sa non-adaptation et les conflits qui en résultent. Partant du fait que des états totalitaires ont utilisé la psychiatrie justement dans le but d'adapter les dissidents au système (ou de les en exclure), nous arrivons à la conclusion que la thérapie proposée par P.Watzlawick suppose que le système soit moralement acceptable, ce qui est le cas d'une démocratie réelle, sinon l'application d'une telle thérapie se ferait "l'allié objectif" des totalitarismes. Nous n'excluons pas le fait qu'il y ait des systèmes totalitaires même au sein des démocraties formelles, et que le raisonnement puisse s'y appliquer. Le regard que nous proposons répond à la proposition de Démosthène : "Je crois d'un bon citoyen de préférer les paroles qui sauvent aux paroles qui plaisent" ; nous nous situons au croisement des Sciences de l'information et de la communication et de la Philosophie et nous utiliserons des exemples "anecdotiques" à la manière de P.Watzlawick lui-même, portant sur des institutions, donc orientés vers la Science politique.

1"rebondir" :

1. faire un ou plusieurs bons après avoir touché un obstacle

2. avoir des conséquences imprévues, des développements nouveaux.. ("Petit Larousse illustré" 1994 ).

2 Puisque c'est le champ d'action de Paul Watzlawick.

3 WATZLAWICK (Paul), Les cheveux du Baron de Münchhausen, Psychothérapie et "réalité", Paris, Le Seuil, Coll. La couleur des idées, 1991, p. 23.

4 Qui bien entendu est plus grave si le message est sensé être important pour le récepteur (l'information, c'est le pouvoir), ce que nous ne pouvons développer ici faute de place .

5 WATZLAWICK (Paul), Conférence du 26 mai 1997, Centre de Recherche en Information et Communication de l'Ecole de Journalisme et de Communication de Marseille.

6 RENAUT (Alain), L'ère de l'individu. Contribution à l'histoire de la subjectivité, Paris, Gallimard, Coll Bibliothèque des idées, 1989, 303 pages.

7 Les définitions de base sont tirées du Petit Larousse, Paris, 1994.

8 Id., p 18. (Il n'est pas nécessaire de dire que cette thèse ne concerne que les perturbations dites fonctionnelles, à l'exclusion des perturbations d'origine organique.)

9 Certains dissidents trop mal traités et trop longtemps, se sont d'ailleurs effectivement réfugiés dans une folie, apparente pour faire croire au régime qu'ils n'étaient plus dangereux, ou réelle pour fuir enfin une réalité trop dure devenue insupportable.

10 Cf. la pièce d'Anton Chékov "Salle VI" dont l'action se situe au temps des tsars.

11 Id., p. 32.

12 Le malade peut-il être celui qui exige le respect des règles d'un système ou des lois d'une société qui les a choisies mais ne les applique pas ? Le malade est-il alors celui qui persiste à se référer à une Loi qui est toujours sensée être en exercice, même si ce comportement, minoritaire, le fait rejeter de la majorité qui ne respecte pas la Loi ? Que faut-il respecter pour être considéré comme quelqu'un de non-malade, de sain, la Loi, ou le détournement, habituel, de la Loi ? le rejet de l'arbitraire est-il une maladie ? Objectivement qui est le malade dans une telle situation : le dissident ou les membres du système qui ne respectent pas la Loi mais le système lui-même qui est devenu schizophrène, coincé entre son discours et son action qui sont opposées ? Le malade peut-il être celui qui utilise son libre arbitre pour décider de s'opposer à un système dont il réproouve les

“normes appliquées” qui sont le produit du non-respect des lois ou de la morale auxquelles il adhère ? Peut-on être malade parce que non-dissident, adapté à un système moralement inacceptable ? Dans le cas d'un organisme-institution malade, ceux qui ont choisi de “s'adapter” c'est à dire d'accepter le mal, haïssent les dissidents qui leur renvoient une image négative d'eux-mêmes, en ce qu'ils leur montrent qu'il était possible de refuser le mal, de se battre pour le bien, ils leur renvoient l'image de leur lâcheté, ce qui les oblige à remettre en question leur choix : ou la facilité vers le Mal, ou la “voie étroite”, le courage, le danger, vers le Bien . Et la haine va avec le Mal, et l'amour avec le Bien ; entre les deux se trouvent de nombreux degrés : depuis la haine active, qui agit pour détruire, on brise le miroir, jusqu'à la “neutralité malveillante” et la “neutralité bienveillante” et la “neutralité- qui-voudrait-être-bienveillante mais qui n'ose pas”, l'aide occulte, plus ou moins cachée, le soutien au grand jour ... Celui qui hait est-il malade ?

13 Le noir paraît plus noir à côté du blanc qu'à côté d'un autre noir.

14 Ou encore le psychiatre qui considère l'individu comme un malade, simplement parce qu'on l'a envoyé devant lui, alors que le patient est aussi sain qu'on peut l'être ?

15 il serait intéressant d'approfondir le rapport entre les valeurs, les civilisations, les régimes politiques.

16 voir plus loin “le dissident comme thérapeute”

17 WATZLAWICK, (Paul), La réalité de la réalité, Confusion, désinformation, communication, Paris, Le Seui, 1978.

18 ROSENHAN, (David.L.), 3On being sane in insane places”,.in Science, n°179, janv. 1973, pp. 250-258. trad. française : “Etre sain dans un environnement malade”, in WATZLAWICK (Paul), “L'invention de la réalité, Paris”, Le Seuil, 1988.

19 Mais peut-être malade imaginaire, sa demande peut n'être qu'une manifestation passagère de faiblesse de sa part, et la maladie une fuite, un désir d'être pris en charge, de l'infantilisme résiduel ?

20 “Le Petit Larousse” fait la différence entre thérapeutique et traitement médical : La thérapeutique étant “relative au traitement des maladies”, alors que le traitement est la “partie de la médecine qui se rapporte à la manière de traiter les maladies” ou la “manière choisie de traiter une maladie”. ex : mauvais traitements, voies de faits, sévices”. Comme beaucoup de soignants dans le domaine qui nous intéresse ici ne sont pas médecins, il pourrait être judicieux de choisir le mot thérapie. Pourtant, le mot traitement est lui-même riche de significations utilisables dans notre propos.

21 Les "médecines douces" ne sont pas toujours utilisées en psychiatrie : voir le film "Vol au-dessus d'un nid de coucou", où les fous ne sont pas ceux que l'on croit ; où le traitement étant pire que le mal, le seul traitement sauveur se révèle être de fuir l'institution.

22 mais peut-on encore parler de thérapie ?

23 Règles officielles dans le cas d'un Etat totalitaire par exemple, règles occultes quand les règles officielles sont dévoyées dans un système spécifique.

24 Comme l'homéopathie par exemple.

25 Pourtant, il est indispensable de connaître les causes d'une maladie, le terrain sur lequel elle s'est développée, si l'on veut éviter qu'elle ne récidive : les mêmes causes produisant les mêmes effets.

26 Ici et maintenant.

27 WATZLAWICK (Paul), Conférence du 26 mai 1997, Centre de Recherche en Information et Communication de l'Ecole de Journalisme et de Communication de Marseille.

28 Id.

29 Rapports de pouvoir, actions possible du dissident

30 "Ensemble des opérations que l'on fait subir à des substances, des matières premières etc., pour les transformer".

31 Ou des patients le plus souvent, puisque la plupart des "maladies" relèvent d'une interaction entre des individus.

32 Comme Boris Pasternak, contraint par le Parti de refuser son prix Nobel pour Le Docteur Jivago, parce que le livre avait déplu aux autorités en place.

33 KRAVTCHEENKO (Victor, A.), J'ai choisi la liberté ! La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique , Paris, Ed. Self, 1947, 639 pages.

IGNATIEFF (Michel), La liberté d'être humain. Essai sur le désir et le besoin., Paris, La Découverte, 1986, 143pages.

34 Comme on le fait avec un système de classification documentaire qui devient obsolète ; dans ce cas, en effet, on n'essaie pas d'intégrer les éléments de l'ancien système, mais on les laisse tomber en désuétude, et on crée, de toutes pièces, un nouveau système, avec de nouveaux documents, une nouvelle classification, une autre organisation éventuellement, selon

---

un ensemble de règles cohérent qui, dès lors, prend le relais.

35 L'argument est irrecevable sur le plan moral

36 Ce qui est amplement prouvé par les transferts de votes donc d'allégeance de l'un à l'autre parti

37 Déification du chef, liturgie des grans rassemblements populaires...

38 WATZLAWICK (Paul), Conférence du 26 mai 1997, Centre de Recherche en Information et Communication de l'Ecole de Journalisme et de Communication de Marseille .

39 Cette guérison-là est d'essence totalitaire.

40 WITTESAELE (Jean-Jacques), GARCIA (Térésia), A la recherche de Palo Alto, Paris, Seuil, 1992

41 ou dans le cas d'organisations non-démocratiques, et/ou "malades", au sein d'une démocratie.

**ARTICLES****ARTICLES**

1989-1999, 10ème anniversaire de la  
chute du Mur de Berlin

## Les médias est - allemands

**PAR ROGER DELBARRE**

---

**U**n peu moins d'une décennie ans après que la "Révolution tranquille" a mis fin à l'exercice monopolistique et autoritaire du pouvoir par le SED dans la sphère publique, il est remarquable d'observer que les mêmes enjeux persistent concernant le rôle qu'y ont joué les médias ouest-allemands, et plus généralement occidentaux. Dans la préface à 17ème édition allemande de "L'espace public", Jürgen

Habermas considère, en 1990, que "Les bouleversements en RDA, en Tchécoslovaquie et en Roumanie ont constitué une réaction en chaîne qui n'a pas simplement été présentée comme un événement historique transmis à la télévision, mais qui s'est réalisée elle-même sur le mode de la retransmission télévisée. Les médias de masse ne furent pas seulement décisifs pour leurs effets de propagation de cette diffusion à travers le monde. En effet, la

DR. ROGER DELBARRE  
est membre du  
Groupe de Recherche  
sur les Enjeux de la  
Communication  
(GRESEC) de l'Université  
Stendhal-Grenoble III  
(France)

présence physique des masses manifestant sur les places et dans les rues, à la différence du XIXe et du début du XXe siècle, n'a pu déployer une violence révolutionnaire que dans la mesure où elle était transformée par la télévision en une présence ubiquitaire."<sup>1</sup> Le philosophe allemand voit dans ces événements, par lui ainsi décrits, "une confirmation imprévue d'un thème provocatrice" de J. Meyrowitz "d'une destruction par les mass media des frontières sociales". Bien que jugée "trop linéaire" par l'ancien professeur de l'université de Francfort, elle fait pour lui l'objet d'un intérêt certain illustré par cette citation, révélatrice, des travaux de J. Meyrowitz : "De nombreuses caractéristiques de notre "ère de l'information" nous font ressembler aux formes sociales et politiques les plus primitives : la société de chasse et de cueillette. L'absence de frontières à la fois dans les sociétés de chasse et de cueillette et dans nos sociétés électroniques conduit à des rapprochements frappants. De toutes les formes de société connues avant la nôtre, les sociétés de chasse et de cueillette ont eu tendance à être les plus égalitaires au regard des rôles respectifs des hommes et des femmes, des enfants et des adultes, des dirigeants et de leurs sujets.

La difficulté de maintenir diverses places séparées ou sphères sociales distinctes a tendance à mêler chacun aux affaires de tous les autres." Nous laisserons le soin aux anthropologues de discuter de la véracité de telles affirmations concernant les sociétés les plus primitives.<sup>2</sup> Quant au postulat de J. Meyrowitz sur l'égalité régnant dans nos "sociétés électroniques" à "l'ère de l'information, est-il "écorné" par l'appréciation de J. Habermas ("le processus d'égalisation va de pair avec l'impuissance face à la complexité et à l'opacité des systèmes"), son objet ne peut être qu'un coup de force symbolique, son utilité le recouvrement, sinon la négation, par l'idéologie libérale des réalités économiques et sociales actuelles.<sup>3</sup>

En fait, ce genre d'apophtegme dissimule non seulement une sociodicée a posteriori qui affleure aussi parfois dans des textes politiques de Jürgen Habermas écrits quelques semaines ou mois après la chute du Mur<sup>4</sup>, mais surtout une volonté a priori de subsumer la Révolution tranquille en RDA dans la théorie générale du rôle "émancipateur" et "civilisateur" des médias occidentaux, plus connue sous son syntagme américain de free flow of informa-



tion. Les coryphées et les choreutes sont là suffisamment légion pour leur abandonner ce terrain et les laisser se disputer les profits symboliques et/ou médiatiques à en retirer.

### **Domination symbolique**

**P**our notre part nous essayons de ne pas verser dans cette systémie<sup>5</sup>.et préférons prendre appui, afin de permettre une analyse des causes endogènes de l'effondrement du régime socialiste éclairée à travers une approche dialectique de la diversité et la complexité de la société de RDA, et des stratégies mises en place par différents acteurs ou groupes d'acteurs dans le domaine de la communication, sur certains travaux de la sociologie de la domination symbolique de Pierre Bourdieu. Rappelons de manière succincte que, pour le professeur au Collège de France, la domination politique réside dans des mécanismes en premier lieu d'ordre symbolique<sup>6</sup>. Ainsi l'action politique consiste-t-elle surtout dans l'imposition de systèmes de classification du monde social qui ont pour "propriété spécifique d'être puissants, ou, mieux, symboliquement efficaces, c'est-à-dire non pas vrais, mais capa-

bles de se rendre vrais dans la mesure où ceux qui les mettent en oeuvre ont les moyens de faire advenir ce qu'ils annoncent comme souhaitable ou comme devant nécessairement advenir."<sup>7</sup> ? Dans ce cadre la représentation du monde social n'est pas "un donné, ou ce qui est du même ordre, un enregistrement, un reflet, mais le produit d'innombrables actions de construction qui sont toujours déjà faites et toujours à refaire. Elle est déposée dans les mots communs, termes performatifs qui font le sens du monde social autant qu'ils l'enregistrent, mots d'ordre qui contribuent à produire l'ordre social en informant la pensée de ce monde et en produisant les groupes qu'ils désignent et qu'ils mobilisent."<sup>8</sup> Partant de ce monde "donné/construit", il devient possible de cerner, dans une perspective relationnelle, quels moyens l'Etat-Parti a dus mettre en oeuvre (accaparement de la sphère publique par l'imposition d'un monopole informationnel et communicationnel, surveillance policière permanente) pour fortifier sa représentation du monde social, quels compromis il s'est vu contraint de passer avec la société dans certains domaines, en particulier celui de l'information fournie aussi par les médias électroniques de l'Ouest. Et prenant

alors pour outil la sociologie de la domination, dont Marx a jeté certaines prémisses dans "Le Capital", mais qui va bien au-delà aujourd'hui puisqu'elle "montre que la reproduction des rapports de force matériels trouve à la fois son accomplissement et sa condition permissive dans l'instauration et la reproduction de rapports de force symboliques"<sup>9</sup>, nous pouvons ainsi nous appuyer sur un concept de P. Bourdieu selon lequel la domination ne peut se perpétuer sans une certaine connivence entre les "dominants" et les "dominés", ces derniers étant "conduits par des croyances objectivement orchestrées à collaborer à leur propre soumission". Certains travaux de Maurice Godelier développent cette thèse. "Des deux forces qui fondent le pouvoir dans les sociétés, la plus forte, celle qui assure dans le long terme le maintien et le développement de ce pouvoir, n'est pas la violence sous toutes ses formes qu'exercent les dominants sur les dominés, mais le consentement qui, jusqu'à un certain point, les fait coopérer à la reproduction de cette domination. La violence, certes, peut suffire à instituer de nouveaux rapports sociaux, mais elle semble ne plus suffire dès qu'il s'agit de les reproduire de façon durable."<sup>10</sup> Il s'agit là, pour nous, d'un élément essen-

tiel dans l'approche de la société de la RDA. La violence et le consentement, qui oeuvrent et se conjuguent, de manière plus ou moins distincte, dans le même sens ou de manière opposée, ne s'excluent pas. Ce couple est l'objet de formes communicationnelles tout à fait particulières qu'il convient d'analyser à l'aune du paradigme développé par Bernard Miège selon lequel "toute activité communicationnelle prend appui sur des dispositifs plus ou moins complexes, dont on peut repérer les éléments constituants et décrire les modalités de fonctionnement. L'analyse de ces dispositifs et leur compréhension est indispensable à qui veut analyser le travail symbolique ou le processus de production du social auquel ils coopèrent."<sup>11</sup> Ainsi l'examen de la sphère publique permet-il de saisir dans un même mouvement la volonté monopolistique de l'Etat-Parti du dire et du faire dire, du montrer et du faire montrer à l'intérieur de la société, se conjuguant à la licence de sa pénétration par une communication externe, diffusant des valeurs opposées aux siennes, par le canal des médias électroniques ouest-allemands. Ainsi celui de la sphère privée, autorise-t-il la mise en relief: à la fois de la tentative permanente de sa

pénétration par le SED, et son élargissement, dans les toutes dernières années de la RDA, avec l'émergence d'"espaces publics autonomes", résultant d'une certaine publicisation, autorisée sinon tolérée, des opinions privées dans des lieux placés sous la protection des Eglises évangéliques. Ce cadre théorique se révèle aussi fécond pour appréhender, au sein d'une démarche synchronique, les facteurs de crise endogènes, déterminants, et ceux exogènes, non négligeables, importés par les médias électroniques ouest-allemands, facteurs dont le mûrissement conduit à la remise en cause ouverte du monopole idéologique, politique et organisationnel de l'Etat-Parti, puis à son bris par la „Révolution tranquille” de 1989. Il ne saurait être question de se pencher en détail ni sur le rôle des Eglises évangéliques, tout à la fois dans la seconde partie des années 1980, forum des besoins des besoins et des expressions d'un nombre grandissant d'individus, espaces de médiation entre ces derniers et le pouvoir, lieux de libre parole, émetteurs et relais d'une autre information, moins directement soumise à une gangue idéologique ; ni sur les tenants et aboutissants de l'exode de dizaines de milliers d'habitants de la RDA, en été puis à l'automne 1989, à tra-

vers les deux vagues d'occupation des ambassades de RFA et/ou par la migration vers l'Ouest rendu possible par l'ouverture de la frontière austro-hongroise ; ni enfin sur le processus de développement des manifestations de masse (dont celle du lundi 9 octobre à Leipzig est considérée par bon nombre d'historiens comme un "tournant", une "rupture" dans le procès révolutionnaire qui se développe alors) au cours desquelles s'inverse, dans la durée, le rapport de forces dans la sphère publique en faveur des mouvements des citoyens et des acteurs du changement, et émerge, principale revendication de ces derniers, un espace public.<sup>12</sup>

Notons qu'il s'agit là des "conditions très particulières" qu'évoque Maurice Godelier „pour qu'il y ait prise de conscience chez des dominés du caractère illégitime de leur domination, pour que le consentement s'effrite et s'efface, et que naisse l'idée de recourir à la violence non plus pour contenir mais abolir la domination qui pèse sur eux.”<sup>13</sup>

Elément constitutif de cet espace public qui émerge, la libéralisation des médias, en premier lieu de la presse, s'opère donc par et à travers le mouvement de masse qui renverse le rapport de forces poli-

tiques et rend possible l'amorce d'une autonomie des champs politique et journalistique. Si le SED voit son monopole idéologique lui échapper avec rapidité sous l'action des mouvements de citoyens et d'une fraction "réformatrice" du Parti, si la contestation politique se traduit par le refus du rôle dirigeant et autoproclamé du Parti dont une illustration s'avère être la remise en cause par les partis du Bloc (*Blockparteien*) de leur rôle d'alibi au pluralisme politique proclamé par le régime, ce sont souvent les journalistes eux-mêmes qui desserrent le carcan du monopolisme, pas à pas, "audace rédactionnelle" après l'autre, afin d'ouvrir les colonnes, les ondes et enfin des images à l'information pluraliste.

Nous voulons montrer en premier lieu que les premières transcriptions structurelles du processus qui s'opère dans les médias du Parti à partir du mois de novembre peuvent être observées avec précision pour la presse écrite à travers une modification du vocabulaire, le mouvement général de changement de rédacteurs en chef., l'apparition de nouveaux sous-titres des journaux, pour les chaînes de télévision par un traitement de l'information radicalement nouveau.

## La libération des médias par les journalistes

L'hypothèse selon laquelle la manifestation du 9 octobre à Leipzig constitue une rupture en amorçant l'émergence d'un espace public en RDA par le premier bris des deux composantes du pouvoir de domination du SED, la violence et le consentement des dominés à leur domination trouve un début de confirmation, dès le lendemain, dans la *Leipziger Volkszeitung* (LVZ). Les invectives à l'égard des manifestants, hier encore présentes dans les colonnes du quotidien régional du Parti, ne figurent plus dans les douze lignes de l'article daté du 10, titré, avec une certaine malice puisqu'il peut s'interpréter aussi pour le sensible changement de ton de l'information publiée par le journal, "Emprunte de circonspection" : "Lundi soir quelques milliers de personnes se sont rassemblées au centre ville de Leipzig pour une manifestation non autorisée. Elle était, pour l'essentiel, emprunte de circonspection. Il n'y eut aucune provocation contre les personnes, aucun excès contre les installations, et la police populaire allemande a pu exercer ses missions de maintien de l'ordre, du calme et de la sécurité dans la ville. C'est

pourquoi elle n'a pas été contrainte d'intervenir".<sup>14</sup> On notera aussi de sensibles différences entre les deux autres quotidiens leipzigois. Si le *Sächsisches Tageblatt*, organe régional du LDPD, parti qui a déjà affiché une certaine autonomie dans le Bloc vis-à-vis du SED, titre son article, beaucoup plus long, "D'une circonspection emprunte" et évoque des "signes encourageants pour un dialogue qui débute"<sup>15</sup>, la *Mitteldeutsche Neueste Nachrichten*, organe du NDPD, se fait plus circonspecte dans le corps de l'article, mais titre quand même : "Des mots importants un lundi soir".<sup>16</sup>

Trois jours plus tard, le 13, la LVZ applique aussitôt la ligne définie au Comité Central (CC) du SED des 10 et 11 et publie en première page un long article non signé (indication que le texte vient directement du Parti) dont deux phrases résument l'esprit : "Le dialogue est notre politique", "Le dialogue est la base et le moteur pour créer la conviction et la compréhension, présenter les idées, trouver les solutions". Elle publie en page intérieure, sous la signature de l'agence de presse du gouvernement, ADN, afin que l'information soit répercutée dans toute la presse, une déclaration du maire de la ville, Bernd Seidel, et des con-

seillers municipaux dans laquelle ils affirment "leur volonté et leur disposition fermes à conduire un échange de vues ouvert, franc et objectif avec tous les citoyens". Dans la même page deux autres articles, l'un d'un responsable du syndicat, l'autre d'un groupe du Parti des scientifiques de l'Institut Franz Mehring de la Karl-Marx-Universität (KMU) conjuguent le thème.<sup>17</sup> Le virage est bien pris ainsi que le confirme l'édition du lundi où l'on trouve un compte-rendu, en page 1, de l'activité du Parti sous le titre "Débattre des problèmes de manière ouverte et constructive", un article de Bernd Locker "Avec le dialogue pour un changement sensible", et surtout un très long "papier" de Uta Tok racontant le débat qui s'est déroulé le dimanche matin à l'invitation du recteur de l'université et au cours duquel deux des six signataires de l'appel du 9 octobre, le secrétaire du SED du Bezirk Roland Wötzel et le chansonnier Bernd-Lutz Lange, ainsi que Kurt Novak, théologien à la KMU débattent deux heures avec 1.500 personnes. Si tous sont d'accord pour le dialogue, pour parler de tout (R. Wötzel), d'autres se méfient encore du mouvement de masse : "Ce dont nous avons besoin c'est de discussion, pas de manifestation" prétend une enseignante de

l'école supérieure 43.<sup>18</sup> Elle n'est bien sûr pas entendue. Au contraire, les manifestations de rue s'enflent et les médias en rendent davantage compte : la radio DT 6419 diffuse la manifestation du 16 octobre en direct ; l'agence ADN envoie sur les fils une dépêche reflétant, avec force détails, le déroulement du défilé ; la Junge Welt délègue deux envoyés spéciaux, Thomas Beer, Holger Herzberg, et s'adjoint la collaboration d'un étudiant en journaliste de la KMU, Hajo Krämer ; les équipes de l'Ecole supérieure du film et de la télévision de Potsdam-Babelsberg, dont le recteur est Lothar Bisky, filment en continu ; celles de la télévision nationale sont conspuées par des manifestants qui brandissent des pancartes "Interdit professionnel". Le reportage qui paraît le lendemain dans LVZ signale la présence de toute la presse de la RDA, et rend compte avec une exactitude, bien nouvelle, de toutes les phases de la manifestation, de tous les mots d'ordre. Surprise des surprises, à la une du journal, on peut même lire, ce qui, il y a huit jours encore, eut été inimaginable, un texte intitulé "Des vues différentes, un seul but : une RDA attractive" qui relate "la dispute", lundi, entre "des membres du secrétariat du

SED du Bezirk et des collectifs de travail leipzigois".<sup>20</sup> Enfin dans ce bouillonnement de la démocratie naissante, notons la parution du numéro 1 de la "feuille d'information" éditée par le Neues Forum qui présente, en sa page 2, sous la plume de Rolf Sprink, l'offre du Neues Forum : la participation au processus de formation d'une opinion démocratique". Seule Neues Deutschland fait encore exception à la règle : sont publiées, le 17 octobre, une dizaine de lignes, sous le titre hautement informatif "Manifestation à Leipzig".<sup>21</sup> L'organe central du Parti dirigé par Herbert Naumann exprime bien ainsi les réticences d'une partie de la direction du SED. Ce n'est que le 24 octobre que paraît un premier compte rendu "conséquent et objectif" (l'appréciation est formulée par le Neues Forum de Leipzig) de la manifestation de la veille sous le titre "Manifestation pacifique à travers le centre ville de Leipzig".

### Changement de vocabulaire...

**I**l nous semble non dénué d'intérêt de nous pencher à ce moment du travail, afin de mieux discerner la mutation qui affecte la presse du SED, sur le changement de vocabulaire d'octobre 1989 à janvier

1990 dans Neues Deutschland. Cette analyse lexicométrique a été réalisée à l'institut d'allemand d'Asnières sous la direction de Gilbert Krebs.<sup>22</sup> Le corpus est constitué de 6 articles, parus en haut de page 1, de chaque mois de la période choisie (de P1 à P4), soit 24 articles, (numérotés de 1 à 24), 17.667 occurrences, 4.987 formes. L'examen du vocabulaire du corpus fait apparaître que "ce sont les organes de l'Etat et du Parti, et la notion de socialisme qui figurent avec les fréquences les plus élevées. A l'exception notable de "Erneuerung" (rénovation, fréquence 34) et peut-être de "Fragen" (questions, fréquence 24), "Vorschläge" (propositions, fréquence 22) et "Probleme" (problèmes, fréquence 14), on ne trouve pas de vocables (du moins dans les fréquences élevées) indiquant que l'Etat ou la société puisse connaître une crise grave, ou même simplement une phase de changement."<sup>23</sup>

L'étude des spécificités par articles permet d'affiner la réflexion, par l'introduction de la variable "temps". P1 correspond au mois d'octobre et ses articles numérotés de 1 à 6, P2 à novembre et aux articles de 7 à 12, P3 à novembre et aux articles de 13 à 18, et enfin P4 à janvier et aux articles 19 à

24. Si en P1, les articles 1, 2, et 3 (respectivement relatifs aux cérémonies commémoratives pour le 40ème anniversaire de la République populaire de Chine, de la RDA, et à la déclaration du Bureau politique (BP) du 12 octobre) présentent, en dehors de la spécificité "Chine", "une large représentation de "Sozialismus", "Partei - und Staatsführung" et de "Zentralkomitee"". Les articles 4 et 5 (des 16 et 22 octobre) font état de dialogues directs des dirigeants avec la population et apparaissent caractéristiques d'une transition avec la présence de "Fragen", "Probleme", "Arbeitern", "Werkstätigen" (ouvriers et travailleurs). Les articles 8 et 9, en P2, "concrétisent bien le changement par leur thématique comme par leur lexique". Compte rendu de la manifestation de Berlin du 4 novembre, le premier se caractérise par la présence conséquente de "Studenten" (étudiants), "Wende", "Fernsehen" (télévision), "Demonstranten" (manifestants), "Gewerkschaften" (syndicats), mais surtout trois occurrences particulièrement intéressantes : "sozialistische Erneuerung" (rénovation socialiste), "gesellschaftliche Erneuerung" (rénovation de la société), "revolutionäre Erneuerung" (rénovation révolutionnaire) préférée par Christa Wolf dans son inter-

vention, à celle de "Wende" utilisée par les autres orateurs. Le mot "Wende" avait été lancée par Egon Krenz, dès le premier jour de son accession à la tête du SED.<sup>24</sup> Le second article, "se détache dans l'ensemble du corpus par son importance quantitative (...), sa date de parution (il succède à l'ouverture du Mur), sa fonction stratégique (il s'agit du programme d'action du SED en vue d'une rénovation : Erneuerung, (le mot figure dans le titre)". Parmi les formes "dénnotant une volonté de changement, on peut relever "Diskussion", "Öffentlichkeit", "Reform", "Wirtschaftsreform" (réforme économique) et surtout "Erneuerung" (...) avec 15 occurrences sur 34 dans l'ensemble du corpus."<sup>25</sup> Enfin en P3 et P4 "pour les articles 13 et suivants (jusqu'à la fin), l'examen des spécificités sur la base d'un découpage en 24 parties, précise M. Kauffmann, (...) présente moins de formes spécifiques. Il est difficile de trouver des vocables à caractère théorique ou programmatique, sauf peut-être "demokratisch" (article 14)". On y ajoutera dans les articles 15 (15 décembre) et 16 (28 décembre la présence de "Ministerrat" et de "Runder Tisch" (table ronde) qui résument bien les rapports du gouvernement de Hans Modrow avec les mouvements

de citoyens et les nouveaux partis.

### ... et de rédacteurs en chef

Ces changements dans la presse se réalisent très souvent contre la volonté des rédacteurs en chef désignés à ce poste par la section des cadres du CC du SED. Ils occupent tous des responsabilités dans la direction fédérale du Parti, ont des relations quotidiennes avec le secrétariat du Bezirk pour illustrer, au mieux et régionalement, la ligne. Ils s'appuient aussi sur un collège de la rédaction où l'on retrouve le secrétaire du SED de l'entreprise de presse. Parce que le mouvement populaire y est le plus précoce et plus dynamique que partout ailleurs, dès le début du mois d'octobre la Leipziger Volkszeitung se trouve confrontée à un débat permanent au sein de sa rédaction entre partisans des réformes, à l'exemple de la perestroïka et la glasnost gorbatchéviennes, et les tenants de l'immobilisme de la ligne politique du groupe dirigeant du Parti. Cette dernière reste seule à garder le droit, au nom du centralisme démocratique, de s'exprimer dans le journal. Au cours d'un entretien qu'il nous a accordé, Siegfried Schmidt, professeur à la section journalistique de la Karl-Marx-



Universität, (KMU) évoque la montée de “cette grogne, de cette rogne” des journalistes contre la rédaction en chef de LVZ, la “situation schizo-phrénique de certains journalistes participant à des manifestations et ne pouvant non seulement pas en rendre compte, n’y trouvant aucune trace dans leur quotidien, où il s’y font insulter d’”apaches”, de “vandales”, et autres “ennemis du socialisme qu’il convient de mettre au pas, les armes à la main si nécessaire”.<sup>26</sup> La manifestation du 9 octobre débloque là aussi la situation. S’appuyant sur le rôle actif joué par trois secrétaires du Parti signataires de “l’appel des Six”, puis sur le communiqué du BP du 11, “la rédaction pousse vers la sortie le rédacteur en chef”, Rudolf Röhrer, en poste depuis 1978, “mais ne trouve personne en son sein pour lui succéder”<sup>27</sup>, se souvient Wolfgang Tiedke, à l’époque maître de conférence depuis une quinzaine d’années à la section journalistique de la Karl-Marx-Universität, et à qui les journalistes du LVZ s’adressent d’abord pour coordonner leur travail, puis diriger la rédaction.

Au cours de la première quinzaine du mois de novembre, le changement de tous les premiers secré-

taires du SED s’effectue dans les Bezirke. (département).

Ce mouvement correspond non seulement à la nécessité pour la direction de se débarrasser des “âmes mortes”, trop compromises avec la politique de Erich. Honecker, mais surtout à une mutation, aussi tardive que profonde, qui affecte la base du SED à travers l’expression d’une volonté d’un renouvellement, concrétisée, par exemple, le 8 novembre, devant le siège du CC à Berlin où manifestent des milliers de communistes aux cris de “Le Parti, c’est nous”. Au sein des rédactions, un mouvement identique de contestation de l’autoritarisme des directions et d’autonomisation vis-à-vis du Parti touche tous les quotidiens du SED et des organisations de masse, plus faiblement les organes des autres formations politiques du Bloc.<sup>28</sup> L’importance, quantitative et qualitative, de cette transformation essentielle dans le processus de formation d’un espace public où l’échange des idées acquiert un rôle essentiel est aussi souligné par les chiffres de tirage (1989) de chaque titre, placés entre parenthèses.

Examinons d’abord la presse communiste. La Freie Presse de Karl-Marx-Stadt (663.000

exemplaires) donne officiellement, le 3 novembre, le signal du changement des équipes de direction des journaux du Parti. La Volkswacht de Gera (329.000 ex.) voit un nouveau rédacteur en chef entrer en fonction le 10, être confirmé le 13 novembre et remplacé le 18 janvier suivant. Le 15, la Märkische Volksstimme de Potsdam (350.800 ex.) change aussi de rédacteur en chef, lui-même remplacé 15 jours plus tard. Le 16 novembre, à Neues Deutschland (1.101.800 ex.) Horst Neumann et toute la rédaction en chef quittent le journal, Wolfgang Spiekermann lui succède. La Leipziger Volkszeitung (483.000 ex.), Neuer Tag de Frankfurt/Oder (212.200 ex.) et Freies Wort de Suhl (178.500 ex.) font de même. Le 23 le tour arrive pour la Berliner Zeitung (439.100 ex.) et son édition BZ am Abend (204.800 ex.), le 27 la Schweriner Volkszeitung (202.900 ex.), précède de 3 jours Freiheit de Halle/Saale (589.900 ex.). Décembre ne suspend pas le mouvement : le 1er, la Freie Erde de Neubrandenburg (204.000 ex.), le 9 l'Ostsee-Zeitung de Rostock (295.200 ex.) qui, le 20, procède à un nouveau changement, le 22 la Sächsische Zeitung de Dresden (568.900 ex.), le lendemain la Lausitzer

Rundschau de Cottbus (293.000 ex.) restée sans direction du 11 au 22 ! Il convient d'attendre le 11 janvier pour qu'arrive le tour de Das Volk de Erfurt (404.100 ex.) : un conseil de rédaction assure un intérim de cette date au 19 février, avant que le lendemain ne soit désigné le nouveau responsable de la rédaction, la Volksstimme de Magdeburg (453.600 ex.) clôture la liste le 15 de ce mois.

Dans un second temps, examinons ces changements de direction dans les quotidiens, nationaux, des organisations de masse. A la Junge Welt, organe de la Freie Deutsche Jugend - FDJ (Jeunesse allemande libre) et premier tirage de la presse quotidienne avec 1.500.300 exemplaires, dès le 15 novembre, Hans Dieter Schütt cède la place à Jens König. A la Tribune, (413.600 ex.) la situation est plus confuse puisque le quotidien officiel de la Freier Deutscher Gewerkschaftsbund -FDGB (Confédération syndicale allemande libre) reste sans direction pendant la semaine du 11 au 19 décembre, et que Franck Kässner désigné le 20 décembre comme rédacteur en chef sera remplacé par Michael Bolz six mois plus tard. Quant au Deutsches Sportecho (185.100 ex.), notons pour être complet, la nomination d'un

autre rédacteur en chef le 11 décembre, puis le 2 juillet. L'analyse des journaux nationaux et régionaux des partis du Bloc constitue la troisième séquence de l'étude. L'organe central de la Christlich - Demokratische Union - CDU (Union chrétienne - démocrate), Neue Zeit (114.000 ex.) modifie sa direction le 9 novembre, confirme dans leur poste les membres de la nouvelle équipe le 13 décembre. Les six autres journaux régionaux de ce parti suivent le même chemin : Der Demokrat pour les Bezirke de Rostock, Schwerin et Neubrandenburg (18.400 ex.) le 1er novembre, mais Die Union pour Dresden et Karl-Marx-Stadt (63.700 ex.) reste du 6 au 16 janvier sans direction, le 17 est nommé un nouveau responsable, la Märkische Union pour Dresden, Potsdam et Frankfurt/Oder (3.700 ex.) procède, elle, au changement le 17 janvier, la Thüringer Tageblatt pour Weimar, Erfurt, Gera et Suhl (31.000 ex.) le 22 janvier, enfin Der neue Weg pour Halle, Magdeburg et Leipzig (37.300 ex.) le 12 février.

La situation est très sensiblement différente pour les publications des autres partis. Pour le Liberal - Demokratische Partei Deutschlands - LDPD

(Parti libéral démocrate d'Allemagne), son organe central, Der Morgen (63.000 ex.), change de rédacteurs en chef les 15 novembre, 6 décembre 1989 et enfin le 2 octobre 1990, LDZ (Liberal-Demokratische Zeitung) diffusant à Halle et Magdeburg (57.200 ex.) le fait le 1 juillet 1990, mais la Norddeutsche Zeitung pour Schwerin, Rostock, Neubrandenburg (21.600 ex.), la Sächsisches Tageblatt pour Leipzig, Dresden et Karl-Marx-Stadt (65.500 ex.), la Thüringische Landeszeitung pour Weimar, Erfurt et Suhl (68.3000 ex.) ne procèdent à aucun changement. Le rédacteur en chef de la National-Zeitung (56.000 ex.), quotidien national du National - Demokratische Partei Deutschlands - NDPD (Parti national - démocrate d'Allemagne), n'est changé que le 1er février, celui des Sächsische Neueste Nachrichten, ayant la zone de diffusion de Dresden, avec Karl-Marx-Stadt (28.800), attend le 17 mai 1990 pour quitter son fauteuil, la Brandenburgische Neueste Nachrichten pour Potsdam (22.700 ex.), la Mitteldeutsche Neueste Nachrichten pour Leipzig, Halle et Magdeburg, la Norddeutsche Neueste Nachrichten pour Rostock, Schwerin et Neubrandenburg (39.800 ex.), elles ne procèdent

à aucun changement, quant à la Thüringer Neueste Nachrichten qui rayonne sur Weimar, Erfurt et Suhl rien n'a été recensé par Beate Schneider et son équipe. Enfin notons que le Bauern-Echo (94.400 exemplaires) du Demokratische Bauernpartei Deutschlands - DBD (Parti paysan démocratique d'Allemagne) opère deux changements dans l'intervalle d'un mois, les 16 novembre et 14 décembre.<sup>29</sup>

Ces changements sont l'expression d'une extraordinaire mutation de la presse écrite quotidienne. Siegfried Schmidt la cerne fort exactement : "Cette période se caractérise, à mes yeux, par le passage d'une forme de propriété à une autre qui n'est pas définie parce que personne n'y songe, ni ne la connaît. Il s'agit aussi d'une rupture avec le paradigme -le modèle léniniste de la presse- qui avait valeur jusqu'alors, et son remplacement par un autre qui est à peine en voie d'élaboration. Enfin, et c'est certainement l'essentiel pour moi, va surgir un formidable enthousiasme dans/pour le métier à travers une véritable révolution dans la pratique professionnelle : faire enfin et pour la première fois depuis 40 années un journal en résonance avec le mouvement de la société, avec la

population, avec une opinion publique qui s'affirme et s'affiche".<sup>30</sup> Le changement de sous-titres, avant ceux éventuels des titres, constitue un autre indicateur, d'une plus grande lisibilité, de la fin de la prégance, chère au marxisme-léninisme, du paradigme instrumentaliste des moyens de communication, et de l'apparition d'un nouveau modèle, mal défini encore, qui se met en place. Dans cette fonction, il est aussi révélateur de l'extrême rapidité des évolutions politiques et idéologiques s'opérant en RDA.

### Signes de la transformation

La presse du Parti, à l'image de la transformation du SED en SED-PDS (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands - Partei des demokratischen Sozialismus - Parti socialiste unifié d'Allemagne - Parti du socialisme démocratique), puis en PDS, enregistre de très nombreuses modifications de sa ligne politique et surtout de son contenu. Globalement, comme nous le constatons ci-dessous, les quotidiens passent du statut d'"organe de la direction du Bezirk... du SED" à celui de "journal du SED" puis de "quotidien socialiste" avant de s'afficher "indépendants". Neues Deutschland "organe du

Comité central du SED”, perd, le 4 décembre, la référence léniniste au Comité Central du Parti pour devenir seulement “organe central du SED”, puis le 19 du même mois “quotidien socialiste”. Un tel problème, s’il ne se pose pas pour la Berliner Zeitung qui n’a jamais possédé de sous-titre, est réel pour son supplément du soir, BZ am Abend, qui souligne son titre, à partir du 20 décembre, avec “votre journal de la ville”. Deviennent ainsi “journal du SED”, le 1er décembre la Freie Erde, le 5 la Lausitzer Rundschau, la Ostsee-Zeitung et la Schweriner Volkszeitung, le 6 la Freie Presse, le Freies Wort, les autres ne changent rien à leur Une. La diversité dans le temps se révèle plus importante pour se transformer en “quotidien socialiste” : le 5 décembre la Märkische Volkstimme, le 6 Das Volk et la Volkswacht, le 7 Freiheit, le 8 le Neuer Tag, la Ostsee-Zeitung et la Sächsische Zeitung, le lendemain la Lausitzer Rundschau, le 13 la Schweriner Volkszeitung et le 14 la Volkstimme, enfin le 18 décembre la Freie Erde, la Freie Presse et le Freies Wort. La Leipziger Volkszeitung constitue une exception. Elle reprend, à partir du 5 décembre, son sous-titre de 1894 : “Organe pour les intérêts de tout le peuple ouvrier”, puis le

14 février 1990 “ Fondé en 1894 comme organe pour les intérêts de tout le peuple ouvrier”, le 17 septembre “Fondée en 1894”. Le troisième temps de la mutation, la perte de toute référence politique et l’apparition de l’adjectif “indépendant”, est encore plus resserré : 11 jours, du 16, pour Das Volk et le Freies Wort, au 27 janvier, pour la Schweriner Volkszeitung. Dans ce laps de temps, l’opération se réalise le 17 à Freiheit et au Neuer Tag, le 18 à la Freie Erde, la Freie Presse, la Lausitzer Rundschau, la Märkische Volkszeitung et la Volkswacht, le 19 à la LVZ, qui ne fait apparaître cette notion qu’en page intérieure, dans l’ours”, et à la Volksstimme, les 20 et 22 suivent la Sächsische Zeitung et la Ostsee-Zeitung. Les quotidiens des organisations de masse n’échappent pas à ces signes symboliques des transformations qui s’opèrent. La Junge Welt, “organe du Conseil central de la FDJ”, devient, le 4 décembre, “journal des jeunes de la gauche socialiste”, sous-titre qui est supprimé le 2 avril. La Tribune “organe la direction de la FDGB”, se transforme, le 4 décembre en “journal des syndicats”, le 2 avril en “journal des syndiqués”. Les quotidiens nationaux des partis du Bloc, dont la dissolution est effective le 5 décembre, suppri-

ment leur référence organique, à l'exception de la National-Zeitung qui ne l'a jamais possédée : Neue Zeit, "organe central de la CDU", devient, le 8 février, "journal pour l'Allemagne - chrétien, démocratique, social", avant de renoncer à cette appellation le 2 juin ; Der Morgen adopte comme sous-titre, le 19 décembre "journal du LDPD", le 9 février, "le quotidien libéral d'Allemagne", le 1er avril "journal libéral pour l'Allemagne" ; le National-Zeitung perd toute référence au NDPD dont il exprime la politique et s'intitule, le 1er février, "journal pour la politique, l'économie, la science, la culture et le sport" ; enfin le Bauern-Echo, adopte, le 22 décembre, le sous-titre "quotidien du DBD", puis, le 12 février, "quotidien vert pour la ville et la campagne". L'analyse des journaux régionaux de ces partis concernant les modifications des sous-titres ne nous apprennent que très peu de chose sur leur transformation idéologique et politique, en dehors d'une volonté de ne plus apparaître comme organiquement liée à leur parti. Les cinq quotidiens de la CDU deviennent, à l'exemple de Die Union, "quotidien de Saxe", "quotidien... " la suite indiquant le nom de la zone de diffusion" ou suppriment tout

sous-titre comme la Thüringer Tageblatt ; les cinq journaux du NDPD adoptent une politique semblable ; les quatre du FDPD prennent leur autonomie complète, les uns gardent dans leurs sous-titres un ou plusieurs de ces éléments : la référence libérale, l'indication de la zone de diffusion et y ajoutent l'adjectif "indépendant".<sup>31</sup>

### Les excuses aux téléspectateurs

Plus directement encore que la presse, notamment régionale, les deux chaînes de télévision sont soumises à la tutelle directe du Parti. Aucune information n'est rendue publique sans l'aval du département du Comité central "agitation et propagande". Selon l'adage déjà évoqué, "la confiance c'est bien, le contrôle c'est mieux", le journal télévisé Aktuelle Kamera est enregistré avant sa diffusion, bien que "sur la centaine de journalistes qui fabrique AK, 95 % soient membres du SED".<sup>32</sup> Lothar Bisky confirme cette tutelle étouffante de chaque instant : "A partir de 1978, la nomination de Joachim Herrmann comme secrétaire du Comité central à l'agitation et la propagande, après la mort de Werner Lamberz, fut une véritable catastrophe pour

l'information télévisée. L'ancien rédacteur en chef de Neues Deutschland n'eut de cesse de vouloir transformer AK en un second organe du CC".<sup>33</sup>

Les transformations apportées au contenu du journal télévisé ne suivent donc pas les mêmes itinéraires que ceux empruntés dans la presse. Pour tenter de les saisir dans leur contexte nous nous appuyons sur l'étude réalisée par Peter Ludes, de cinq de ses éditions les lundi 2, mardi 10, mercredi 18, jeudi 26 octobre, ainsi que celle du vendredi 3 Novembre.<sup>34</sup> La première demeure étonnement révélatrice de la caricature d'information que constitue encore alors la politique du Parti en la matière. AK ouvre donc son édition par un reportage de 2 minutes et 24 secondes consacré à la "rencontre amicale" de Erich Honecker avec l'éditeur Robert Maxwell "à l'occasion de l'édition d'une encyclopédie de la RDA". Le magnat britannique loue la préface de cet ouvrage due... au président du Conseil d'Etat la RDA, Honecker Erich, et "le développement couronné de succès de la RDA pour le bien-être du peuple". Le deuxième sujet du journal télévisé est alors, en toute logique, la conférence de presse donnée à l'occasion de la sortie de cette

encyclopédie par le même R. Maxwell qui en profite pour développer, pendant 1 minute et 53 secondes, les réalisations "colossales (que) la RDA a réalisé(es)" et le fait que "Deux Etats allemands doivent demeurer". Suivent de brèves "informations" : E. Honecker procédant à la promotion de généraux de la Nationale Volksarmee (Armée nationale populaire), les collaborateurs du MfS (Ministerium für Staatssicherheit, plus connu sous son abréviation de Stasi, - Ministère de la Sécurité de l'Etat), le début de la visite de la délégation chinoise dans le cadre des cérémonies du quarantième anniversaire des deux Etats socialistes. Le lendemain de la manifestation à Leipzig, l'édition de AK du 10 octobre s'ouvre sur les félicitations de E. Honecker à Rezso Nyers, à l'occasion de la transformation du PSOH (Parti socialiste ouvrier Hongrois) en PSH (Parti socialiste hongrois), toujours présidé par Karoly Grosz. En sixième sujet vient un reportage de Leipzig sur une entreprise produisant des tours à commandes numériques avec une interview d'un ouvrier qualifié qui, sans le moindre hasard, déclare : "Nous avons la possibilité de dire notre opinion dans notre commission, les décisions du Parti et de l'Etat peuvent être discutées sur le

lieu de travail, mais pas dans la rue". L'argument est repris par le commandant d'un groupe de combat de la classe ouvrière, qui concède du bout des lèvres qu'"un dialogue avec la majorité des manifestants est possible, à condition qu'ils ne soient ni des perturbateurs ni des vandales". Peter Ludes précise : "au lendemain du 9 octobre, une conférence de la rédaction fixa une nouvelle ligne". Le 18 octobre, AK rend compte de la mise à l'écart de E. Honecker, de la promotion de E. Krenz qui annonce, au cours d'une interview, que "Le SED va reprendre l'offensive idéologique et politique". La lecture du télégramme de M. Gorbatchev au nouveau secrétaire du Parti clôt le sujet qui a occupé l'essentiel de l'édition. Celle du vendredi suivant s'ouvre sur l'entretien téléphonique entre le chancelier Helmut Kohl et le président du Conseil d'Etat, E. Krenz, qui, en direct, le juge "correct et constructif", puis précise que "La Wende ne constitue pas un retour en arrière. Le socialisme va se renforcer sur le sol allemand. Il en est de la stabilité de l'Europe." Après des extraits d'un discours de M. Gorbatchev à Helsinki, commenté de manière très favorable, une interview du maire de Berlin - Ouest, Walter Momper, et le compte rendu de la rencontre entre

Gunter. Schabowski, secrétaire du CC chargé de l'information, et des représentants du Neues Forum. L'édition du vendredi 3 novembre illustre bien l'amplification des changements opérés dans le contenu d'AK. Si la part institutionnelle réservée aux activités du premier secrétaire demeure importante, il s'agit ce jour-là d'entretiens dans la rue de E. Krenz avec des citoyens, le journal télévisé consacre une bonne partie de son temps d'antenne à l'annonce et la préparation de la manifestation de Berlin du lendemain par des interviews de certains artistes qui l'organisent, et des responsables des forces de police afin que la sécurité d'une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes puisse être assurée. Mais il faut attendre 22 heures pour que l'événement se produise. La nouvelle émission d'information, "AK Zwo" créée le 30 octobre et tout de suite très suivie en raison d'un ton résolument nouveau et d'un traitement de l'information désormais sans tabou, annonce qu'elle va diffuser une déclaration de la direction de l'organisation du SED à la télévision de RDA (Erklärung der SED-Kreisleitung Fernsehen der DDR). Voici ce texte étonnant, rediffusé le lendemain dans l'édition habituelle de 19



heures 30 d'Aktuelle Kamera : "Nous constatons avec une profonde consternation notre coresponsabilité dans la situation de crise actuelle de la RDA. Nous avons permis que notre outil médiatique soit perverti par des interventions dirigistes. Nous avons ainsi ébranlé la confiance de beaucoup de téléspectateurs et de nombreux collaborateurs de la télévision de RDA. C'est pourquoi nous présentons nos excuses aux citoyens de la RDA".<sup>35</sup>

A l'image de ce qui se passe dans la presse, ce sont aussi les personnels, regroupés dans la section d'entreprise du Parti, qui prennent donc cette initiative et non Heinrich Adamek, président du comité d'Etat pour la télévision auprès du Conseil des ministres de la RDA, organisme qui est dissous le 12 décembre. Le 21 décembre le gouvernement dirigé par Hans Modrow décide d'entériner le changement de nature et de fonction du Comité d'Etat pour la télévision et de celui pour la radio en modifiant symboliquement leur raison sociale, ils deviennent simplement "Deutscher Fernsehfunk" et "Rundfunk der DDR" et sont dirigés par un intendant, Hans Bentzien pour la première, Manfred Klein, qui succède à Achim Becker, pour la sec-

onde. Le regain d'audience pour les deux chaînes de télévision s'en trouve accru davantage comme le confirme "les indices d'écoute publiés pour la première fois le 10 novembre par la Junge Welt : au cours de la dernière semaine d'octobre, ils se situaient entre 30 et 47%."<sup>36</sup> Pendant ces quelques mois "la télévision connaît un formidable bouillonnement créatif. L'information libérée retrouve sa fonction première et son rôle social. Elle suscite un engouement considérable dans le pays en faisant preuve d'une très grande créativité"<sup>37</sup>, constate Lothar Bisky. "L'élan qui poussait les changements sociaux au moyen d'un journalisme critique était considérable",<sup>38</sup> confirme Beatrice Dernbach.

### Du débat et de "l'usage de la raison"

Avec la reconquête de la possibilité de manifester et la libération de la presse et des médias, un premier objectif de la "Révolution tranquille" semble atteint. Appuyée par un mouvement de manifestations de rue d'une ampleur sans précédent et déstructurant le monopole d'organisation et de contrôle de la sphère publique que s'était octroyé l'Etat-Parti, la

revendication polémique d'un espace public de discussion qui échappe à l'emprise de l'Etat est en passe d'être satisfaite, en partie grâce à l'action des journalistes et au bris, auquel elle procède, du verrou tutélaire du SED posé sur les médias. La question qui se pose dès lors est celle de la caractérisation de ce nouvel espace public encore émergent. L'étude des modifications s'opérant dans la presse écrite à travers les deux critères choisis, le remplacement des rédacteurs en chef et les modifications des sous-titres des quotidiens, a permis la mise en évidence d'un changement de paradigme.

Une première définition du nouveau modèle qui se met en place avec une ampleur et une célérité plus ou moins grandes selon une géographie complexe du mouvement social, peut être fournie à travers la conception de l'information et du rôle communicationnel d'un média de masse, formulée par Wolfgang Tiedke dans le projet rédactionnel, présenté lors de sa prise de fonction de rédacteur en chef et publié dans la *Leipziger Volkszeitung* : "Le journal doit être un forum de discussion où toutes les opinions existantes dans la société ont une chance de présenter leurs arguments dans un discours public. Les problèmes de

la société seront discutés dans le but du développement de l'action démocratique. Car toute politique démocratique ne peut se faire sans médias démocratiques."<sup>39</sup> Au cours de l'entretien qu'il nous a accordé, l'universitaire insiste aussi sur les tentatives de la rédaction de créer d'autres liens, d'une nature différente et réellement participative, avec le lecteur : "A plusieurs reprises nous avons publié en "Une" une véritable charte rédactionnelle : "Voilà ce que nous voulons faire dans et avec ce journal". Nous avons multiplié les appels à la participation directe des lecteurs du journal, non seulement par la transformation radicale de la rubrique du courrier des lecteurs<sup>40</sup>, nous engageant désormais à publier de "vraies" lettres, sans qu'elles ne soient retouchées au gré de quelque nécessité politique, mais surtout nous les avons sollicités pour qu'ils donnent leurs avis et fassent des propositions sur le contenu de l'ensemble du quotidien. Enfin pour que les mouvements démocratiques puissent exercer "une libre expression directe", un espace variable, entre une et deux pages en moyenne, a été mis à leur disposition et sous leur responsabilité directe en ce qui concerne le contenu des opinions formulées là."<sup>41</sup> Si dans cet

espace public, la presse d'opinion semble jouer un rôle important, il convient, dès lors, d'en préciser les caractéristiques. Certes cette presse présente, bien évidemment, des propriétés très différentes de celles, par exemple, de la presse anglaise de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et des débuts du XVIII<sup>e</sup> qu'évoque Jürgen Habermas<sup>42</sup> dans "L'espace public". C'est, en premier lieu, une presse de masse puisque les 39 quotidiens ont un tirage cumulé de 9,8 millions d'exemplaires/jour pour 6,5 millions de ménages soit un des taux de pénétration les plus élevés du monde (583 journaux vendus pour 1.000 habitants, ce qui place la RDA au second rang mondial derrière le Japon). S'y ajoutent les 30 hebdomadaires et journaux illustrés et leurs 9,4 millions d'exemplaires, les 667 journaux d'entreprises (2,2 millions) les 4 journaux de Kreis (200.000), les 542 revues (21,9 millions), les 176 feuilles ou cahiers nationaux d'information (1,8 million) et leurs équivalents régionaux (800.000).<sup>43</sup> En moyenne, chaque famille lit donc 1,5 journal, 1,4 hebdomadaire, 3,3 revues. Cette consommation est encore limitée par la politique gouvernementale de contingentement du papier liée aux problèmes des importations facturées en devises occi-

dentes (l'essentiel du papier non recyclé provient des pays nordiques). Les tensions entre la demande et l'offre restent fortes et une attente de plusieurs mois, parfois davantage, s'avère nécessaire pour obtenir la possibilité de s'abonner à une revue (le cas le plus cité est celui de l'hebdomadaire de radio et de télévision FF-dabei où des listes d'attente sont établies pour les abonnements). C'est, en deuxième lieu et de manière corrélatrice, une presse très bon marché, de 10 à 20 Pfennig le numéro, grâce à une politique de larges subventions octroyées par le Parti et par l'Etat. "En ce qui concerne la production des journaux, confirme Beate Schneider dans son rapport de recherche, les imprimeries travaillent à couvrir leurs frais en tant qu'unités indépendantes. La structure des frais et des recettes des maisons d'édition est déterminée par la distribution, du fait d'un rendement très faible des annonces -la publicité au sens occidental n'existe pas- et d'un prix des abonnements, par exemple, gardé à un niveau artificiellement bas. Les déficits d'exploitation sont comblés par des subventions. La mise à jour des finances du SED a montré que le Parti a subventionné, pour la seule année 1989, la presse (y compris les

revues) à hauteur de 332 millions de Mark."<sup>44</sup>

### Un bref "âge d'or" du pluralisme

Les bouleversements révolutionnaires que connaît la RDA à partir de la mi-octobre n'affectent en rien ce système d'un point de vue économique. Si l'autonomie politique et idéologique des rédactions est effective vis-à-vis du Parti, celui-ci (tout comme l'Etat, de moins en moins celui du Parti mais les comptes restent fort difficiles à séparer) poursuit sa politique de subventions comme si de rien n'était. Les conséquences en sont considérables puisqu'elles permettent l'éclosion d'un véritable "âge d'or du pluralisme". Il est sans égal parce qu'il se situe hors des logiques idéologique ou commerciale connues : son financement ne présente aucun lien de dépendance et d'influence avec son contenu. Les conditions maximales du débat des opinions y sont donc réunis, avec, en conséquence, un resserrement, à nul autre pareil, du lien entre le lecteur et le journal. On devine qu'il ne peut aussi être qu'éphémère. Le 10 janvier 1990, la direction du SED-PDS, lors d'une réunion avec les rédacteurs en chef des journaux et des directeurs des

maisons d'édition lui appartenant encore juridiquement, constate qu'en réalité elle n'y exerce plus aucun pouvoir.

Dans un communiqué de presse, quatre jours plus tard, elle fait connaître son intention de transférer ses imprimeries et maisons d'éditions à la "propriété nationale", leur reconnaissant ainsi une indépendance juridique. Une telle décision met fin à la manne des subventions : la "Zentrag"<sup>45</sup> (Zentrale Druckerei, Einkaufs- und Revisionsgesellschaft), structure centrale autonome, sous tutelle directe du Comité central du SED, est supprimée. Les maisons d'édition sont averties qu'elles doivent, à partir du 1er avril, "se tenir elles-mêmes sur leurs pieds".<sup>46</sup> De telles décisions impliqueront dès les mois de janvier et de février, des prises de contacts des rédacteurs en chef d'un nombre toujours plus élevé de quotidiens avec les grands groupes de presse ouest-allemands, et les débuts de la mise en place progressive d'un autre modèle, celui de la presse commerciale de masse, qui devient rapidement dominant au point de structurer, en bonne partie, l'espace public transformé. Cette volonté du débat démocratique d'idées et de la participation active des citoyens englobe les autres

formes de communication et d'information. Radio et télévision, avant même d'avoir changé de raison sociale pour témoigner de leur émancipation de la mainmise du SED ont intégré, dans toutes leurs grilles de programme, des émissions où la parole est largement donnée aux représentants des partis politiques et à ceux des mouvements de citoyens. Le 12 janvier, ce mouvement se concrétise par la constitution d'un conseil, placé auprès du nouvel intendant, où sont représentés ces partis et mouvements. Sa "mission principale est d'examiner les problèmes politiques, financiers et des personnels"<sup>47</sup> de "Rundfunk der DDR". Le 5 février, la Volkskammer adopte une résolution sur "la garantie de la liberté d'opinion, d'information et de communication".

Une institution, composée de délégués des partis politiques, est mise en place le 13 de ce mois. Quatre jours avant les élections du 18 mars, le gouvernement Modrow, qui sait ses jours comptés, décide que l'audiovisuel en RDA sera organisé à travers un établissement public indépendant du pouvoir politique central. Son financement sera assuré par l'Etat jusqu'à la mise en place définitive de l'organisme public.

## Structuration autour d'un modèle communicationnel

De l'examen des médias, quelle qu'en soit la forme, et des pratiques auxquelles ils donnent lieu, il nous semble permis de prendre en compte, à ce moment de la réflexion, la proposition théorique de Bernard Miège, émise certes pour "les vieilles sociétés bourgeoises", et qui nous conduit à reprendre l'hypothèse, dans tout autre contexte historique, que l'espace public qui émerge dans un premier temps en RDA "se structure bien autour d'un modèle de communication" -qui reste pouvoir être défini dans son essence comme celui- "de la presse d'opinion". Encore convient-il, pour la conforter, de se pencher sur un autre aspect essentiel de ce modèle. Quel est donc ce "public formé de personnes privées qui discutent en public" et, au nom de quelle logique en "faisant usage de la raison s'approprie (-t-il) la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme (-t-il) en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'Etat (...)" ?<sup>48</sup>

Un rapide survol des biographies des intervenants dans le processus d'ouverture de la sphère publique, notamment par la constitution des

mouvements des citoyens (Bürgerbewegungen), puis dans le débat démocratique, nous semble constituer le premier passage nécessaire. Un second devra ensuite être franchi afin de permettre la mise en relief de l'assise philosophique et idéologique sur laquelle ces d'acteurs font reposer leur rôle dans "ces débats qui "activent" l'usage public de la raison, l'échanges d'arguments, et à partir de là, la formation d'opinions publiques arbitrant entre des conceptions et des intérêts divergents".<sup>49</sup>

Il ne saurait être question d'établir un relevé exhaustif de tous les dirigeants des mouvements de citoyens et des partis politiques qui proposent et agissent pour l'ouverture d'un débat dans la société au cours de la Wende (le Tournant). Nous ne citerons ici que les noms de quelques uns de ceux qui y ont joué un rôle moteur. Le Neues Forum (NF) qui compte près de 300.000 membres en novembre est animé par Bärbel Bohley, peintre, Jens Reich professeur de biologie moléculaire, Michael Arnold, stomatologue, Edgar Dusdal, théologien, Rolf Henrich, avocat et écrivain, Sebastian Pflugbeil, physicien, Michael Arnold, dentiste, Jochen Lässig, étudiant en théologie à la KMU. A

Demokratie jetzt (DJ), on retrouve le cinéaste, catholique, Konrad Weiss, l'historienne de l'art, Ulrike Poppe-Wick, le chercheur à l'Institut central de physique électronique, Hans-Jürgen Fischbeck. Demokratischer Aufbruch (DA) est le mouvement des pasteurs avec à sa tête, Friedrich Schorlemmer, le théologien de Wittenberg, Rainer Eppelmann, promis à une carrière ministérielle puis parlementaire très médiatique au sein de la CDU, les pasteurs de Erfurt, Edelbert Richter, et de Leipzig, Harald Wagner qui rejoindra ensuite la DJ, la psychiatre pour enfants, Sonja Schröter, et l'avocat quasi-officiel des Eglises évangéliques, Wolfgang Schnur ancien vice-président du Synode de la fédération des Eglises évangéliques. Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM), le plus ancien des groupes, compte dans sa direction Gerd Poppe, physicien, Thomas Rudolph, étudiant en théologie. Le parti des Verts - Grüne - Partei - a parmi ses membres fondateurs Carlo Jordan, professeur de philosophie, Gisela Kallenbach, ingénieur chimiste. Le SDP, bientôt SPD est fondé, avec le pasteur Steffen Reiche, par Ibrahim Böhme, dramaturge, bientôt rejoint par Walter Rombert, mathématicien. Le

SED rénové en SED-PDS est dirigé par l'avocat Gregor Gysi, le docteur en économie Hans Modrow, l'économiste Christa Luft, les professeurs de la Humboldt-Universität André et Michael Brie, le recteur de la Hochschule für Film und Fernsehen de Potsdam - Babelsberg Lothar Bisky.

Un très court relevé des signataires des appels et des interventions publics à des moments cruciaux de la Wende confirme l'hypothèse de ce rôle particulier et moteur des intellectuels dans le processus révolutionnaire. Ainsi l'"appel des Six", le 9 octobre à Leipzig, est-il signé de cinq intellectuels : le professeur et chef d'orchestre du Gewandhaus Kurt Masur, les docteurs Peter Zimmermann, pasteur, Kurt Meyer, et Roland Wötzel, secrétaires du SED dans le Bezirk et de l'artiste de cabaret Bernd-Lutz Lange. Le forum, qui suit la gigantesque manifestation du 4 novembre de Berlin est essentiellement animé par les artistes et les écrivains, irremplaçables informateurs et promoteurs d'idées dans la société de RDA. Il est de même de "Pour notre pays", "appel des intellectuels de RDA pour saisir la chance d'une alternative socialiste à la RFA", publié le 26 novembre et signé,

en outre, par les cinéastes Franck Beyer et Konrad Weiss, l'avocat Götz Berger, le peintre Sieghard Gille, le chercheur en sciences sociales Dieter Klein, le physicien Sebastian Pflugbeil, le pasteur Friedrich Schorlemmer, les écrivains Stefan Heym et Christa Wolf.<sup>50</sup> Il faudrait aussi se livrer à un travail de fourmi pour reconstituer, dans ce foisonnement de discussions, à travers l'examen systématique des comptes rendus publiés par la presse et des enregistrements des programmes audiovisuels, le rôle prépondérant des intellectuels. Une recherche du théologien, devenu sociologue, Detlef Pollack, apporte un certain nombre d'éléments de confirmation à cette intervention spécifique de ce groupe social. Dans les deux séries d'interviews, réalisées début 1990 puis début 1992, de "trente dirigeants des groupes alternatifs", abondent des constatations et observations comme celles de Bärbel Bohley qui affirme qu'elle "n'avait jamais vécu de discussions aussi belles qu'à l'automne 89. Les gens avaient aussi envie de discuter et de développer d'en bas ce que nous avions pensé." (souligné par nous). L'approche de Gerd Poppe permet de cerner quelques raisons historiques et sociologiques de ce rôle. Prenant

en exemple le cas de l'intellectuel Robert Havemann, il note : "En fait, en RDA comme dans les autres pays d'Europe centrale et orientale, il était toujours étonnant de voir l'importance que pouvait prendre la voix de quelques personnes ou même de certains individus à cause de l'importance que leur accordait aussitôt l'appareil de Sécurité de l'Etat (...).

Dans des sociétés fermées telles que la RDA pouvait l'être, il était apparemment assez facile d'obtenir une réaction politique avec une poignée de gens."<sup>51</sup> De manière plus globale et par une mise en parallèle assez audacieuse des événements de 1989 et de la "révolution des intellectuels" de 1848, Timothy Garton Ash écrit : "Certes, ce sont les démonstrations de force des ouvriers au cours des deux vagues de grève en 1988 qui finirent par conduire les communistes polonais à la première table ronde de 1989. Certes, ce sont les masses qui descendirent manifester dans les rues de tous les autres pays de l'Europe de l'Est qui entraînèrent la chute des anciens dirigeants. Mais la politique de la révolution ne fut pas le fait des ouvriers ni des paysans. Elle fut l'oeuvre d'intellectuels : le dramaturge Vaclav Havel, le médiéviste

Bronislaw Geremek, le rédacteur en chef catholique Tadeuz Mazowiecki, le peintre Bärbel Bohley à Berlin, le chef d'orchestre Kurt Masur à Leipzig (...) Quant à la sociologie des forums d'oppositions (nouveaux, démocratiques, civiques), des partis et des candidats à la députation, elle était singulièrement comparable à celle du Parlement de Francfort ou du Congrès slave de Prague Hundertzwanzig Professoren..."<sup>52</sup>

## Des traits spécifiques

### à la RDA

Ce n'est rien enlever à la pertinence de ces observations concernant les pays socialistes de l'Europe de l'Est bâtis sur le modèle soviétique que de mettre en relief quelques traits spécifiques à la RDA de la position des intellectuels dans la Wende. Nous en dégagerons principalement trois. Le premier est constitué par le vieil héritage luthérien revisité par l'Aufklärung kantien. Georges Gusdorf nous rappelle que "L'Aufklärung est une reprise de la Réformation, comme l'atteste la devise protestante : "Post tenebras lux.." Nouvelle origine, le petit traité de Luther "De la Liberté de l'homme chrétien (Von der Freiheit eines



Christenmenschen, 1520), ou encore, au début de 1521, les paroles fameuses du même Luther devant la Diète de Worms : “Je ne puis ni ne veux me rétracter en rien, car il n’est ni sûr ni honnête de parler contre sa conscience (...)”.

La dénonciation du principe d’autorité implique l’affirmation de la liberté de la conscience, et par voie de conséquence, le devoir de tolérance à l’égard d’autrui, s’il adopte de bonne foi une attitude différente.<sup>53</sup> Sous l’autorité du monarque “éclairé” et bienveillant, l’université joue, dans ce mouvement de l’Aufklärung, un rôle essentiel consacré par les créations de celle de Halle (1694) et de Göttingen (1734). Une autre de ces particularités réside dans le fait que “les Aufklärer ne se contentent pas d’élaborer des idées ; ils les diffusent, car ils se veulent les éducateurs de la société germanique. L’entreprise pédagogique à l’usage des adultes prend la forme d’une littérature de vulgarisation diffusée à travers le territoire sous la forme de revues et de “magazines”.”<sup>54</sup> Emmanuel Kant dans son célèbre article de 1784, au sujet du roi Frédéric, “Was ist Aufklärung ?” souligne bien ce mouvement : “Vivons-nous maintenant dans un siècle éclairé ? - Non, mais

bien dans un siècle en marche vers la lumière”.<sup>55</sup>

Le second trait spécifique se rattache à la tradition marxiste-léniniste au regard de la pensée française du XVIIIe siècle. Chercheuse au sein de l’Institut de philosophie de l’Académie des Sciences de la RDA (Akademie der Wissenschaften der DDR-AdW), Regina Benjowski témoigne : “Il était entendu que les Lumières françaises (Diderot, Rousseau, Voltaire, Montesquieu, etc.) faisaient partie de la “tradition intellectuelle de la classe ouvrière”. Les philosophes des Lumières étaient considérés comme des “pionniers de la tradition marxiste et du progrès social”.

C’est sous cet éclairage que la vie et les oeuvres de ces philosophes étaient présentées dans les universités de l’ancienne RDA.”<sup>56</sup> Elle tient aussi à mettre en évidence une particularité historique et politique à l’égard de notre pays :

“Aux yeux des anciens dirigeants de la RDA, la France avait un statut particulier : pour une grande partie des membres du Bureau politique, elle avait été une étape au cours des années d’émigration. (...) Il n’est donc pas surprenant que la France ait servi de modèle pour les structures

administratives de l'ancienne RDA, et qu'elle ait inspiré certains traits de son système économique et éducatif. En ce sens, la pensée et la culture françaises jouaient un rôle non négligeable."<sup>57</sup>

Le troisième et dernier trait spécifique à la position des intellectuels se situe vis-à-vis de la perestroïka et la glasnost. La "révolution dans le socialisme", l'expression est du secrétaire général du PCUS lui-même, est une révolution "par le haut", déclenchée par la direction du Parti soviétique qui s'appuie dans un premier temps sur l'intelligentsia.

Comment les intellectuels est-allemands resteraient-ils insensibles à de telles appréciations de M. Gorbatchev sur l'engagement des intellectuels soviétiques et n'aspiraient-ils pas un rôle semblable chez eux. "L'intelligentsia, qui est consciente de ses responsabilités civiques, a pris avec enthousiasme sur ses épaules une large part de la restructuration. (...) Son attitude centrée sur l'intérêt public se manifeste avec de plus en plus de force, (...) nous apprécions tout ce qu'elle fait - la façon dont elle s'est ralliée à nos efforts, après avril 1985, son enthousiasme et son désir de contribuer à restructurer la société"<sup>58</sup>.

## Le premier modèle d'espace public habermasien

En se gardant de toute euhronie et/ou translation mécaniste afin de faire coïncider arbitrairement des processus historiques d'une époque à ceux d'une autre, à qui des recherches ont fourni une cohérence théorique largement reconnue, nous pouvons ainsi constater que l'émergence d'un espace public dans la RDA de 1989 emprunte des chemins différents mais étrangement parallèles à ceux tracés par les Aufklärer du XVIII<sup>e</sup> siècle en un "processus", mis en évidence par Jürgen Habermas, "au cours duquel le public constitué par les individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'Etat (...)"<sup>59</sup>. Une observation minutieuse de la période pré-révolutionnaire, puis de celle de la Wende fait apparaître un phénomène identique. Le rôle d'impulsion motrice de l'intelligentsia s'avère particulièrement important, ses membres sont aussi bien à l'origine de la création des groupes qui se transforment en mouvements de citoyens, que premiers acteurs et porte-parole de la contestation des systèmes poli-

tique et informationnel.

Leur démarche entre en résonance avec l'apparition d'un espace public qui "émane tout d'abord des gens instruits, et se répand principalement parmi les classes qui, lorsqu'elles agissent en masse, constituent une majorité prépondérante."<sup>60</sup> Quant à la revendication de l'Aufklärung d'"une sphère publique, dans son rôle politique : être la médiatrice entre l'Etat et la société"<sup>61</sup>, elle reste, deux siècles plus tard, au coeur de tous les projets des Bürgerbewegungen dont le dialogue constitue le maître mot des programmes.

Pour autant, pas plus avant 1789 qu'en 1989, le peuple ne se trouve exclu d'un tel mouvement. Dans sa préface à la 17<sup>ème</sup> édition de "L'espace public" J. Habermas corrige d'ailleurs certains aspects de ses premières études et réintroduit, de manière substantielle, grâce aux travaux de Günther Lottes, ce qu'il nomme "une sphère plébéienne" qui "provoque déjà une pluralisation de la sphère publique dans sa phase de formation."<sup>62</sup> L'écrivain Christa Wolf constatera que la Wende constitue une courte période au cours de laquelle "pour la première fois de l'histoire allemande, les intellectuels et le

peuple se sont retrouvés dans un mouvement révolutionnaire."<sup>63</sup> Ce modèle d'espace public, marqué par l'usage de la raison et le développement d'une presse d'opinion, va pourtant montrer rapidement ses contradictions et trouver aussi ses limites. Son déclin s'amorce avec la formation d'autres enjeux politiques et économiques. L'illustrent la timide émergence du deuxième modèle de communication, celui de la presse commerciale qui n'occupe pas une position dominante, et presque de manière concomitante, la constitution d'un troisième, celui "des médias audiovisuels de masse", avec "la montée des techniques de marketing dans la communication sociale" et "le primat des normes du spectacle et de la représentation au détriment de l'argumentation et de l'"expression".<sup>64</sup> Les deux modèles, importés en grande partie de l'Ouest, organisent rapidement l'espace public, sans d'ailleurs que le premier ne disparaisse en totalité. Mise en place par une décision prise par le gouvernement de Hans Modrow le 1<sup>er</sup> mars 1990, sur une idée des mouvements des citoyens réunis au sein de la Table ronde, la Treuhandanstalt a pour première mission de protéger les "biens du peuple" "dans l'intérêt de la communauté tout entière", et de

réaliser son passage graduel vers une économie sociale de marché compatible avec celle de l'Ouest.

Avant même l'unité monétaire et économique du 1er juillet, elle modifie ses objectifs, le 17 juin. Rapidement placée sous l'autorité du ministère des Finances de Bonn, la Treuhand se transforme en une gigantesque entreprise, opérant sur le mode colonial, de destruction et de braderie du potentiel industriel de la RDA au profil quasi exclusif de la RFA, échappant à tout contrôle démocratique, mais jouant avec habileté le rôle d'écran et de bouc émissaire du gouvernement et de la politique de Helmut Kohl. François Bafail directeur à l'époque de l'Observatoire de Berlin (Roses-CNRS), évoque "les conséquences du processus de transfert des règles ouest-allemandes à l'ancienne RDA (qui) ont toutes présupposé que le passé est-allemand ne valait rien, que table rase pouvait être faite de 40 ans d'histoire."  
65

L'exemple de la transformation du paysage médiatique de l'Est de l'Allemagne ou "nouveaux

Länder" est particulièrement démonstratif.

### **L'accaparement par l'Ouest de la presse de l'Est**

Les 10 millions d'exemplaires diffusés chaque jour en République Démocratique Allemande aiguissent en effet les appétits des groupes de presse de RFA, sitôt les frontières ouvertes. Bauer, dominant le marché européen des périodiques, se lance le premier dans la bataille de requins. L'éditeur hambourgeois conclut des coopérations avec les "petits journaux" du SED (la Volksstimme de Magdeburg, la Märkische Oderzeitung (ex. Neuer Tag) de Frankfurt/Oder, le Nordkurier (ex Freie Erde) de Neubrandenburg et la Schweriner Volkszeitung de Schwerin) et 2 quotidiens du NDPD (parti national-démocrate satellite du SED) : les Norddeutsche Neueste Nachrichten de Rostock et les Brandenburgische Neueste Nachrichten de Postdam. Soit un total de 1 million d'exemplaires par jour.

Fin 1990 la Treuhand remet en cause toutes les coopérations, structurelles ou non. L'argument avancé par le gouvernement du chancelier H.

Kohl est la “nécessité de la transparence” dans ce secteur, considéré comme stratégique. En fait il s’agit de détourner l’attention du public après que le Spiegel a révélé les pratiques douteuses de “copinage politique” auxquelles a cédé la Treuhand pour accorder le contrôle de journaux de l’Est à des maisons d’édition fort proches du pouvoir. Sans le moindre appel d’offre, la Freie Presse de Chemnitz tombe dans l’escarcelle de la maison d’édition Die Rheinpfalz de Ludwigshafen, la ville natale d’Helmut Kohl, et proche de la CDU. Le groupe DuMont-Schauberg de Cologne, proche du FDP (parti libéral) récupère Freiheit, rebaptisée Mitteldeutsche Zeitung la veille des élections du 18 mars. Que l’affaire se réalise à Halle/Saale, ville natale, et chasse gardée, de Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères à l’époque... et leader du parti libéral, ne constitue évidemment que le fait du hasard. L’affaire de Thuringe éclabousse un peu plus la Treuhand et le gouvernement. Le groupe WAZ (Westdeutsche Allgemeine Zeitung) de Essen acquiert la Thüringer Allgemeine (ex Das Volk) d’Erfurt au prix de misère de 1,5 million de DM alors qu’elle est estimée par la Treuhand à 90 millions. Dans le même

temps, il prend le contrôle du Volkswacht de Gera toujours en Thuringe et rebaptisée Ostthüringer Nachrichten. La Treuhand, dont la mission officielle est aussi d’empêcher la formation de situation monopolistique dans les Länder, met l’affaire dans les mains de l’Office des Cartels qui dénonce cette acquisition. WAZ change les Ostthüringer Nachrichten en Ostthüringer Zeitung et accepte une limitation de sa participation au capital à 40%, demeurant le premier actionnaire. Si l’on ajoute à ces deux quotidiens, le rachat au parti libéral de la Thüringische Landeszeitung de Weimar (qui a conservé le même nom), le groupe WAZ occupe en Thuringe, avec la diffusion de plus de 600.000 exemplaires vendus par jour, une position quasi - hégémonique.

La Treuhand revoit ses pratiques, sans toucher aux situations acquises évoquées ci-dessus à la mi-avril 1991. La date est assez symbolique puisqu’il correspond au mystérieux assassinat de Detlev Rohwedder. Le président de la Treuhandanstalt, ancien secrétaire d’Etat à l’économie dans le gouvernement de Helmut Schmidt, puis patron de l’énorme Konzern de la chimie Hoechst est en effet abattu le jour de Pâques 1991.

Si l'acte fait l'objet d'une prétendue revendication de la Rote Armee Fraktion (RAF), étrangement l'enquête policière est très vite enterrée. Dix quotidiens sont donc "mis aux enchères". Le groupe Bauer qui a déjà dépensé 80 millions de mark en 1990 pour la modernisation de 4 quotidiens avec lesquels il s'est associé, ne se voit adjugé que la Volksstimme de Magdeburg. Le groupe Burda, absent jusqu'alors du marché de la presse quotidienne, y prend pied grâce à la reprise de la Schweriner Volkszeitung. Grüner + Jahr, la filiale presse de Bertelsmann qui contrôle le Hamburger Morgenpost, prend une participation (60%) dans la Sächsische Zeitung de Dresden. Springer rachète la Sächsisches Tageblatt de Leipzig et Karl-Marx-Stadt, obtient 50% de la Leipziger Volkszeitung, l'autre partie du capital allant au groupe familial de Hanovre Madsack, et une autre participation équivalente dans la Ostsee-Zeitung de Rostock grâce au Lübecker Nachrichten dont il détient 49 % du capital. Les deux quotidiens berlinois du SED vont connaître un sort original. La Berliner Zeitung est cédée dès septembre 1990 par le PDS, dans le cadre de la braderie du Berliner Verlag (la maison d'édition berlinoise du SED) à deux repreneurs : Grüner +

Jahr et Maxwell Communications. Ils trouvent aussi dans la corbeille, l'édition du soir du quotidien Berliner Kurier am Abend (ex BZ am Abend) et quelques périodiques. Après la mort du magnat britannique et la dislocation de son empire, son partenaire rachètera les parts pour devenir seul actionnaire.

Quant à Neues Deutschland, l'ancien organe central du SED paraît un jour, avec en sur-titre, un bandeau noir : "seul quotidien allemand sous le contrôle direct du gouvernement". Le quotidien, devenu le porte-parole du PDS, a vu son tirage divisé par 10 pour atteindre avec difficulté les 100 000 exemplaires. Menacé de disparaître pour des raisons économiques (tirage en baisse et absence de publicité) il est ainsi placé sous la tutelle de la Treuhandanstalt (jusqu'au 1er janvier 1994) après la décision de "la commission chargée du contrôle des biens des partis et organisations de masse de la RDA". La Treuhand étant soumise à la tutelle du ministre des Finances de Bonn, Neues Deutschland fut donc, un moment et contre sa volonté, un journal du gouvernement Kohl ! Enfin signalons que les partis du Bloc ont vendu eux-mêmes leurs 18 quotidiens. Plus exactement ce sont leurs homologues de

l'Ouest, ayant hérité de leur patrimoine, qui s'en sont chargés : le FDP pour les quotidiens des partis libéral LDPD (5), paysan DBD (1), la CDU pour ceux de son homologue de l'Est (6) et du parti national NDPD (4). La Frankfurter Allgemeine Zeitung a repris 4 des 6 quotidiens de la CDU est-allemande et celui du parti paysan, Springer, 4 des 5 quotidiens du parti libéral. Les journaux régionaux de la CDU ont été fusionnés avec Neue Zeit. Tel a été, très sommairement, évoqué, le dépeçage de la presse écrite de la RDA.<sup>66</sup>

Aucun titre n'a pu être repris par sa rédaction. Les équipes élues fin 1989 et 1990 ont presque toutes été licenciées. Wolfgang Tiedke dirigeant la Leipziger Volkszeitung nous a raconté, la rage au coeur, comment par un matin d'octobre 1991, un envoyé de Axel Springer posa un chèque sur son bureau de rédacteur en chef, lui donnant une heure pour quitter la LVZ !<sup>67</sup>.

Contrairement à tous les engagements de la Treuhand et du gouvernement Kohl, ouvrant "le marché des entreprises de l'Est aux capitaux de tous les pays", le partage de la presse se fait uniquement, si l'on excepte la Berliner Zeitung, entièrement entre les

groupes ouest-allemands. Repreneurs suisses ou autrichiens, germanophones, sont systématiquement écartés. Tout comme Hachette qui postule un court instant à la reprise du Märkische Allgemeine (ex Markische Volksstimme) de Postdam.

### La mainmise sur l'audiovisuel

La mainmise sur l'audiovisuel passe par un autre canal, mais la philosophie d'annexion demeure. "La réunification allemande dans le domaine de l'audiovisuel dans les nouveaux Länder, a été moins l'occasion d'une réforme régionale que l'imposition du cadre juridique ouest-allemand (...). Ainsi à l'Est le paysage médiatique a été marqué par la suprématie du modèle occidental (...). Ces renversements ont entraîné une colonisation par l'Ouest des médias de l'Est, plus qu'une remise en cause générale du paysage audiovisuel allemand".<sup>68</sup> Succinctement il est possible de dégager deux étapes successives dans cette réforme de l'audiovisuel. Nous avons observé qu'en février 1990 la Volkskammer dissout le lien organique des médias avec l'Etat. Provisoirement, ils sont transformés en établissements publics indépendants

(Landesrundfunkanstalten) dont la direction sera confiée selon le modèle en vigueur à l'Ouest, au Ministre-président de chaque Land. Cette première transformation provisoire est remplacée à partir du 6 septembre 1990, par une autre, tout aussi provisoire, jusqu'au 31 décembre 1991, date à laquelle le système ouest-allemand est définitivement imposé. Ces quinze mois sont décisifs pour la mainmise politique de la CDU sur l'audiovisuel de l'Est de l'Allemagne. Le Traité d'union étatique (Einigungsvertrag) entré en vigueur le 3 octobre 1990, qui transforme la RDA en "nouveaux Länder allemands", contient un article concernant l'audiovisuel. Il y est indiqué que les médias et télévisions sont regroupés au sein d'un établissement de droit public indépendant (Einrichtung) qui reçoit, provisoirement, les compétences des Länder. Il est dirigé par un chargé de mission assisté d'un comité consultatif. La Chambre du peuple n'ayant eu le temps de procéder à telles nominations avant la dissolution, ce sont aux porte-paroles des cinq "nouveaux Länder" (Neue Länder), -tous des Allemands de l'Ouest- qu'a été confiée cette désignation. Les parlements des nouveaux Länder, ayant cette prérogative dans leurs habituelles

attributions, ne seront élus qu'aux élections régionales du 14 octobre 1990 au cours desquelles la CDU et son allié le FDP remporteront les élections dans quatre des Länder, le SPD réussissant à s'imposer dans le Brandenburg. Le pasteur Manfred Stolpe devient ainsi le seul Ministre-président originaire de l'Est. Avec ce tour de passe-passe à travers le calendrier, H. Kohl peut nommer pour restructurer l'audiovisuel de l'Est un de ses fidèles : Rudolf Mühlfnzl, ancien rédacteur en chef de la télévision bavaroise et membre de la CSU, aile conservatrice des Chrétiens-Démocrates. Pendant ces quinze mois consécutifs au succès de la CDU aux élections régionales, un quadrillage politique serré se met en place dans les rédactions. En janvier 1992 les nouveaux établissements voient le jour, une réglementation pour les stations privées y est associée, le tout est placé sous la responsabilité des Länder. MDR (Mitteldeutscher Rundfunk), après de laborieuses négociations des 3 parlements de Saxe, Saxe-Anhalt et Thuringe, entre en fonction dans ces trois Länder, alors que ORB (Ostdeutscher Rundfunk Brandenburg) couvre le Brandeburg et Berlin, NDR (Norddeutscher Rundfunk) qui diffusait déjà



dans les quatre Länder du Nord de la RFA, intègre dans son giron le Land de Mecklenburg. Tous ces organismes, s'ajoutant aux neuf autres établissements publics existant en RFA, deviennent membres de ARD (Arbeitsgemeinschaft der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten), la première chaîne allemande. L'importance stratégique de ces opérations menées tambour battant s'explique aisément par le fait que la coalition CDU-FDP contrôlant quatre Länder et pourra, après la fin de la période de transition, continuer à largement "inspirer" les nominations au sein des équipes rédactionnelles de deux chaînes sur trois. MDR, par exemple, couvre un potentiel de 11 millions de téléspectateurs et d'auditeurs. Son premier directeur Udo Reiter est l'ancien directeur de la radio de la "Bayerischer Rundfunk". Ce ne sont là que quelques points de repère dans la gigantesque opération de "kohlisation", ainsi que l'écrivent quelques "Ossis" (habitants de l'Est) comme les surnomment les "Wessis", arrivant, selon Frédéric Hartweg, comme "des vainqueurs parfois (nous dirons "souvent" sinon "presque toujours" en fonction d'une modeste expérience de vie de quatre années sur le terrain) ani-

més d'un fort zèle missionnaire et distinguant mal entre les nécessaires reconversions et apprentissages et la conviction arrogante, parfois même triomphaliste de détenir la Vérité."<sup>69</sup> Dix ans après la chute du Mur, l'autre mur, celui de l'incompréhension, sinon de la rancune et du ressentiment entre les deux communautés de l'Est et de l'Ouest, n'est lui pas encore tombé. Les médias actuels en portent une responsabilité certaine.

q

## NOTES

1 HABERMAS Jürgen „L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise”, éditions Payot, Paris 1993 (pour l'édition française) , p. XXXIV.

2 Ibidem pp. XXXIII-XXXIV. L'anthropologue Maurice GODELIER, qui s'appuie sur les travaux de B. MALINOVSKI (“Crime and Custom in Savage Society”, London , Routledge and Kegan Paul. Traduit en français dans “Trois essais sur la vie sociale des primitifs”, Petite bibliothèque Payot, Paris 1980, pp. 5 à 80), écrit “Un autre point - mal exploré, mais d'une importance décisive - est que les règles de propriété d'une société se présentent sous forme de “systèmes” qui reposent simultanément sur plusieurs principes différents, voire opposés, mais combinés. Cela s'oppose à une thèse de certains théoriciens des XVIIIe et XIXe siècles qui affirmaient que dans les sociétés les plus primitives “tout appartenait à tous” et que la propriété (on pourrait aussi bien dire l'absence de propriété) reposait sur ce seul principe dit du “communisme primitif.” Malinowski, en 1926, n'eut guère de peine à démontrer que cette théorie ne s'appliquait pas à la société des Iles Trobriand de Nouvelle-Guinée, et il suggéra qu'elle ne s'appliquait probablement pas à aucune société primitive, ce qui est aujourd'hui abondamment confirmé. (...) Dans les sociétés, même les plus primitives, existent, semble-t-il, au moins trois formes d'inégalité : entre les hommes et les femmes, entre les générations aînées et cadettes, entre les autochtones et les étrangers. Les données anthropologiques modernes ne paraissent pas infirmer l'existence de ces trois formes d'inégalité qui peuvent varier fortement en degré.”, in GODELIER Maurice „L'idéal et le matériel”, éditions Fayard, Paris 1984, p. 107.

3 La polémique n'a lieu d'être ici, serait-elle nourrie d'une saine et nécessaire indignation. N'est-ce pas l'Unicef, comme nous le rappelait Ignacio Ramonet (in *Le Monde diplomatique* n° 526 janvier 1998, p. 1), qui constatait qu’“à l'échelle de la planète, le nombre d'enfants-travailleurs ne cesse de croître. Dans certains pays, c'est un fléau de masse ; par dizaines de millions, des enfants de moins de six ans sont exploités. En Amérique latine, un enfant sur cinq travaille ; en Afrique, un sur trois ; en Asie, un sur deux !” Et que dire de la situation de ces 800 millions de personnes qui souffrent de malnutrition (cf. René Dumont “Famine, le retour”, Politis-Arléa, Paris 1997) et de ces 50 millions d'enfants qui meurent chaque année de faim et de sous-alimentation chronique. Pays de la “révolution informatique”, “grand ordinateur de la mondialisation de l'information”, “les Etats-Unis n'ont jamais connu autant d'inégalités” : “plus de 60 millions de pauvres”, “41 millions d'Américains sans aucune couverture sociale”, et à l'autre pôle, “1% de la population qui possède 39% de la

richesse du pays". "A l'échelle planétaire, la fortune des 358 personnes les plus riches, milliardaires en dollars, est supérieure au revenu annuel des 45% d'habitants les plus pauvres, soit 2,6 milliards de personnes". La France n'échappe pas à la règle : "Rien d'étonnant à ce qu'avec 10% du revenu et 25% de la fortune nationaux, 1% de la population accumule trois fois plus de richesse que la moitié des Français. Une situation pas très éloignée de celle précédant la Révolution française." (respectivement in *Le Monde diplomatique* n° 530 mai 1998, p. 9, n° 525 décembre 1997, p. 20, et n° 511 octobre 1996, p. 3).

4 Dans un texte publié entre la chute du Mur de Berlin (9 novembre 1989) et les élections à la Chambre du peuple en RDA (18 mars 1990), Jürgen Habermas "s'oppose à l'identification précipitée entre le socialisme bureaucratique et ce que représente, en Europe occidentale et en République fédérale, une gauche socialiste. Il s'agit d'un essai, un brin de circonstance, intitulé "La Révolution de rattrapage et la nécessité d'une révision à gauche. Que veut dire, aujourd'hui, socialisme ? in HABERMAS Jürgen "Ecrits politiques", Les Editions du Cerf, Paris 1990. Le philosophe avance le concept de "Révolution de rattrapage" : "la révolution produit des dates symboliques. Elle se présente comme une révolution qui irait, pour ainsi dire, à rebours, dégageant la voie à un rattrapage par rapport à des développements manqués." (p. 141) L'auteur précise ce que cela signifie pour la RDA : "Dans le cas de la RDA, il s'agit littéralement d'une annexion ; en effet, la République fédérale lui offre les deux choses à la fois : une société d'abondance de type occidental et une structure démocratique. (...) On souhaite rattraper ce qui, pendant quatre décennies, a séparé la partie occidentale de l'Allemagne de la partie orientale, parvenir, autrement dit à un développement politiquement plus heureux et économiquement plus réussi." (p. 141) On peut aussi bien à l'époque qu'aujourd'hui discuter encore de la pertinence du concept avancé par J. Habermas. Ce qui devient plus difficile à comprendre sont quelques dérapages de langage qui émaillent le texte et n'ont que peu de rapport avec les événements cités. Que la multiplication de l'épithète "totalitaire" constitue un leitmotiv et serve d'argument majeur de cette première partie (pp. 143 et 146), sans doute pour ne pas être en reste avec le discours de la CDU et du chancelier, et fasse tomber sa réflexion dans l'ethnocentrisme, ne représente pas une surprise en fonction de ses habituelles prises de position politiques. Mais pourquoi forcer le trait, placer en exergue de l'essai, cette citation de Johannes Gross". Pourquoi les moins corrompus parmi les membres du parti n'ont-ils pas eu, en 1945, l'idée de chercher le fascisme à visage humain ?" (p. 139) Pourquoi, dans la même démarche d'assimilation du fascisme et du communisme, parler (p. 141) de "l'invasion de l'Armée rouge" dans les pays de l'Est par suite de la guerre ?

Pourquoi encore faire état (p. 142) de “la rage des masses” qui “s’est dirigée contre l’appareil de la Stasi comme elle s’était jadis dirigée contre la Bastille”, alors que l’essentiel du processus révolutionnaire de la Wende s’est déroulé dans le calme, la responsabilité ? Après avoir succombé à la doxa de l’air du temps, J. Habermas reviendra à une démarche historique plus heuristique, dans une autre contribution écrite dans une perspective moins conjoncturelle, après la défaite électorale de la social-démocratie, et parue dans le même ouvrage sous le titre “L’identité des Allemands, une fois encore. Un peuple uni de sujets économiques dans tous leurs états”.

5 Après ces quelques années de recherche empirique, nous partageons mieux encore “l’agacement” dont fait état Bernard MIEGE devant “les théories générales prétendant tout expliquer à partir du paradigme qu’elles ont choisi” et qui contribuent à “nous tenir éloignés de la compréhension des rapports que la communication entretient avec les changements de/dans la société”, in MIEGE Bernard „La société conquise par la communication” éditions Presse Universitaires de Grenoble (pug) 1989, pp. 12-13.

6 BOURDIEU Pierre/BOLTANSKI Luc “La reproduction de l’idéologie dominante”, in “Actes de la recherche en sciences sociales”, juin 1976 2/3, p. 3 à 73.

7 CHAMPAGNE Patrick “Faire l’opinion. Le nouveau jeu politique”, Les Editions de Minuit, Paris 1990, p. 15.

8 BOURDIEU P. in A.R.S.S. (Actes de la Recherche en Sciences Sociales), n° 17-18, 1977, p. 2.

9 ACCARDO Alain “Sociologie de la domination et lutte politique”, in “En Jeu” n° 15, septembre 1984.

10 GODELIER Maurice op. cit. , 1984, p. 24.

11 MIEGE Bernard op. cit. , 1989, p. 109.

12 Sur l’émergence de ces conditions particulières nous nous permettons de renvoyer à notre thèse de doctorat en Sciences de l’information et de la communication, „Mutations des médiations, médiatisations et gestion des opinions en RDA. Le cas de la jeunesse (1965-1989)”, Université Stendhal Grenoble III, 1999, notamment pp. 388 à 561.

13 GODELIER Maurice 1984, op. cit. , p. 215.

14 Leipziger Volkszeitung du 10/10/1989, p. 2.

15 Sächsisches Tageblatt du 11/10/1989, p. 8.

16 Mitteldeutsche Neueste Nachrichten du 10/10/1989, p. 8.

17 Leipziger Volkszeitung du 13/10/1989, respectivement pp. 1 et 3.

18 Leipziger Volkszeitung du 16/10/1989, p. 3.

19 Sur l'histoire de DT 64 on se reportera à "Tausend Tage DT 64", in Rundfunkjournalistik in Theorie und Praxis, 1968 (7) p. 47 à 57 ; "10 Jahre jung : DT 64", in Beiträge zur Geschichte des Rundfunks (BzGdR) 1/74, 8 Jg., pp. 6 à 38 ; HOEBBEL Marianne/BÖRNER Manfred "Fortgeschriebene Programm-Notizen im 20. Jahr von DT 64", in BzGdR 2/84, 18. Jg., p. 42 à 51 ; BÖRNER Manfred "Fortgeschriebene Programm-Notizen im 25. Jahr von DT 64", in BzGdR 2-3/89, 23.Jg, pp. 38 à 51. On lira aussi avec un certain intérêt : ULRICH Andreas/WAGNER Jörg "DT 64, Das Buch zum Jugendradio 1964-1993", Thom, Leipzig 1993

20 Ces informations in Leipziger Volkszeitung du 17/10/1989, p. 2, et Junge Welt du 18/10/1989, p. 2.

21 Neues Deutschland du 17/10/1989, p. 2.

22 Le compte rendu de ce travail a été publié par KAUFFMANN Michel (Paris III) "Crise du discours officiel. Neues Deutschland d'octobre 1989 à janvier 1990", in "Mots", n° 34 mars 1993, pp. 71 à 88. Toutes les informations citées ici sont tirées de cette étude.

23 Ibidem pp. 73-74.

24 KRENZ Egon 1994, op. cit. , p. 74. L'éphémère secrétaire général du SED (47 jours) s'est targué à multiples reprises, notamment au cours de débats télévisés et dans son livre de mémoire "Wenn Mauern fallen", d'être le créateur de l'expression. On relèvera, avec une malice revendiquée, qu'une fois encore Egon se trompe et trompe son monde puisque les hasards du dépouillement des collections de Freiheit, nous ont fait découvrir ce titre de 4 colonnes tête à la "Une" du journal du SED à Halle : "Jahre der Wende". L'antériorité du texte qui occupe les deux tiers de la première page et se poursuit en page 4 ne saurait être discutée puisque l'article date du 1er janvier... 1959, et est signé Walter Ulbricht.

25 KAUFFMANN Michel 1993, op. cit. , pp. 78-79 pour les citations de P1 et P2.

26 SCHMIDT Siegfried, entretien réalisé à la KMU le 02/05/1994.

27 TIEDKE Wolfgang, entretien réalisé le 28/04/1994 à Leipzig.

28 Pour évoquer cette mutation de la presse nous utilisons le rapport de recherche réalisé, pour le ministère de l'Intérieur, par plusieurs universitaires, Jürgen GRUBITZSCH, Marianne KRAMP, Dieter STÜRZEBECKER, sous la direction de Beate SCHNEIDER, "Strukturen, Anpassungsprobleme und Entwicklungschancen der Presse auf dem Gebiet der neuen Bundesländer (einschliesslich des Gebiets des früheren Berlin-Ost", 2 tomes, 468 pages, Hannover und Leipzig, im Oktober und Februar 1992. La très volumineuse documentation qu'il contient est croisée avec l'ouvrage, de Andreas HERBST, Winfried RANKE et Jürgen WINKLER "So funktionierte die DDR" tomes 1 et 2 "Lexikon der Organisationen und Institutionen", 1258 pages, tome 3 "Lexikon der Funktionäre"; 415 pages. Rowohlt Taschenbuch Verlag Hamburg 1994, qui nous a permis, avec nos archives personnelles de la presse de la RDA, de retrouver certains noms des dirigeants des journaux.

29 SCHNEIDER Beate et alii 1992, op. cit. , pp. 26 (tableau 2a), 30-31 (tabl. 2b) 32 bis (tabl. 2c). Les zones de diffusion et les chiffres de tirages sont extraits d'autres tableaux, pp.12 (tabl.1a), 13-14 (tabl. 1b), 15-16 (tabl. 1c).

30 SCHMIDT Siegfried (entretien avec) 1994, op. cit.

31 SCHNEIDER Beate et alii 1992, op. cit. , pp. 42-43 (tableau 3a), 44-45 (tabl. 3b), 46 à 48 (tabl. 3c).

32 Déclaration de SCHICKHELM Klaus, rédacteur en chef de Aktuelle Kamera de 1984 à 1990, in LUDES Peter (Hrsg) „DDR-Fernsehen intern. Von der Honecker -Ära bis Deutschland einig Fernsehland" Wissenschaftsverlag Volker Spiess, Berlin 1990, p. 13.

33 BISKY Lothar (entretien avec) 1994, op. cit.

34 LUDES Peter "Von Honecker zu Krenz: die "Aktuelle Kamera" im Oktober/November 1989 - Anfänge eines "kulturellen Umbruchs" ?", in LUDES Peter (Hrsg.) 1990, op. cit. , pp. 51 à 57.

35 Ibidem p. 55. Ce texte figure aussi in Deutscher Fernsehfunk -

Historisches Archiv (Hrsg.), "Fernsehfunk im Wandel - Aufzeichnungen über das Fernsehen Berlin-Adlershof in der Zeit von September 1989 bis Mai 1990". Berlin 1990, p. 26.

36 Cité par HESSE Kurt R. „Télévision et révolution. L'influence des médias occidentaux sur le changement politique en RDA", in *Hermès* n°13-14 1994, p. 177.

37 BISKY Lothar (entretien avec) 1994, op. cit.

38 DERNBACH Beatrice "DDR-Berichterstattung in Bundesdeutschen Qualitätszeitung. Eine empirische Studie"  
Kommunikationswissenschaftliche Forschungsvereinigung, Nürnberg, 1990, cité par HESSE Kurt R. 1994, op. cit. , p. 180.

39 TIEDKE Wolfgang 1994, op. cit.

40 Sur la question des lettres de lecteurs (Leserbriefe) on peut se reporter à SAMSON Gunhild "Les "lettres de lecteurs" dans la presse de la RDA et des nouveaux Länder : langue et fonctions", in Actes du 28ème Congrès de l'AGES (Association des Germanistes de l'Enseignement Supérieur), Valenciennes 19-21 mai 1995. Presses universitaires de Valenciennes 1995, pp. 269 à 294. "S'appuyant sur les théories de la linguistique textuelle et de la pragmatique", l'enseignant-chercheur de Paris III développe une étude "fondée sur l'analyse de quelques centaines de "lettres de lecteurs" publiées dans des journaux est-allemands peu de temps avant la "Wende", pendant et après elle, ainsi qu'entre septembre 1994 et avril 1995". Les journaux choisis sont la Berliner Zeitung (janvier-avril 1995), Neues Deutschland (octobre-novembre 1994), la Wochenpost (septembre 1994-avril 1995) ainsi que la Leipziger Volkszeitung (avril-juin 1988, octobre-novembre 1989, avril-juin 1990, février-avril 1995). L'auteur note avec pertinence que "Si l'on examine les conditions de communication sous lesquelles paraissent les "lettres de lecteurs", la situation de communication dans lesquelles elles sont rédigées, les intentions des auteurs, les maximes et la façon d'utiliser un genre textuel disponible, on peut affirmer tout d'abord que les conditions pour une libre utilisation de ce modèle textuel n'étaient pas données. Sous couleur de lettre individuelle, commandées ou non, les "lettres de lecteurs" devaient obéir à un même modèle et véhiculer la propagande. De ce fait, leur langage est empreint de toutes les caractéristiques du langage de manipulation. L'intention textuelle principale est de PERSUADER, à savoir la manipulation du comportement. Le caractère émotionnel des textes, l'appréciation affective, les jugements de valeur sont des moyens typiques d'un langage

manipulateur. Par la suggestion, le lecteur doit être amené à éprouver les mêmes sentiments que l'auteur, à se mêler à la foule et à s'exalter comme lui, par exemple à la vue des cortèges et des mises en scène de fêtes officielles." (p. 277) Cette analyse, fort intéressante, doit être nuancée par quelques faits concernant leur réception. Cette rubrique du "lien avec les masses" (Massenverbundenheit), même si elle fait l'objet d'études statistiques mensuelles fournies par les quotidiens à la section de propagande du CC, de la publication annuelle des dites statistiques et d'un examen par le Congrès du Parti, selon un rituel immuable, n'est guère prise comme référence par les lecteurs qui ont appris depuis fort longtemps à distinguer son caractère préfabriqué.

41 TIEDKE Wolfgang (entretien avec) 1994, op. cit.

42 HABERMAS Jürgen 1993, op. cit. , pp. 69 à 71.

43 HOLZWEISSIG Gunter „DDR-Presse unter Parteikontrol", Analysen und Berichte n°3/1991, Gesamtdeutsches Institut -Bundesanstalt für gesamtdeutsche Aufgaben (BfgA) -Bonn 1991 pp. 134-137.

44 SCHNEIDER Beate et alii 1992, op. cit. , p. 34

45 Pour une courte historiographie de la "Zentrag" voir HERBST Andreas et alii 1994, op. cit. , pp. 1199 à 1201. Fondé dès le 21/06/1946 pour regrouper les activités industrielles et commerciales de certains secteurs stratégiques pour l'expression du SED, sa propagande, ce groupe d'entreprises est contrôlé administrativement par le ministère des Finances et la Commission d'Etat au Plan, rassemble la plupart des entreprises d'impression et d'édition du pays, et entretient des relations privilégiées, concernant les politiques d'investissements matériels, avec les Comités d'Etat pour la radio et pour la télévision auprès du Conseil des ministres de la RDA. Il est dirigé en 1989 et depuis 22 ans par Paul KUBACH.

46 SCHNEIDER Beate et alii, op. cit. , pp. 34-35.

47 FORMONT Carole „La réorganisation de la radio dans le Berlin réuni : Réforme ou colonisation ?" , Mémoire de DSR, Université Stendhal-Grenoble III, UFR des Sciences de Communication 1993, p. 212.

48 HABERMAS Jürgen 1993, op. cit. , p. 61.

49 MIEGE Bernard "L'espace public : au-delà de la sphère politique", in Hermès 17-18 "La communication politique", pp. 50-51.



50 Pour le texte de ce dernier appel, voir HAUFE Gerda./BRUCKMEIER Karl .(Hrsg.) „Die Bürgerbewegungen in der DDR und in den ost-deutschen Länder”, Westdeutscher Verlag Opladen 1993, p. 295, document 18.

51 POLLACK Detlef „Les groupes alternatifs de RDA deux ans après la Wende . Résultats de deux séries d'interviews de trente membres dirigeants”, in Allemagne d'aujourd'hui, n° 124, avril-juin 1993, pp. 211 et 210 pour les deux dernières citations.

52 ASH Timothy Garton “La chaudière. Europe centrale 1980-1990”, Gallimard Paris 1990 (pour l'édition française), pp. 425-426.

53 GUSDORF Georges “Lumières - Aufklärung” in LEENHARDT Jacques/PICHT Robert (édités par) “Le commerce franco-allemand des idées. Au jardin des malentendus”, Actes Sud, Le Méjan-Arles 1990, p. 129.

54 Ibidem p. 133.

55 KANT Emmanuel “Réponse à la question : “Qu'est-ce que l'Aufklärung ?”, Aubier Paris 1947, p. 84. On relira aussi les fortes pages de la thèse d'habilitation de Jürgen Habermas, 1993, op. cit. , pp. 112 à 126.

56 BENJOWSKI Regina “La pensée philosophique française moderne dans l'ancienne RDA”, in Allemagne d'aujourd'hui, n° 118 octobre-décembre 1991, pp. 139-140.

57 Ibidem p. 138.

58 GORBATCHEV Mikhaïl „Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde”, éditions Flammarion, Paris 1987, p. 114.

59 HABERMAS Jürgen 1990, op. cit. , p. 61.

60 Ibidem p. 112.

61 Ibidem p. 113.

62 Ibidem p. VI.

63 Cité par MATHIEU Jean-Philippe./MORTIER Jean „RDA, quelle Allemagne ?”, Messor/Éditions sociales, Paris 1990, p. 173.

64 MIEGE Bernard, in PAILLIART Isabelle (sous la direction de) „L'espace public et l'emprise de la communication” éditions Ellug, Grenoble 1995, p. 167.

65 BAFOIL François „L'Allemagne de l'Est 1990-1993. Destruction, crise et adaptation”, thèse d'habilitation à diriger des recherches en sociologie, Université Pierre Mendès-France Grenoble II, mai 1994, p. 12.

66 SCHNEIDER Beate et alii 1991, op. cit. , pp. 116 à 135.

67 TIEDKE Wolfgang, (entretien avec) 1994, op. cit.

68 FORMONT Carole, 1993, pp. 99-100.

69 HARTWEG Frédéric „<Du désert scientifique> aux <paysages en fleurs>. Enseignement supérieur et recherche dans les nouveaux Bundesländer”, in Allemagne d'aujourd'hui n°117 juillet-septembre 1991, p. 29.

# Bulgarian Media Seen through the Optics of War

BY **VESSELA TABAKOVA**,  
**MARIA NEIKOVA AND SNEZHANA POPOVA**

---

**L**ast year's war in neighbouring Yugoslavia placed the Bulgarian media in a situation, in which they could look at themselves, at their professionalism, shortcomings and achievements.

Every war is an extreme test. In this particular case, however, the matter in hand was a military operation conducted in immediate closeness to the Bulgarian borders to the extent that, as it is known, some NATO missiles dropped on our country's territory and one of them demolished a house in a Sofia neighbourhood and by a mere chance did not claim vic-

tims. The various expected and unexpected consequences and after-effects of the war for Bulgaria and the whole region created an additional challenge for the Bulgarian media. The most serious trial, however, arose from the dilemmas of the very NATO operation, which, using instruments of war that claimed innocent victims and caused civil sites destructions, was to protect human rights.

At the same time, for the first time in the past ten years the Bulgarian media found themselves put to the test of the competitive media environment, created,

VESSELA TABAKOVA,  
MARIA NEIKOVA and  
SNEZHANA POPOVA are  
lecturers at the  
Department of  
Journalism and Mass  
Communication  
at the "St Kliment  
Ohridski" University in  
Sofia (Bulgaria)

in the first place, by the large-scale cabling of the country. The cabling introduced in the Bulgarian home the huge international information flow, which offered, depending on the channel, "differentiated faces" of the war and each spectator or auditor, without analysing the sense and the purposes of these "differentiated faces", inevitably increased its demands to the Bulgarian media.

The war entered the Bulgarian media in a way, which, on the one hand, tried to compensate quickly some obvious shortcomings of the media, and on the other hand, even more drastically revealed others of their existing faults. The diagnostics of the war actually provided a realistic picture of the Bulgarian media: even in their attempt to surpass themselves, they revealed strongly some of the most serious problems in which they have been groping about during the years after the democratic changes.

This picture was revealed also from the media observation and study, realised by the Centre for Independent Journalism - Sofia. Although it was conducted in the first eleven days of the war, the study revealed features, characteristic not only of the media coverage throughout the whole

period of the war, but to the Bulgaria media as a whole. The observation was carried out by means of a chart with 20 indicators. A total of 4,033 communicative units were registered in the period of observation, of which 2,768 communicative units were registered in the nine national dailies and 1,265 - in certain strips of the electronic media programmes. Below are listed some of the conclusions of the study.

### Challenging Traditional Balances

After March 24, 1999 - the beginning of NATO's air strikes against Yugoslavia - international journalism assumed a particularly prominent role as it provided a feedback showing the international context in which a state formulates and realises its international policy.

The results of a MBMD study conducted in Sofia alone were announced on April 2, 1999. 77% of the respondents said they were against the NATO air strikes. Asked if they feel personally endangered, 42 % of the people answered in the positive, 56 % answered in the negative. It was established that the initial percentages

were lower as against those of the preceding study. The answer was interpreted by the pollsters as a component of the process of getting used to the war. Do the media also contribute to this process?

The overall picture of the media in the extreme situation of the NATO operation, which was conducted in immediate closeness to Bulgaria's borders, called into question a number of traditional media balances: the disposition of the stories on the pages of the printed media and in the broadcasts of the electronic media; the ratio between information and commentary, the volume, the sources, the context.

The leading position of the war topic was clearly seen from its placement: 11% of the related stories were carried on the first pages of the papers (naturally, this was the leading topic on all the home and international news pages). The electronic media gave leading prominence to 21% of the stories covering NATO's air strikes against Yugoslavia, while the majority of the other stories subject of the registration were arranged in equally important positions. Symptomatic was the picture about the "volume" and "journalistic representation" indica-

tors. The picture was unusual, having in mind that during the past few years, in a "normal situation" the media have been dominated by short news items.

NATO's operation against Yugoslavia changed significantly this situation. The papers used to run stories longer than 130 lines in numbers larger than those of the very short new items in a ratio 19%:18%.

In the electronic media the stories more than 3 minutes long (i.e. up to 5 minutes and longer) represented 24%.

The journalistic representation was surprising with regards to the high percentage of journalistic commentaries - 13.5% in the papers and 16% in the electronic media, as well as of expert commentaries - 7.5% in the papers and 4% in the electronic media.

The start of the NATO operation in Yugoslavia on March 24, 1999, made it impossible for the normal view on the conflict in Kosovo, which escalated to a crisis, to develop into an integral systematic form. The reactions of the media after this date were due to the fact that they had already failed to provide some background. This is what

made possible the media referendums “for” or “against” the war, the emotional and evaluative commentaries, personal opinions, which expropriated almost the whole analytical level and drove out of it the analytical commentaries. The various components of the crisis were not completely missing, but they were nowhere to be found constructed so as to form an inherent picture. In that way the events were deprived of their natural links, which, against the background of a unified picture would have been conspicuous, carry more information, and help avoid the reduction of the choice to the impossible dichotomy, particularly from a Bulgarian perspective: “For the Serbs or for NATO”. Thus completely omitting the factor preconditioning the subsequent development: that long before March 24 the Albanian population in Kosovo had been threatened by destruction and for a decade now has been faced with a strong war machine. This created also the conditions for the non-correspondence between the psychological and the political attitudes against NATO actions.

While both in the printed and in the electronic media less than 2% of the registered units were news items giving background, it is worth noting that

in the distribution on the “context” indicator some 17% of the registered units in both media types contained background. This high percentage of background availability in the texts was indicative for its unusual character. The Bulgarian media rarely operate with background information and this deficit explained to some extent the lack of information and the unpreparedness of the Bulgarian public opinion for the events and the processes in Yugoslavia. The media tried to compensate this deficiency of theirs. Was this, however, possible after the prolonged process of informing and analysing “piece by piece” out of the context of the accumulating facts and deepening processes? One should also take into consideration the fact that “the media are part of the war and its instruments, so it is dangerous to consider them a neutral territory” (U. Eco, “Five Moral Essays”). This deficit turned out to be real and in order to offset it the Bulgarian media reacted in similar and even coinciding ways.

Drawing again a comparison with the “normal situation”, the largest number of news stories on international and foreign policy topics usually have as their “scene of the

event" a foreign country. Unusual as it may seem, in the case with the war against Yugoslavia, the largest part of the stories had as their scene Bulgaria - 37% in the press and the same percentage in the electronic media.

In the situation in which the media found themselves the sources they used reflected their professionalism, state and panache. The picture was much more pluralistic than in a "calm" situation. The undoubted leadership among the news agencies belonged to Reuters (quoted 152 times), followed by Associated Press, AFP, ITAR-TASS and TANYUG. However, the omissions, some of which challenged traditional media balances, became even more conspicuous against the background of the multiple information flows and sources.

First omission. In nearly a quarter of the stories both in the papers and in the electronic media no other source apart from the author was mentioned. This applies to both the information texts and the commentaries dealing with specific facts. Facts, as is popular knowledge, are sacred and, in the classic example, must have a source and must be confirmed by at least one other

independent source.

Second omission. In an extremely big number of texts, nearly 19 per cent of the entire body of texts, no source at all was mentioned.

Third omission. The relative quietness of the Bulgarian institutional sources in the period in question was too obvious, the more so as compared to their volubility in other periods. And while in these other periods the readiness with which some media acted as a tool in the hands of the institutions in power is a considerable professional problem of the media, in this case the media registered an information deficit of the institutions. In a situation in which the public naturally expected more and timely statements by representatives of the government there was almost a total lack of such statements.

A considerable number of texts, 1,244, had an institutional source. But instead of listening to Bulgarian political leaders speaking about what is happening very near our Western border, it was then NATO Secretary General Javier Solana and NATO Spokesman Jamie Shea who "spoke" much more often to the Bulgarians. The case with the categorical press release

that “no missile has fallen near Trun (1)”, which two and a half hours later was replaced by “the missile which fell near Trun” was emblematic of the institutional information deficit and the delay in reliable information.

### **Bulgarian Media’s Two Messages**

Neither the deficit of “Bulgarian” institutional parlance, nor the parlance itself form the basis of the different attitudes expressed by the media towards the NATO operation, even though it is absolutely clear that the open and comprehensible messages by the political leaders can influence these attitudes.

As a whole the registered texts reveal the spuriousness of the “Milosevic or NATO” dilemma. The attitude is neutral in half of all registered texts, negative in 32 per cent and positive in 18 per cent of the texts. This, however, does not at all mean that the negative attitude towards NATO’s operation is tantamount to support for Milosevic or rejection of NATO as a prospect for Bulgaria’s national security.

In fact, there is nothing more natural than registering different attitudes towards the

war in Yugoslavia, which contains the complex moral dilemma of the possibility to achieve humanitarian and human rights protection objectives through the use of military force. The problematic field that is outlined here is most of all connected with the differentiation of two different messages that do not operate in free dialoguing public discourses. And this conclusion does not apply only to such a critical situation as war.

In any critical situation myths created by utterly simplified political formulas start to operate in the Bulgarian media. The above mentioned spurious dilemma is also one of the examples of the introduction of simplified formulas, which, in the complex realities, are being explained one sidedly by reducing them to the myth of the Saviour as opposed to the Monster. The analysis of the lexical strata which will be made later on in this research shows what are the key words through which the simplified formulas of the myths function. “The stories” of the war present only one of the cases of existence of parallel realities in Bulgarian media and only one of the critical cases revealing clearly the difficult development of the media’s ability to present the multiple aspects of what is



happening around us. While according to a great number of indicators the printed and electronic media have a symmetric behaviour, in the expressed attitude towards NATO's operation they are asymmetric. In the electronic media the positive attitude predominates over the negative. The overall electronic message contains a much greater approval of NATO's strikes. The printed media as a whole express much more strongly a negative attitude and render a much more powerful representation of the public attitudes and opinions during the period in question. Logically, of all printed media it was the opposition papers that revealed the strongest gravitation towards the negative pole. And the biggest accumulation of positive attitudes, naturally, can be found in the paper of the ruling party.

In all electronic media the positive attitude dominates over the negative with only one illustrative exception, 7 Days broadcast Sofia TV, largely perceived as an opposition television. Forty per cent of the news it aired reveal a negative attitude. The ratio between the neutral, positive and negative attitudes in the electronic media is very symptomatic and here will quote

some figures: Bulgarian National Television - 37:46:17; Nova Television - 50:33:17, Bulgarian National Radio - 42:37:21, Darik Radio - 39:36:25, etc.

The analysis of the two messages - of the electronic and the printed media - as is the case frequently, confirms tendencies which not only the researcher noticed or which he noticed without the use of research instruments. The electronic message, much more in tune with the official Government line, has its explanation in a trivial and well-known, but regrettably, true fact - the dependence of the electronic media from the state. This fact has appeared many times in various researches of the national electronic media - the Bulgarian National Television and the Bulgarian National Radio, which are walking the complex path of transformation from state to public media. For the time being, as the researches show, they are still to a much greater extent state than public.

The situation is rather different in the printed media in which as a whole the territory of the positive freedom is considerably bigger. The very claims of the papers that they are independent, makes nec-

essary “breakthroughs” in the myths through the existence of multiaspectual facts and different points of view to the war. Such “breakthroughs” exist in the electronic media as well and they are a fact not only in the comparison between different attitudes, stands and opinions. They are very often present in the news texts. The important thing in this case is that these are not texts in which the negative message about the NATO strikes is being formed by qualifying lexemes as “aggression”, “aggressors”, etc., which are registered with great frequency only in some papers and in one electronic media. Or that the positive message about NATO’s strikes is formed by qualifying terms as genocide, ethnic cleansing, etc. “The breakthrough” in the myths are those cases in which the message is formed in the news texts presenting facts and events with the adequate language of information and comparing sources. In these “breakthroughs” it is impossible to formulate simple, clear and unequivocal messages explaining the multiple contradictions of a military situation.

The Bulgarian media did not forsake the political language of political realities and did not set up a model of language

behaviour corresponding to democratic publicity. The language of the media retained its status of a political language as well. But the media language of the parallel realities of the war in Yugoslavia, as it is very well known, is not an exclusively Bulgarian phenomenon.

### Lack of Own Parlance

The lexical analysis of texts pertaining to the Kosovo crisis also points to the direction of generalisations with higher degree of validity and also points out some characteristic features of the media situation in Bulgaria. One such feature is the political confrontation which aggravates in connection with various issues. And the war in Yugoslavia was one such issue.

The analysis of the publications in the press reveals that the Kosovo crisis was seen to be relevant to political issues more often (this was the case in 40% of press publications and broadcasts) than it is to issues from the sphere of economics, national security etc. Presented most frequently within a political context, the “Kosovo” topic was directly or indirectly coupled with the political orientation of this country in the conflict. In addi-

tion to that:

- In the political contextualizations of the military conflict (in comparison with other types of contextualizations) the most popular approach was to introduce a background needed for the explication of the events.

- Not only politicians and institutions but people from all walks of life were given the opportunity to offer their political interpretations in the media.

- The political references to the war had the biggest contribution for its presentation as something more than a regional event, for it being perceived as a global event.

- In the instances when the war was placed into a political context, the negative attitude towards the NATO strikes was more clearly pronounced than in the instances when it was seen in its reference to economic, military or national security issues.

It is exactly the conflicting political interpretations of the military actions in Yugoslavia that contributed the most for the diverging messages of the Bulgarian media. The analysis of the key words used in the publications yields information about their lexical characteristics. Following is a list of

the key words and the frequency of their use in the summary of the messages advertising the negative attitudes towards the NATO strikes: aggression (35), protest (23), peace/peace-talks, agreement etc. (18), demonstration (12), threat (9), an act of barbarians (9), volunteers (9), fear (8), destruction (8), protest rally (7), kill (6), terrorism (6), humanitarian catastrophe (6), danger (6), condemn (6), concern (5), non-intervention (5), victims (5), worry (4), bombs/shell (4), mistake (4), morality (4), contravention (4), (put a) stop (to military actions) (4), remapping (of borders) (4).

The words in the list can be divided into three clearly defined groups: qualifying, evaluative lexemes such as aggression, crime, an act of barbarians, terrorism, humanitarian catastrophe, mistake; threatening lexemes such as fear, destruction, danger, victims, bombs, concern, worry, kill. And, finally, fighting lexemes such as protest, demonstration, volunteers, protest rally, condemn.

There is also a small group of descriptive lexemes such as peacetalks, non-intervention, stop, which can function as fighting lexemes under some circumstances. Following is the list of words and the fre-

quency of their use, compiled from the overall body of publications that convey a pro-NATO message: humanitarian catastrophe (20), ethnic cleansing (20), genocide (17), land troops (10), peace/peace- (9), refugees/a tide of refugees (8), economic destabilisation, stability, aid (8), violence (8), support for NATO (7), air strip, air space (7), bombs/shelling (6), Serbian agents (6), destabilisation of Macedonia (6), humanitarian aid (4), national interests (4), concern (4).

Here again the qualifying or evaluative lexemes dominate - humanitarian catastrophe, ethnic cleansing, destabilisation, violence (the other violence is meant), Serbian agents. There is also the presence of a group of descriptive lexemes - national interests, concern, a tide of refugees, some of which double as threatening lexemes - land troops, air strip, shelling.

It becomes quite clear that the two lists cancel each other. The only words that are on either list but with different frequency of use are "peace, peacetalks" and "humanitarian catastrophe" and these are words that reaffirm a positive prospect and evince compassion for the trials and tribulations of the refugees. The point in issue is that the two lists

evidence the existence of two different parlances that rejuvenated and aggravated a well-known and trying confrontation.

In fact, the conclusion that we wanted to highlight is the following: the texts dealing with the air strikes, which texts for the purposes of this research we termed "neutral" (these were informative texts or texts that evaded giving a direct assessment), merge the two parlances in question without producing their own parlance (such texts account for 53% of press publications and 44% of the broadcasts). The accumulation in the margins of overlapping terminology underscored the presence of the threatening lexemes. The war of words continues within the "neutral" text and, in a sense, primitively so, without points of relevance in their direct clashes, without any contribution to understanding them.

That is way it seems logical to say that the analysis of the "neutral" publications suggests that they be subsumed under the category of the evaluative such - according to the approach of the reader, the hearer, the viewer. For the latter three categories of people, when they encounter these words in particular, there can, in fact, be no neutral texts. This inability of the Bulgarian

media to free themselves from the parlance of politics has been noted on many previous occasions. That is why it is possible to take publications in the media (regardless of their content) from the point of view of political faith and dismiss them as propaganda material and the case with the Kosovo crisis is a vivid example of that.

The media's lack of own parlance which would enable it to side with information and to arm it with its own weaponry is a diagnosis that, in the case of Kosovo, can hardly be said to be applicable to the Bulgarian media alone. This fact refers us to problems that surpass the national relevance of this research. The behaviour of the Bulgarian media was the projection of problems of a new political and media situation which the different professional communities interpret using each their own terminology.

The last wars that were waged and especially the war in the Gulf, named "Desert Storm", covered up suffering. In this sense, researchers termed this particular media approach "selling" the war rather than covering it. Again in this sense, other researchers call this approach "neutralisation" of the media. However, the

scepticism of both researchers and viewers towards video footage of dots of light scurrying in all directions on the screen grew in the interim between Desert Storm and Desert Fox. The great message of the war in Kosovo was: there is no war without suffering, now see the suffering. And this was reminiscent of stages in the behaviour of the media during the Vietnam war rather than their behaviour during Desert Storm and Desert Fox.

The great message of the war in Kosovo overshadowed and overrode speculations on some very important issues. Western journalists openly confessed that the media in their respective country went for the experience at the expense of the deliberation and political rationality. The great message was transformed into a humanitarian screen (a term coined by Dominik Vidal) of the war.

Or, if we put it more accurately, in multiple humanitarian screens. For, especially at the outset of the conflict, there were media reporting on it whose messages had practically nothing in common. There were two wars going on at the same time as it were and that raised quite a few issues of professional integrity. Widely

divergent were the messages of basic sources of information - the Serbian media and the world's leading media like CNN, which created two parallel realities of suffering. In their efforts to accommodate both those "source" realities and to incorporate their own information on the issue, the Bulgarian media allowed the clashes of such terms as strikes and aggression, genocide and ethnic cleansing. The Kosovo crisis was drenched in a unique deficit of concepts. Basic concepts were put under review. Sharply defined notions were turned into evaluative terms. The ordinary lexemes of compassion and fear replaced the vocabulary of political analysis and law. Rules were changed.

At the same time, the Kosovo crisis compromised dilemma choices whose ingratiating simplicity the media often find very accommodating. And it also showed that Desert Storm is not likely to get a repeat run.

q

**NOTES**

1 Trun - a small town near the Western border of Bulgaria

- ( Centre for Independent Journalism - Sofia is an NGO comprising of university lecturers and young journalists and is among the founders of the Bulgarian Media Coalition. So far, the Centre has implemented over 10 projects related to issues such as professional standards in the media, public access to the media, ethnic tolerance in the media , to name a few. The monitoring of media coverage of the Kosovo conflict was made possible with the assistance of the ProMedia Programm and the Open Society Foundation.

---



# Les mystères d'une irreprésentation nationale

Sur des gravures de la presse  
populaire en Roumanie<sup>1</sup>

Universul Ilustrat (1892-1897)

PAR JEAN PIERRE BACOT

---

**D**ans le cadre d'une recherche que nous menons sur les gravures des suppléments illustrés des quotidiens de la fin du dix-neuvième et du début du vingtième siècle<sup>2</sup>, il nous est paru intéressant d'interroger le corpus roumain, ceci pour deux raisons principales. Il s'agit d'abord de vérifier si le système d'offre massive d'images apparu brusquement à travers ces gravures dans les années 1890, notamment en France, à la croisée d'un progrès technique et d'une

demande sociale se vérifiait en Roumanie. Nous voudrions ensuite observer quelle forme a pris ce corpus roumain dans les diverses modalités possibles, eu égard aux conditions locales.

Nous faisons l'hypothèse que ces gravures de la presse populaire, faisant irruption dans un univers relativement dépourvu d'images ont fortement contribué à l'époque, que ce soit en Europe de l'ouest ou de l'est ou en Amérique du nord, à structurer l'imaginaire populaire. Un quoti-

JEAN-PIERRE BACOT  
est chercheur au  
Centre National d'Etudes  
des Télécommunications  
Issy les Moulineaux  
(France)

dien de Bucarest s'est lancé cinq années durant dans l'aventure du supplément illustré. Nous voudrions regarder dans quelles conditions originales il a géré cette irruption de la représentation et montrer en quoi les conditions non seulement historiques et économiques, mais aussi le contexte philosophico-religieux tenant au statut de l'image peuvent contribuer à configurer les représentations de cette presse dont il nous appartiendra de dire enfin si elle fut à proprement parler populaire.

*Universul Ilustrat* constitue le supplément illustré dominical<sup>3</sup>, en noir et blanc, du quotidien *Universul*, dit également *Universul Politic*, journal fondé en Août 1884 et qui mourra en 1919. C'est, à la fin du XIXème siècle, avec 20 000 exemplaires, l'un des principaux quotidiens roumains et il publie également, outre cet *Universul Ilustrat* vendu 10 bani<sup>4</sup>, un autre supplément, *Universul Literar colorat* qui paraîtra de 1888 à 1916 et sera quant à lui vendu 15 bani<sup>5</sup>.

Pour des raisons probablement économiques tenant à son trop faible tirage, difficultés sur lesquelles nous reviendrons, ce supplément illustré ne parut dans la capitale roumaine que

cinq années durant, du 18 septembre 1892 au 19 septembre 1897. Visiblement inspirée du modèle français, et fourni par les suppléments illustrés du *Petit Parisien* et du *Petit Journal* qui viennent à peine de démarrer<sup>6</sup>, cette publication en diffère néanmoins largement par le contenu. La maquette est la même, huit pages au format 40X50 cm, gravure en une et en quatrième de couverture, autres gravures à l'intérieur, surtout dans les premières années, roman feuilleton, publicités pour des produits miracle destinés aux femmes comme aux hommes, tout porte à croire dans un premier regard superficiel que cette spécialité française née avec les très gros tirages parisiens, les plus importants du monde à la fin du siècle dernier, a fait un émule à Bucarest.

Mais persuadé de cette ressemblance, on en vient, en regardant attentivement le contenu et le message de ces gravures, à connaître un étonnement en deux temps. D'abord, le fait divers stricto sensu prime, alors que nous avons montré par ailleurs que ce n'était pas le cas dans les images françaises, quelque réputation qu'elles aient, et pas n'importe quel fait divers<sup>7</sup>. Sous une forme relativement peu racoleuse et uni-

forme, c'est en effet très souvent une violence domestique qui se trouve illustrée, surtout à la une. On notera au passage (voir illustrations 1 et 2) qu'une agression de femme peut être titrée "o aventura romantica", alors que quand un homme se fait rosser, il s'agira d' "o intamplore tragicomica". Les scènes de jalousie, de vengeance empoisonnante ou défenestrante abondent, entrecoupées de représentations pacifiques, de tableaux, de portraits de femme, de scènes de genre du type que ce que nous avons pu identifier dans la presse hebdomadaire illustrée québécoise de ces mêmes années, à une différence de taille près, les scènes représentées étant au Canada français fort bien situées, revêtant même un caractère identitaire.

On trouve très peu de politique et de social. Une recension des thèmes illustrés dans les 68 premiers numéros montre cette répartition des thèmes qui a fort peu varié tout au long de la publication, même si le nombre des gravures a tendu rapidement à se restreindre pour des raisons probables de coût<sup>8</sup>.

Le deuxième temps de l'étonnement tient à ce que presque aucun des sujets traités à l'image ne concerne la

Roumanie. De cette absence de représentation du pays, on peut être légitimement interloqué dans la mesure où la littérature, la poésie, la presse, la peinture, l'ensemble des moyens d'expression célébraient alors, dans le cadre d'un processus de conquête de l'unité nationale, la terre roumaine, ses paysans, son passé... Le plus frappant est que dans les textes qui se trouvent à l'intérieur du supplément d'*Universul*, la chronique de la page deux, le compte rendu judiciaire, le roman feuilleton<sup>9</sup>, les brèves, sont largement ancrés sur la réalité et l'actualité roumaines. Mais à l'image, rien ou presque.

Certes 10 des 171 gravures grand format et 23 des 185 tout format des numéros que nous avons relevés systématiquement concernent le pays. C'est fort peu, un peine plus du quinzième de l'ensemble. La quasi totalité de ces images sont des portraits de célébrités princières ou culturelles. Pas un seul fait divers, une seule image militaire, un portrait. Presque rien n'est situé sur place<sup>10</sup>. Nous avons vérifié ce fait dans l'ensemble de la collection.

### Les rares images roumaines

**P**endant un an, avant que ne commence la série des

portraits d'écrivains en "rez de chaussée" de la page deux, les images roumaines vont donc être rarissimes. Encore faut-il rappeler que ces portraits qui vont intervenir à partir du n° 55 seront de petites gravures illustrant un article et ne sont donc en rien comparables aux gravures pleine page dont nous parlons par ailleurs. Ils n'ont donc pas la même prégnance, la même force d'imposition dans les mémoires.

La une du premier numéro représente le Prince Ferdinand et la Princesse d'Edimbourg, future Marie de Roumanie (voir illustration n° 3) ; il faudra attendre le numéro 19 pour revoir la princesse à la une, avec en double page intérieure la cérémonie du mariage princier et en quatrième de couverture le banquet donné en l'honneur de leurs altesses sérénissimes. Le prince figurera à nouveau à la une du n° 20 .

Dans les portraits de femme qui paraissent de temps en temps, on relève, à la une du numéro 10, « o tigana frumoasa » ; jamais il n'y aura de beauté moldave ou transylvaine<sup>11</sup> ; le numéro 23 verra en page intérieure le portrait d'Anton Bar, ancien administrateur décédé du quotidien *Universul*, et en quatrième de couverture le pain et le sel

offerts au Tsar par le maire de Bucarest. Une illustration d'un quart de page à l'intérieur du numéro 35 présentera le portrait du général Florescu, plusieurs fois Ministre de la guerre, puis Ministre Président en 1890 et Président du Sénat.

Au numéro 55, qui marque une rupture, la seule image politique roumaine que nous ayons dénichée dans l'ensemble de la collection, légendée: "Studentii transilvanei inantea statuei lui Mihai Viteazu, la Bizeu" (voir illustration n° 4). Deux écrivains inaugurent la galerie de portraits littéraires uniquement nationaux : V. Alecsandri et D. Gram. Suivront, jusqu'à la fin de 1993 ( n° 68 ) , régulièrement à chaque numéro, G. Alexandrescu et V. Lascar ; D. Botinceanu et N. Flevea ; A. Deperateanu ; I. Creanga ; I. Slavici ; J. Negruzzi ; C. Boliac ; V. A. Urechia ; A. Shileanu. D'autres poursuivront le défilé en 1894. Au beau milieu, la présentation du Prince Carol aura eu droit à la une du numéro 58.

Pendant ce temps (cf. tableau 1), le client de ce supplément illustré bénéficie en grand format de plus d'un fait divers par semaine et d'une autre scène, soit de caractère politique, soit purement décora-

tive. Est ainsi abreuvé d'images dites étrangères un lectorat qui, à cette époque, qu'on s'en souviene, vit, en Roumanie comme en France et comme partout dans le monde dans une rareté iconographique.

Avant que d'en venir à des hypothèses explicatives de cette quasi incapacité à se représenter, nous voudrions détailler la conséquence principale de cette absence de mise en situation nationale: la vision de l'autre qu'elle implique.

Tout type de gravures confondues, à quelque place que ce soit dans le supplément, voici d'abord dans quel ordre apparaissent les pays étrangers (tableau 2).

Pas de Roumain, pas de Roumanie en grande gravure, fors les personnes royales, quelques écrivains en page intérieure et en petit format, toute la représentation est située ailleurs. Certes, *Universul Ilustrat* annonce qu'il "entend donner des nouvelles téléphoniques du monde entier", mais d'ici à exclure son propre pays du monde, il y a un pas.

Cet étranger privilégié au national, ses autorités royales ou républicaines sont bien

traitées et sur un pied d'égalité, la rédaction ne privilégiant visiblement à l'image aucune alliance diplomatico-militaire. Tout est dessiné de manière indifférenciée et tout autant pour ce qui touche aux faits divers. Ces scènes de violence inspirées d'informations brèves récoltées dans la presse internationale ne possèdent en effet que très peu d'indications localisantes et ce n'est souvent que la légende qui figure dans l'intérieur du supplément qui permet de savoir où telle femme fut défenestré ou tel mari volage empoisonné. Quand par exemple un sculpteur assassine son modèle féminin à coup de burin, cela se passe à Berlin, lorsqu'il y a meurtre dans une église, c'est à Oxford, si la guillotine fonctionne, c'est à Paris.

Dans les textes des pages intérieures, sur lesquels nous n'avons pas mené d'étude exhaustive, la France se trouve incontestablement privilégiée, d'abord parce que tout au long des deux cent soixante semaines de parution on trouve une chronique "din Paris", mélangeant les grands et petits faits d'actualité. De plus, une longue série égrènera en feuilleton les "resbelele din tempul imperiului Napoleon Bonaparte". Cette France aura eu droit à la Une du numéro deux avec un hom-

mage à la République (voir illustration).

Dès la mi-1893, le nombre de gravures va diminuer, sans doute parce que ces images coûtaient trop cher à réaliser et à imprimer, fût-ce en monochromie. Dans les derniers mois de son existence, *Universul Ilustrat* abandonnera même l'illustration de première page, précipitant probablement sa perte d'intérêt pour les lecteurs. Avec un tirage annoncé de 22 000 exemplaires, légèrement supérieur à celui du quotidien, il peut déjà sembler miraculeux que le journal ait pu supporter la charge de ce supplément, lorsque l'on sait que des équivalents français de la même époque tirant vingt ou trente fois plus n'ont pas pu tenir plus longtemps le pari et que seuls les deux grands quotidiens populaires parisiens gardèrent leur supplément jusqu'à la première guerre mondiale, mais avec un tirage respectif qui dépassait alors le million d'exemplaires. Sous réserve d'une étude exhaustive de tous les corpus comparables, s'il en existe, dans la presse roumaine de l'époque<sup>12</sup>, cette aventure d'*Universal Ilustrat* n'en est pas moins à nos yeux particulièrement riche d'enseignements, non seulement dans le décalage notable que l'on peut

noter avec la France à laquelle est emprunté un modèle de presse populaire, mais surtout quant à une certaine forme d'imaginaire roumain à la fin du XIX<sup>e</sup> et à son inscription dans l'image.

La question restera ici sans réponse précise, pour ce qui est de savoir par qui ces gravures hebdomadaires étaient vues et achetées. Sans doute l'étaient-elles par un public urbain, sachant lire l'intérieur du supplément et probablement par ailleurs lecteur en semaine du quotidien. Roumains-roumains, roumains-hongrois, roumains-juifs, roumains-allemands, commerçants, petits bourgeois, il s'agissait sans doute davantage de personnes aisées souhaitant s'encanailler, plutôt que de lecteurs populaires, cela étant dit avec prudence, tant il est difficile de rétablir un siècle après qui furent les acheteurs et ce que furent les conditions de réception. Nous concluerons cependant ce petit article en risquant une double hypothèse. La première est d'ordre politique, la seconde d'ordre théologique.

Les petits ou grands bourgeois cultivés, entrepreneurs de presse qui se sont lancés en hommes d'affaire dans ce type de produit populaire auquel

ressortissent sans conteste ces gravures violentes avaient -ils un tel mépris de leur peuple, ou tout au moins une telle indifférence à son égard qu'ils n'aient pu le représenter dans des scènes pourtant populaires qu'ils aimaient à constituer à l'étranger ? Avaient-ils à ce point sacralisé leur tara qu'il ne pût s'y représenter un crime, fût-ce une bagarre ? Même le soldat et le pope roumains sont absents, seul l'écrivain, et, homéopathiquement, le Maire de la capitale, ou un général, ont accès à l'image roumaine, réservée en fait au cercle princier.

On peut éventuellement penser que les journalistes d'image d'*Universul Ilustrat* portaient au contraire un grand amour au peuple, qu'ils en avaient une idée si haute qu'ils ne pouvaient se résoudre à le représenter à l'égal de ses équivalents. Mais cela ne correspond pas au contexte social et politique de l'époque. C'est peut être que, vu sur un autre plan, théologique, qu'ils fussent orthodoxes, juifs ou protestants, promoteurs et lecteurs avaient un rapport difficile à l'image. En effet, au moment où celle-ci fit irruption massive grâce à l'essor des techniques d'impression, il semble qu'il n'y eut de prime abord que cette manière d'adapter le modèle occidental,

qu'une possibilité minimale et sacralisante de représenter le réel qui fût supportable. Celle-ci est bien connue sous le nom d'icône. Que le christ et la vierge aient droit à la une à la fin de l'année que nous avons étudiée nous semble confirmer cette vision qui nous ramène à une lecture politique de cette irréprésentabilité de la Roumanie dans ces gravures pourtant roumaines et très probablement dessinées par un roumain. Le haut est sacré, représentable, mais dignement et de manière codifiée, le bas est nié, expulsé au delà des frontières, non pas chez l'ennemi, le hongrois, qui n'existe pas, qui est irréprésenté, mais chez l'autre lointain, le plus souvent occidental, américain, français, allemand, italien...sur lequel on reporte l'image de cet ici-bas, vraiment trop bas. D'où une presse populaire sans peuple et une Roumanie quasi abstraite, qui ne semble pas avoir sa place dans l'*Universul*. Nous sommes loin du modèle français, et, a fortiori de celui qui suivra, anglo-saxon, de la presse populaire. Nous sommes dans un "univers illustré" spécifique, métissé, hybridisé, un modèle produit dans d'autres conditions socio-historiques et religieuses, repris par les élites, dans un attitude de modernité, mais dans un univers qui reste

encore archaïque. Roger Vercelet, romancier français et grand connaisseur des Balkans et de la Roumanie en particulier, puisqu' auteur d'après ses souvenirs de l'Armée d'Orient de deux belles œuvres littéraires de fiction historique : "Notre père Trajan" et "Capitaine Conan" a publié en 1933, entre ces deux textes, un autre roman intitulé "Le maître des rêves"<sup>13</sup>. Un prestidigitateur surdoué y emmène son public dans un ailleurs dont les spectateurs ont du mal à sortir et qui le mènera lui même au suicide...

q



## NOTES

1 Merci à Diana Anghel pour ses remarques et précisions.

2 Les suppléments du *Petit Parisien* (1889), puis celui du (1890) contribueront à ce que ces deux concurrents atteignent vite le plus gros tirage mondial de l'époque.

3 Le premier numéro du 18 Septembre 1892 annonce une parution mensuelle, mais le n° 2, une semaine plus tard, modifie cette mention située juste sous le titre.

4 Un ouvrier gagnait alors de 40 à 80 bani par heure, alors que le kilo de pain coûtait 25 bani et celui de viande un leu ( cf Vlad Georgescu, *Istoria Românilor*, Humanitas, 1992.

5 Pour tout renseignement complémentaire concernant la presse de cette époque, se reporter à Georgeta și Nicolin Raduica, *Dictionarie Presei Romanesti 1731-1918*, Editura Stiintifica, Bucuresti, 1995 et I.Hangiu, *Dictionarul presei literare Romanesti 1790-1990*,idem, 1996. L'article *UNIVERSUL ILUSTRAT* mentionne notamment : « paru à Bucarest, 19 sept 1892- 19 sept 1897, bimensuel (sic : bilunar), publie des vers et de la prose, des chroniques politiques, sociales et littéraires, des nouvelles de Paris et des autres grands pays européens, comptes-rendus de voyage, anecdotes et curiosités, humour et jeux distractifs. Reprise du « voyage en Afrique » et de vers d'Aleksandri (...) » ( C'est nous qui traduisons). Bref, un description du contenu des pages intérieures, et pas un mot sur les images. Le mépris dans lequel elles sont tenues nous semble décidément bien international !

6 Voir note 2. Le supplément illustré du *Petit Journal* passe à la couleur en 1892. Celui du *Petit Parisien*, demeurant en noir et blanc. Il est à noter que de tels produits n'existent pas alors en Angleterre ni, autant que nous le savions, en Allemagne. Il n'apparaîtront au Canada qu'au début du XXème siècle.

7 Voir Jean-Pierre Bacot et Michèle Martin : « Presse populaire, le scandale ne vient pas par l'image », à paraître presses Paris II et « Des images pour le petit peuple, sur l'agenda politique et social des gravures de la presse populaire en France et au Québec »... à paraître..

8 La collection - sauf celle de l'année 1895- est conservée à la bibliothèque de l'Académie Roumaine à Bucarest, dont nous remercions ici les responsables pour nous avoir permis de la consulter.

9 Le premier à être publié dès le n°1 du supplément, signé Gospodin Iovan avait pour titre : « Vampirul, roman de mare sensatie » et commençait ainsi : « Era in anul 1854... »

10 Nous n'avons trouvé, dans l'ensemble de la collection consultable: 1892, 93, 94, 96, 97, soit en quelque huit cent gravures dont une moitié relève du genre, qu'une seule scène de crime située à Galati ( cf. la gravure à la une du n° 34 du 26 août 1894)

11 Il y a une grande différence entre la beauté innocente de ces portraits et la beauté canaille de créatures souvent très court vêtues pour l'époque, danseuses, trapézistes, qui peuplent les scènes de faits divers, tandis que la vision de l'homme est quasi uniforme.

12 Nous avons repéré, dans un plus petit format, un supplément illustré de huit pages d'Adevarul, (Adevarul Ilustrat), qui d'après HANGU, opus cité, aurait existé de 1895 à 1897 avec, surtout en Une, bon nombre de portraits de personnalités roumaines et étrangères et une forte place laissée à l'humour. En somme, un parent très pauvre de l'*Universul* illustrat. Nous avons pu consulter à la Bibliothèque de l'Académie la collection de 1895. La dégradation est telle que les autres années sont invisibles et en cours de microfilmage. Pour des recherches portant sur les images, il est à craindre qu'elles soient pratiquement perdues. Un Adevarul de dimineata, qui n'a rien à voir avec l'autre, paraîtra en 1904, en très grand format, mais avec très peu d'illustrations, souvent minuscules (collection Academia Romana). Les chercheurs de vieilles images savent parfois compter sur d'autres ressources que celles des bibliothèques. Hélas, à la différence de la France où les collectionneurs assurent une certaine circulation de cette mémoire populaire, mais comme au Canada où ils sont rares, nous avons noté l'absence de ces suppléments illustrés chez tous les bouquinistes de Bucarest que nous avons pu visiter et, en général, le faible nombre de presse ancienne qui semble disponible sur le marché de l'occasion et de la brocante.

13 Albin Michel, Paris 1932, 1933 et 1934

## Illustrations











Explosion causée par un obus (1914)





# La fin du piratage médiatique en Bulgarie

Un exemple de l'impact de la  
mondialisation sur la régulation  
juridique nationale

PAR MARGARITA VASSILIEVA

**D**ans les conjonctures de changement rapide, note Robert Delorme, les acteurs économiques développent des stratégies en fonction de la représentation qu'ils se font de leur intérêt à court terme. Cette perception dépend elle-même des possibilités et des interdictions posées par la législation, de la rigueur des contrôles, de l'effectivité et de la sévérité des sanctions. "Le résultat des réformes est susceptible de varier selon la crédibilité de l'institutionnalisation d'aspects clés pour des agents rendus par ailleurs autonomes dans le cadre de ces

institutions (1)." Ainsi, lorsque les régulations juridiques ne parviennent pas à s'imposer : "la concurrence débridée précède l'institutionnalisation, ouvrant la voie à une espèce d'accumulation primitive sauvage avec des aspects de désintégration de fait de l'Etat (2)".

Cette situation de "déficit grave" de régulation a entraîné, dans le cas bulgare, l'enclenchement d'un processus cumulatif de généralisation des illégalismes en matière économique, de renforcement des mécanismes patrimoniaux de contrôle social et de corruption de

MARGARITA VASSILIEVA  
est docteur en Sciences  
de la Communication et  
chargée de cours à  
l'Université Stendhal -  
Grenoble 3 (France)

l'ordre politique. Ce cercle vicieux de la désinstitutionnalisation et de la criminalisation a abouti à l'explosion du système économique et à une crise politique aiguë en 1996. Dans ce contexte, les modèles liés à l'affairisme, la corruption, la fraude et la prédation apparaissent pour beaucoup comme une alternative séduisante. Leur puissance d'attraction s'alimente tout à la fois du repoussoir présenté par les gens probes tombés dans la pauvreté, et de l'exemple de malhonnêteté impunie offert par les nouveaux riches sans scrupule. C'est ainsi que les conduites condamnables tendent à constituer des manifestations de plus en plus répandues de la lutte pour l'accumulation des ressources en voie de raréfaction, voire du combat quotidien pour la simple survie. Dans ces conditions, note François Bayart: "Le banditisme tend à devenir un véritable mode d'action populaire qui se nourrit de la frustration qu'engendre l'économie de survie et le spectacle de la prédation telle que la pratiquent les grands (3)". Au fur et à mesure que la criminalisation progresse, les mentalités évoluent, de sorte que la frontière entre l'espace de la légalité et celui du crime devient de moins en moins nette. "Nombre d'acteurs respectables [de la sphère du

licite] la quittent à intervalle régulier. Pour peu que la justice ne les frappe pas à ce moment précis, ils retournent dans le giron de la loi jusqu'à la prochaine transgression (4)".

Très souvent, les comportements blâmables ne sont pas formellement désignés comme criminels. La législation disparate et incohérente du post-communisme procure aux acteurs une marge de manoeuvre considérable et laisse la porte ouverte à d'innombrables possibilités d'abus. Ce contexte juridique impropre à l'endiguement des pratiques irrégulières est un trait commun à l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale en mutations. Il renvoie, dans une large mesure, à la préférence des groupes sociaux dominants pour un faible niveau de régulation. François Bafoil évoque à cet égard "une attente communément partagée concernant le caractère non contraignant de la règle (5)". En effet, pour ne pas s'attirer l'hostilité de soutiens indispensables, l'ensemble des forces politiques, y compris les tenants de la politique d'institutionnalisation, sont contraints de s'accommoder des "zones d'incertitude dégagées par les pratiques informelles". C'est pourquoi : "Il a souvent été fait obligation au législa-

teur ou a l'autorité politique de laisser la pratique déterminer l'ordre des rapports acceptables et donc d'autoriser la remise en jeu des ressources accumulées antérieurement (6)".

En ce qui concerne la Bulgarie des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les conditions sont propices au développement de plusieurs facteurs qui ont favorisé le développement des activités liées au piratage et à la contrefaçon, notamment : l'augmentation très rapide des taux d'équipement dans le domaine des technologies de communication, en raison d'un effet de rattrapage propre au contexte post-communiste ; la désorganisation générée par le dépérissement des monopoles étatiques et par le développement concomitant de l'initiative privée au niveau de la fabrication et de la distribution de produits culturels ; la lenteur de la production normative en matière de droits d'auteur et l'adhésion tardive de la Bulgarie aux traités internationaux ; l'absence de volonté politique en ce qui concerne la répression des infractions.

La Bulgarie aurait fabriqué en 1996 quinze millions de copies illégales, ce qui représente le huitième du marché noir mondial. Il causerait aux maisons de production un préjudice

annuel de 100 à 130 millions de dollars, soit près de 10 % du chiffre d'affaires officiel de l'industrie phonographique (7). Selon la Fédération internationale de l'industrie phonographique (FIPI) - la principale organisation non gouvernementale en matière de protection des droits d'auteur - 90% des disques gravés en Bulgarie seraient des copies pirates dont une grande partie proviendrait des entreprises d'Etat. Le Ministère de la Culture est nommément accusé de complicité avec les producteurs illégaux. Ces chiffres sont, dans un premier temps, vigoureusement contestés par les autorités bulgares (8). Les experts cités dans la presse bulgare n'évaluent la production de disques pirates qu'à trois millions d'exemplaires. Mais, dès l'arrivée au pouvoir du gouvernement d'Union des forces démocratiques, le Ministère de la Culture change de ton et admet une production intérieure de 12 millions de copies illégales en 1996 (9). Une petite partie des disques pirates - soit une quantité comprise entre 600.000 et 700.000 - sont vendus dans les rues de Sofia et sur la côte de la mer Noire. Les acheteurs peuvent se les procurer parfois plusieurs jours avant le lancement officiel du produit en Occident, moyennant un prix

environ cinq fois moindre que celui des copies légales. La production illégale est la seule qui soit à portée de bourse des consommateurs bulgares. Les prix attractifs - l'équivalent de trois à cinq dollars pour un album récent d'un grand groupe de la variété internationale - ainsi que la bonne qualité des copies séduisent également les touristes occidentaux, qui achètent les cédés pirates par douzaines. Mais l'immense majorité de la production est expédiée, au rythme d'un million d'unités par mois, vers la Russie (10), les ex-républiques soviétiques, la Scandinavie et la Grèce, avant d'être revendue dans les autres pays européens, en Amérique du Nord et jusqu'en Australie (11).

Jusqu'en 1997, les mesures contre la reproduction illégale d'oeuvres musicales, cinématographiques et télévisées se révèlent le plus souvent symboliques et inefficaces, notamment en raison de l'influence politique considérable des groupements de l'économie informelle et de leur capacité à corrompre les fonctionnaires du Ministère de la Culture. Ces blocages seront surmontés, à partir de 1997, grâce à l'intensification des pressions étrangères. Celles-ci s'avèrent chaque fois décisives pour obliger l'Etat bulgare à

renforcer les dispositifs législatifs et répressifs en matière de protection des droits d'auteur.

### **Avant 1997 : une législation sur les droits d'auteur adoptée de mauvaise grâce et appliquée de manière sélective**

La protection de la propriété intellectuelle et artistique compte parmi les premières questions traitées par l'Assemblée nationale bulgare en 1990. Toutefois, les discussions s'éternisent pendant trois ans, durant lesquels les protestations internationales se font de plus en plus pressantes. Ces débats aboutissent à l'adoption d'une législation conforme aux critères européens: la loi du 26 juin 1993 sur les droits d'auteur et les droits voisins. Ce texte marque un tournant radical par rapport aux réglementations de l'époque communiste. Il introduit des qualifications juridiques et des procédures bien connues en Occident, mais inédites dans le contexte bulgare. Le domaine des droits d'auteur, auparavant circonscrit aux créations littéraires, musicales et dramatiques, est précisé en ce qui concerne les produits audiovisuels et, pour la première fois,

il est élargi aux programmes informatiques et aux bases de données. Par la suite, au cours de l'année 1995, l'Assemblée nationale bulgare adopte plusieurs conventions internationales consacrées aux règles de radiodiffusion et à la protection des artistes interprètes et des producteurs de phonogrammes (12).

La loi de 1993 délimite le droit moral de l'auteur et fixe, pour les différents genres d'œuvres, les conditions de cession, d'exploitation, de reproduction, de traduction, d'adaptation, de présentation publique, de diffusion par câble et par ondes hertziennes. Elle est rétroactive, ce qui signifie qu'elle s'applique aux œuvres et aux programmes créés jusqu'à cinquante ans avant son adoption. Les transactions mettant en jeu des produits audiovisuels doivent obligatoirement faire l'objet de contrats écrits. Le législateur a souhaité laisser à des organismes de la société civile le soin de surveiller l'application de la loi de 1993. C'est ainsi que des associations à but non lucratif, les Organisations collectives pour l'administration des droits d'auteur (OCADA) ont été investies de la mission de défendre les intérêts des artistes et des producteurs. Or, ces entités se sont révélées

de peu de poids dans un contexte où l'Etat fait la sourde oreille aux demandes sociales et où les groupements économiques font peu de cas des lois. Les premières OCADA ont vu le jour au sein des professions déjà dotées de traditions d'action collective. Ainsi, Musikautor défend les compositeurs, les auteurs de textes et les éditeurs musicaux, Teatarautor soutient les auteurs dramatiques et Filmautor vient en aide aux auteurs d'œuvres audiovisuelles. En revanche, d'autres métiers, tels les acteurs-interprètes, et surtout les producteurs étrangers, n'ont pas, dans un premier temps, été en mesure de créer une OCADA et, pour cette raison, se sont trouvés, plusieurs années durant, dans l'incapacité de faire respecter leurs droits.

Dans le domaine de la diffusion des produits culturels, l'application de la loi de 1993 est difficile à surveiller. En effet, lorsque survient un contrôle, il est fréquent que le revendeur exhibe aux autorités de faux contrats. Ces attestations factices "prouvent" l'achat des droits de diffusion auprès de petites firmes de distribution. Les contrôleurs sont alors obligés de se rendre auprès de la société qui aurait cédé ses propres droits : ils sont ainsi envoyés

d'adresse en adresse pour finir devant une boîte postale anonyme ou une entreprise quelconque dont les fraudeurs ont "emprunté" les coordonnées. Les distributeurs continuent leur activité aussi longtemps que dure ce jeu de cache-cache avec les contrôleurs (13).

En cas de violation de la loi, deux types de recours sont possibles : devant une cour civile ou devant une juridiction administrative. La sanction, en cas de recours administratif, consiste en une contravention et en la fermeture des locaux du délit pour une durée de trois à six mois. En pratique, la procédure est lente, et le montant des contraventions est peu dissuasif, car il n'est pas réévalué après chaque poussée d'inflation (14). Par ailleurs, en raison du faible nombre d'inspecteurs nommés par le Ministère de la Culture et par le Centre national du cinéma, il est impossible d'exercer une surveillance satisfaisante sur l'ensemble du territoire. Le recours civil est du ressort des tribunaux de district. Le plaignant peut formuler plusieurs types de requêtes, par exemple une demande de dommages et intérêts, de cessation des activités contrevenantes, de confiscation et de destruction des copies illicites, de confisca-

tion de la base matérielle du délit. Toutefois, les magistrats connaissent mal le droit et la jurisprudence relatifs à la propriété intellectuelle, de sorte que les jugements sont fréquemment cassés. En 1995, le piratage fait l'objet d'une pénalisation. En juillet, l'Assemblée nationale ajoute un nouveau chapitre intitulé "Crimes contre la propriété intellectuelle" à la loi de 1993 et introduit une section du même nom dans le Code pénal. L'enregistrement, la reproduction, la distribution et l'émission, sans l'accord de l'ayant-droit et dans un but lucratif, d'une oeuvre scientifique, littéraire ou artistique sont désormais passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans pour le premier délit et cinq ans en cas de récidive. Entre 1993 et 1997, l'action répressive de l'Etat s'exerce surtout dans le domaine de la vidéo. Le département du Ministère de la Culture en charge des questions de droits d'auteur fait montre de fermeté afin d'entraver l'activité des producteurs et des distributeurs de cassettes illégales. Au cours de la seule année 1994 - qui correspond, il est vrai, à une période de renforcement de la pression internationale - 90 procès pénaux sont initiés par l'administration. Cependant, l'énergie déployée pour résor-

ber le marché noir fléchit au bout d'un an, notamment à cause de la corruption. En effet, les contrevenants à la loi de 1993 proposent aux inspecteurs ministériels des dessous de table dont le montant peut dépasser deux à trois fois leur salaire mensuel (15). Toutefois, le bilan de la lutte contre le piratage vidéo s'avère globalement positif, puisque la loi joue un rôle important dans la structuration des circuits de diffusion.

La répression oblige certains distributeurs travaillant dans une complète illégalité à se retirer du marché. D'autres, dont l'activité n'est que partiellement illicite, choisissent de respecter les règlements de manière plus systématique. Ils se mettent à établir des contrats de distribution en dépit du coût supplémentaire que représente le paiement de droits et des taxes. Une telle stratégie peut s'avérer rentable, en particulier pour les firmes qui distribuent les films des grandes sociétés de production américaines. En effet, ces dernières soutiennent les diffuseurs qui acceptent de rentrer dans les cadres légaux, par exemple en les proclamant distributeur officiel de leur catalogue. Tel est le cas par exemple de la Warner Bros et la Columbia Tri-Star qui soutiennent la

société bulgare Bright Ideas<sup>16</sup>. Ces diffuseurs peuvent continuer à louer des cassettes illégales, surtout en province où les contrôles sont rares, mais ils tendent à diminuer la part des activités répréhensibles dans leur chiffre d'affaire.

### **La complicité des autorités bulgares dans le piratage des disques compacts**

**S**i les activités répréhensibles diminuent dans le secteur de la vidéo, la situation ne cesse au contraire de se dégrader dans le domaine des disques compacts. Ce secteur d'activité fait son apparition en Bulgarie dès 1991, lorsque l'usine DMON de Stara Zagora, une filiale de la société mixte d'Etat DZU, achète à Philips la technologie nécessaire à la production de cédéroms.

L'idée de départ consiste à fabriquer des disques optiques pour les ordinateurs à usage militaire, mais l'effondrement de l'industrie électronique bulgare et la perte des débouchés dans les pays d'Europe centrale et orientale conduisent les autorités de Sofia à chercher de nouveaux débouchés sur le marché international des disques audiovi-

suels. En 1994-1995, trois lignes de production fonctionnent dans le pays et leur nombre se monte à neuf au début de 1997.

Les lignes de production responsables du piratage sont bien connues par les autorités bulgares et, en particulier, par la police qui y effectue des confiscations occasionnelles (17). Elles sont en effet situées, pour la plupart, dans d'anciennes usines rattachées au complexe militaro-industriel.

Plusieurs sociétés de production de disques compacts auraient d'ailleurs été créées par un général en activité de l'Etat-major de l'armée bulgare (18). Selon le Service de la sécurité nationale (SSN), l'organisme bulgare chargé du contre-espionnage, le commerce des disques piratés est dominé par le groupement Multigrup et la société Gazprom. Le groupe d'Iliya Pavlov possède en effet 35% du plus important producteur, la firme mixte d'Etat DZU, et deux banques inféodées à Multigrup, à savoir la Kredit Bank et la Balkanbank, assurent le financement de la plupart des investissements et des transactions commerciales réalisées par le second opérateur du secteur, la société privée Unison (19). En février 1998, le chef du SSN affirmera

que plus de 1,5 millions de copies illégales fabriquées en 1997 dans l'entreprise d'Etat DZU-DMON à Stara Zagora ont été ensuite exportées en Russie au moyen d'avions appartenant au monopole gazier russe (20). Un rapport publié par le Ministère de l'Intérieur en 1998 admettra rétrospectivement que les compagnies responsables du piratage ont bénéficié de la complicité "de fonctionnaires expérimentés des douanes et des organisations de contrôle", moyennant quoi elles ont pu échapper aux sanctions (21). Il est fréquent d'entendre des fonctionnaires bulgares du Ministère de la Culture reprendre à leur compte, pour motiver l'absence de répression, le discours de justification mis au point par les groupements économiques responsables du piratage. La guerre contre la contrefaçon est présentée comme injuste : les sociétés de production occidentales exploiteraient la Bulgarie en sous-payant la main d'oeuvre très qualifiée de son industrie phonographique.

D'autre part, les faibles coûts de production dans le pays menaceraient les concurrents étrangers. C'est pourquoi les multinationales de l'Ouest chercheraient à éliminer sans pitié les usines de fabrication qu'elles ne contrôlent pas. La



pression internationale contre la production illégale serait donc une nouvelle forme de concurrence déloyale à l'encontre d'un petit pays qui déjà été durement pénalisé par les embargos contre l'Irak et la Serbie. En somme, les pertes infligées aux sociétés occidentales par le biais de la contrefaçon seraient une juste compensation.

Par ailleurs, le gouvernement bulgare est tenté de s'accommoder de cette forme de reconversion de l'industrie militaire qui a l'avantage de préserver des emplois menacés et d'apporter des devises fortes au pays. En 1996, les autorités mènent plus de 200 perquisitions auprès des petits distributeurs et beaucoup plus rarement dans les usines de production. Les forces de l'ordre rapportent 83 infractions au bureau du procureur, mais les enquêtes judiciaires ne débouchent sur aucune inculpation. Si, à l'occasion, quelques milliers de disques sont confisqués, la force publique se garde bien de toucher au matériel lourd des fabricants. Cette politique de contrôles ponctuels n'affecte guère les réseaux bien organisés qui sont au cœur du trafic. Au cours de ces descentes, des distributeurs sont retrouvés en possession d'autorisations de vente délivrées par la

police pour faire le commerce de disques piratés (22).

### **La pression internationale et le succès de la lutte contre la production de disques pirates**

**A**u fur et à mesure que se développe l'industrie du piratage audiovisuel et informatique en Bulgarie, le pays est montré du doigt par la presse internationale. L'image du pays sur la scène mondiale est ternie et les protestations officielles adressées à Sofia par les gouvernements étrangers se font de plus en plus vives. En octobre 1996, le ministère américain du Commerce place la Bulgarie sur une liste noire des pays "à surveiller en priorité" en ce qui concerne la contrefaçon.

A partir du début de l'année 1997, le gouvernement de Sofia part en quête de financements et d'investissements étrangers afin d'assurer le relèvement de l'économie bulgare après la crise bancaire de 1996. Pour ce faire, il doit redorer le blason d'un pays considéré comme l'un des plus corrompus du monde. La Bulgarie cherche également à devenir membre de

l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui implique une action publique plus vigoureuse en faveur du respect de la propriété intellectuelle. La communauté internationale en profite pour hausser le ton. Au printemps 1997, la question du piratage est au coeur des discussions lors des visites du président de la République Petar Stojanov aux Etats-Unis et du ministre de l'Intérieur Bogomil Bonev au Royaume-Uni. En juin, la Fédération internationale de l'industrie phonographique dépose une plainte contre la Bulgarie auprès de l'OMC. LA FIPI déplore que la loi de 1993 et les amendements au Code pénal de 1995 soient "virtuellement non appliqués" (23). Elle accuse la Bulgarie d'être le second producteur de disques pirates après la Chine. A partir de juillet 1997, la Commission européenne avise Sofia que le piratage de disques compacts empêchera la Bulgarie de devenir membre de l'Union. En outre, dès novembre, la Bulgarie est menacée de sanctions imminentes, à moins qu'elle n'entreprenne, avant la fin de 1998, une action significative contre les groupes du crime organisé. Le pays s'expose à une hausse des taxes sur les exportations à destination du marché commun et à la suspension de tous les traités de

coopération avec les gouvernements européens (24). Au début de l'année 1998, l'Alliance internationale pour la propriété intellectuelle, puis l'Association américaine des éditeurs de logiciels, classent la Bulgarie en tête de la liste des pays où les pratiques commerciales déloyales sont tolérées par le gouvernement. Par ailleurs, le Royaume-Uni met à profit son temps de présidence à la tête de l'Union européenne pour faire de la lutte contre le vol de priorité intellectuelle une priorité. Le ministre britannique de la Culture déclare : "Une méthode pour combattre le piratage est d'accentuer la pression diplomatique sur les pays qui produisent le plus de disques compacts illégaux. L'adoption d'une législation appropriée sur les droits d'auteur et le renforcement de la répression doivent devenir des conditions préalables à l'intégration européenne (25)". Quelques jours plus tard, les Etats-Unis menacent de prendre des sanctions économiques et commerciales contre la Bulgarie si la production et la diffusion de disques, de livres, de films et de logiciels pirates n'a pas cessé avant la fin de l'année : les autorités de Sofia sont alors au pied du mur. Durant le printemps 1997, une "campagne nationale" contre le piratage est décrétée, alors

que le décret n°164 d'avril 1997 supprime les dernières lacunes de la législation sur le commerce international de produits audiovisuels, la police et les services d'instruction effectuent des contrôles systématiques chez les distributeurs de disque à Sofia et sur la côte de la mer Noire. En juin 1997, une perquisition a lieu dans l'entreprise Unison à Botevgrad. 5.000 copies pirates sont saisies. Pour la première fois, la police s'empare de disques maîtres sans licence grâce à l'étude des numéros d'identification, ainsi que de matériel informatique destiné à assurer la reproduction. Le premier procès contre le directeur d'une firme accusée de production de disques pirates se déroule le même mois dans le Tribunal de Veliko Tarnovo. Il se termine par un acquittement pour insuffisance de preuve. Le 7 février 1998, les onze usines que compte le pays sont fermées afin de subir un contrôle de vingt-quatre heures, à l'issue duquel seulement deux d'entre-elles sont rouvertes. Par la suite, l'une de ces deux entreprises est accusée de production pirate. Elle est fermée à son tour en septembre 1998 et son directeur est mystérieusement assassiné quelques semaines plus tard. Un nouveau système de licences est instauré en sep-

tembre 1998 pour les lignes de production. Une commission gouvernementale des droits d'auteur est instaurée : elle rassemble, sous la présidence du ministre de l'Industrie, des représentants du Ministère de la Culture et des différentes institutions répressives. Elle est investie du pouvoir de retirer les autorisations de fabrication et de fermer les sites suspects (auparavant, une telle sanction ne pouvait être infligée que sur une décision judiciaire). En outre, le montant de la pénalité administrative en cas de piratage est rehaussé : il passe à 27.000 dollars au maximum (26). Chaque contrat de production conclu par une entreprise bulgare doit désormais obtenir un visa de la Commission des droits d'auteur.

Durant toute l'année 1998, les trois lignes de fabrication autorisées à fonctionner, de même que les sites fermés, ont été surveillés 24 heures sur 24 par la police (27). Cette présence policière vise à empêcher non seulement l'utilisation clandestine des usines mises à l'arrêt, mais aussi une manipulation du matériel dans les sites autorisés qui rendrait possible, même occasionnellement, une production pirate. Le principal lieu de production, la firme privée SMC, a en outre accepté de

recevoir des inspecteurs de la FIPI à tout moment. Par ailleurs, les producteurs et les commerçants peuvent désormais être perquisitionnés sans préavis et un ayant-droit lésé ou une organisation de défense des droits d'auteur peut solliciter à tout moment l'intervention des services douaniers. La surveillance des distributeurs est renforcée sur les lieux touristiques. Plusieurs centaines d'opérations de contrôle sont effectuées dans les magasins de location, les locaux des chaînes de télévision câblées et des stations de radios, les centres culturels. Ces descentes permettent de saisir, entre janvier et septembre 1998, plusieurs centaines de milliers de disques compacts et de cassettes vidéo (28). Plus de 200 enquêtes judiciaires sont ouvertes (29). Les premiers verdicts pour diffusion de disques pirates sont rendus en avril dans la ville de Nesebar, sur la côte de la mer Noire : le gérant d'un magasin et ses deux assistants sont condamnés à des peines de prison avec sursis (30). Par ailleurs, le Code pénal est de nouveau amendé en juillet, et la peine maximale pour piratage est portée à cinq ans de prison (31).

Fin 1998, la production à grande échelle de disques compacts illégaux est, au dire des

autorités de Sofia et des observateurs étrangers, démantelée sur l'ensemble du territoire bulgare. Selon la FIPI - dont le porte-parole félicite, dès avril 1998, les autorités bulgares pour leur détermination et la police pour son professionnalisme et son engagement - les conditions de surveillance sont devenues tellement draconiennes que plus aucune copie pirate ne peut être imprimée dans le pays (32). En novembre 1998, le ministère américain du Commerce extérieur félicite Sofia pour "les progrès remarquables" réalisés au niveau de la répression et retire la Bulgarie de la "liste prioritaire" des Etats qui autorisent le piratage et la violation de la propriété intellectuelle (33). En Bulgarie, le prix de détail d'un disque pirate a plus que doublé entre 1997 et 1999, et la qualité s'est beaucoup dégradée, signe que les imitations sont désormais réalisées dans de petits ateliers clandestins.

Ce succès de la politique criminelle doit cependant être nuancé. En effet, une partie des équipements destinés à la production de disques compacts, désormais inutilisables sur le sol bulgare pour le piratage, a été transportée dans les pays proches, notamment au Monténégro. De plus, les marchandises illégales con-

tinuent à transiter par la Bulgarie et ce pays demeure une plaque tournante du marché de la contrefaçon à destination de la Russie et de l'Union européenne (34). La répression policière s'est donc réorientée vers la lutte contre le trafic international, ainsi que vers la surveillance des chaînes câblées et des stations de radio qui diffusent des produits audiovisuels sans payer les droits d'auteur. Par ailleurs, face aux contrôles renforcés des autorités sur les marchés et dans les boutiques, les distributeurs bulgares de disques contrefaits ont adopté de nouvelles méthodes de vente. Ils se rendent désormais dans les entreprises et proposent aux employés d'acheter sur catalogue. En outre, la présence permanente de contrôleurs sur les lieux de production est difficile à maintenir pour des raisons financières.

### Conclusion

**L**es mesures ayant contribué à la restauration d'une certaine efficacité de la politique pénale ont chaque fois visé à surmonter plusieurs facteurs d'affaiblissement de l'action répressive. Ces améliorations ont consisté à rétablir des solutions de continuité, ainsi que des modes de coordination et d'articulation entre

les différents dispositifs de régulation des pratiques économiques, depuis le contrôle interne de gestion jusqu'à l'enquête judiciaire. Au niveau du Ministère de l'Intérieur, l'effectif du Service national de lutte contre le crime organisé a été augmenté de moitié, et des coopérations ont été instaurées avec la police économique et les services douaniers. Au lieu de traditionnels groupes spécialisés, des équipes associant plusieurs types d'expertises technique, économique, financière et juridique ont été mises en place pour poursuivre les criminels en col blanc. L'accent a également été placé sur la coopération internationale. L'exemple de la lutte contre le piratage audiovisuel illustre cette volonté de raccrocher les maillons de la chaîne du contrôle public.

La politique menée contre la contrefaçon de disques compacts met en oeuvre l'ensemble de ces aspects. Ainsi le renforcement des contrôles administratifs et judiciaires dans les entreprises est assorti de l'obligation faite aux gestionnaires d'adopter un système de comptabilité et de gestion des stocks plus rigoureux. En 1996, le Conseil des ministres décide un recensement précis de l'ensemble des équipements qui, dans les

firmes bulgares, sont capables de fabriquer des enregistrements de sons ou d'images. Tout investissement destiné à augmenter les capacités de production devra impérativement être déclaré aux autorités. Afin de reconnaître les copies illicites, chaque disque ou cassette reproduit en Bulgarie devra désormais porter un code du Système international d'identification (35). A partir de janvier 1998, les producteurs sont tenus d'archiver les documents douaniers et les contrats commerciaux. Ils doivent être en mesure de présenter une comptabilité exacte des quantités fabriquées, des titres copiés, ainsi que des produits intermédiaires utilisés ou stockés, sous peine de voir leur usine fermée sur le champ (36). Le contrôle des registres est effectué chaque semestre. Par ailleurs, les cadres dirigeants des entreprises d'Etat compromises dans le piratage sont remplacés. En ce qui concerne la coopération à l'intérieur du système pénal, une organisation est créée par l'Etat afin de coordonner les efforts des différentes institutions en charge de la répression du vol de propriété intellectuelle : l'Association bulgare pour le contrôle de l'usage illégal des droits d'auteur sur les produits audiovisuels (BULACT). Afin d'échanger

des informations sur les méthodes de lutte contre le piratage et l'exportation illégale de copies pirates, BULACT organise des conférences internationales et des séminaires rassemblant des experts étrangers, des policiers et des juristes occidentaux, des représentants des industries culturelles, des responsables des services spécialisés au sein du Ministère de l'Intérieur, des douaniers, des instructeurs, des juges et des procureurs. Sur le terrain, des opérations de contrôle sont réalisées conjointement par des experts de BULACT et des membres de la police. Par ailleurs, des représentants de la Fédération internationale de l'industrie phonographique sont autorisés à inspecter directement les lignes de production bulgares.

En raison de la méconnaissance des méthodes de protection de la propriété intellectuelle par les organes de l'ordre et de la justice, un programme de qualification professionnelle est lancé à l'initiative du Ministère de l'Intérieur. Le but en est de sensibiliser les différents organes d'Etat aux problèmes du droit d'auteur et des droits voisins. Par la suite, trois "groupes de travail mixtes" pour la protection de la

propriété intellectuelle et la lutte anti-piratage - rassemblant des policiers, ainsi que des contrôleurs des ministères de la Culture et des Finances - sont mis en place en 1997, sous l'égide du Service national de lutte contre le crime organisé, et un laboratoire spécialisé est créé auprès du Ministère de l'Intérieur avec l'aide de la FIPI afin de vérifier l'origine des disques confisqués. En fin de compte, deux ans après être passée à côté de la faillite complète, la Bulgarie est parvenue à stabiliser son économie, ce qui lui a permis d'améliorer son image vis-à-vis de l'Occident. Le durcissement de l'action publique visant à faire reculer les activités illégales a entraîné le retournement de la tendance à la criminalisation de l'Etat et une normalisation partielle des pratiques économiques. La capacité d'influence des réseaux semble avoir reculé, la criminalité économique diminue et l'argent recommence à affluer dans les caisses de l'Etat. Les entreprises parallèles abandonnent progressivement les méthodes relevant de la délinquance et se résignent à légaliser leurs activités. Il est certain que seul l'impact des acteurs inter-

nationaux a pu engendrer ces processus d'adoption de règles transparentes et soumises aux conventions mondiales, ainsi que de leur application efficace sur le territoire nationale.

q

## NOTES

1 Delorme R. (1996) "Un cadre théorique pour les relations entre l'Etat et l'économie dans les économies en transformation", in *A l'Est, du nouveau. Changement institutionnel et transformations économiques*, Paris : L'Harmattan, pp.19-52, p.50.

2 *ibid.*

3 Bayart J.-F. (1989) *L'Etat en Afrique, la politique du ventre*, Paris : Fayard, p.295.

4 *ibid.*

5 Bafoil F. (1997) *Règles et conflits sociaux en Allemagne et en Pologne post-communistes*, Paris : L'Harmattan, p. 112.

6 *ibid.*, p. 229.

7 Christophe Chatelot, "Vingt-cinq millions de CD pirates sont fabriqués chaque année en Bulgarie", in *Le Monde*, 30 oct. 1997, p. 6.

8 Bocharov P., "Government Aims to Beat CD Pirates", dépêche de l'agence RFERL, 28 avril 1998.

9 "Bulgaria Bulldozers Pirate Compact Discs", dépêche de l'agence RFE Newsline, 29 juillet 1997.

10 L'exemple suivant illustre les relations de complicité qui existent entre les trafiquants bulgares et les services publics, en l'occurrence ferroviaires : en juin 1997, 50 000 disques sont saisis par les douaniers bulgares dans un train à destination de la Russie : des copies illégales sont dissimulées dans les doubles cloisons des compartiments, derrière les sièges, dans les bagages de passeurs déguisés en touristes et jusque dans la cabine du conducteur. SEMERDJIEVA L., "Bulgaria Losing Battle with Digital Pirates", dépêche de l'agence Reuters, 23 juin 1997.

11 Rawsthorn A., "CD Crackdown as Music Piracy Concern Grows", in *Financial Times*, 25 juin 1997.

12 La Convention de Rome (1961) et la Convention de Genève (1971). La Bulgarie avait déjà ratifié la Convention universelle sur le droit d'auteur en 1975.

13 Cf. Vassileva M. (1998) *La société bulgare à la découverte de l'espace public*, Thèse de doctorat en Etudes slaves, Grenoble : Université Stendhal, p.341-342.



14 L'amende maximale pour une première infraction - soit 200 000 leva - représente en 1993 l'équivalent de 6 000 dollars et seulement de 100 dollars quatre ans plus tard. Le fonds constitué par les amendes est géré par le Conseil des ministres, au profit de la culture et de la protection du droit d'auteur.

15 Tokarova P. (1996) "Avtorskopravnoto zakonodatelstvo v Bulgariya - razvitiie, nastojaste i problemi", in *Balgarsko mediaznanie*, Sofia : Balkan media, p. 197.

16 Bulgarian National Film Center, *Shooting Guide*, Sofia, 1994, p. 47.

17 Kontinent, "War on Piracy", in *The Insider*, n°8, 1997, p. 7.

18 Entr., Milan Milouchev, journaliste au quotidien *Trud*, responsable de la rubrique criminelle "La lampe bleue", Sofia, avril 1998.

19 Rapport du Ministère de l'Intérieur sur la production illégale et le commerce de disques compacts en 1997, Sofia : Centre de presse du Ministère de l'Intérieur, 1998.

20 "Gazprom Involved in Bulgarian CD Piracy", dépêche de l'agence RFE Newslite, 23 février 1998.

21 Cf. supra.

22 "Bulgarian Police Arrest Two Suspects in Pirated CD Sales", dépêche de l'agence Reuters, 12 septembre 1998.

23 Tochkov V., "Bulgaria Smashes Pop Hits to Crush CD Pirating Industry", dépêche de l'agence Dow Jones, 26 juillet 1997.

24 Murphy B., "Record Chiefs Push for Sanctions", dépêche de l'agence Associated Press, 15 novembre 1997.

25 Goldsmith C., "U.K. Official Plans Strategy to Strengthen Piracy Law", in *The Wall Street Journal*, 21 janvier 1998.

26 "Bulgaria to License CD Makers to Fight Piracy", " , dépêche de l'agence Reuters, 20 janvier 1998.

27 Leur capacité de production totale est de 40 millions d'unités par an, dont 1% sont destinées à la consommation intérieure.

28 Selon Rozalina Apostolova, directeur général de BULACT, citée dans une dépêche de l'agence BTA, 26 octobre 1998.

29 En particulier, la firme d'Etat Unison devra répondre de la plainte

déposée par Polygram, Sonny Music et Warner Music.

30 "Bulgaria Hands First Sentence to CD Pirates", dépêche de l'agence Reuters, 16 avril 1998.

31 Semerdjieva L., "Bulgaria says Big Progress in CD Piracy Fight", dépêche de l'agence Reuters, 29 octobre 1998.

32 Bocharov P. , op.cit.

33 "Bulgaria-US Successes In Curbing CD Piracy", dépêche de l'agence BTA, 9 novembre 1998.

34 "L'importation de CD pirates succède à l'arrêt de la production illégale", dépêche de l'Agence France Presse, 11 janvier 1999.

35 Décret n° 87 de 1996.

36 Rapport du Ministère de l'Intérieur sur la production illégale et le commerce de disques compacts en 1997 , op.cit.

# L'identité féminine dans la presse écrite roumaine : topos et réalité

PAR DANIELA ROVENTA-FRUMUSANI

## Postmodernité, identité, communication

**D**ans ses récents écrits sur la morale, Umberto Eco (1998) offre une schématisation similaire à l'analyse impitoyable de Pierre Bourdieu (1996-Sur la télévision. L'emprise du journalisme). La macrostructure étant analogue:

- spectacularisation du politique;
- pression du "scoop" et de la logique commerciale;
- hégémonie de la télévision,

les perspectives sont

bien différents; pour Eco l'essentiel c'est l'évolution du système et des populations des concepts, alors que pour Bourdieu le rôle de l'acteur au sein du champ journalistique prévaut.

Dominé par la logique de l'audimat, le système médiatique dans son ensemble se télévisualise (la télévision n'impose pas seulement l'agenda de la presse, mais aussi le type de discours : audio - scripto - visuel, dans un tempo trépidant qui interdit l'analyse structurale pro-

DANIELA ROVENTA-FRUMUSANI est doyenne de la Faculté de Journalisme et des Sciences de la Communication de Bucarest (Roumanie)

fonde des phénomènes, la corrélation et les effets des événements, s'arrêtant au niveau superficiel des faits ponctuels spectaculaires).

En même temps la presse écrite quotidienne acquiert les caractéristiques d'un hebdomadaire (bavardage et commérage du monde politique et du show-business, autrement dit actualisation du talk-show télévisé, genre conversationnel mosaïque, à fleur de peau, indifférent aux racines profondes des crises sociétales graves.

Après les polémiques et débats des années 70 concernant la discrimination fait/commentaire et corollairement l'objectivité de la presse, on assiste aujourd'hui à une thématisation dangereuse susceptible de transformer quelques incidents critiques intensément médiatisés en tendances générales (par exemple à partir de quelques cas de comportement maternel pathologique la presse induit l'opinion d'une jeunesse féminine égoïste, inhumaine; les exemples puisés par Eco dans la presse italienne "Une mère divorcée donne sa démission en tant que mère", "Elle naît et ensuite laisse sa fille mourir" sont tout aussi valables pour les choix thématiques et erreurs logiques de la presse

roumaine postcommuniste).

Or le développement des télévisions thématiques et d'une presse écrite "télévisuelle" en accord peut être avec la "vision libérale de la liberté totale de l'individu insularisé" (Michèle Martin et Serge Proulx, 1995:287) ne doit aucunement éliminer la communication entre divers groupes sociaux et leur sensibilisation aux grands questionnements contemporains.

Si les médias découpent symboliquement le réel en métamorphosant les événements en mythes médiatiques et si les individus agissent à partir de ces images plutôt qu'à partir de leur propre expérience, la modalité dans laquelle la presse, la radio, la télé opèrent devient une question cruciale à une époque de destruction/restructuration des valeurs fondamentales (liberté, identité, éthique).

Le positionnement de la femme dans l'espace public et les médias est significativement marqué par la logique de l'information marchandise induite par la concurrence farouche de l'économie de marché, autrement dit par l'inégale distribution de visibilité et participation dans l'espace public: minorité de leaders surinformés et

suréquipés/vs/majorité silencieuse sousinformée, sous-représentée sinon totalement ignorée.

L'annihilation symbolique de la femme (par trivialisation, invisibilisation et immobilisation dans des emplois subalternes, mineurs) remarquée par Gaye Tuchman il y a 20 ans déjà se perpétue paradoxalement en dépit de la révolution féminine décrite par Gilles Lipovetsky dans "La troisième femme", des plaidoyers pour la parité (cf. l'un des derniers numéros du Monde Diplomatique) et de la revalorisation de la différence (ethnique, religieuse, de genre).

A certains égards la dégradation de l'identité féminine dans les pays postcommunistes qui traversent un antiféminisme sans avoir connu le féminisme (l'époque communiste étant une naturalisation forcée de la différence) est corrélable à l'antiféminisme ouest-européen actuel basé sur la recomposition identitaire féminine "family based", dérivant en emplois part time, travail à domicile, jusqu'à la féminisation de la pauvreté et la discrimination salariale et professionnelle.

En Russie un homme politique n'hésite pas à affirmer "Si

nous nous imaginons l'humanité comme une grande famille, alors les femmes sont responsables pour la continuité et la stabilité du système, alors que les hommes expérimentent, avancent, prennent des risques. Les femmes ne peuvent pas jouer un rôle primordial, pas même égal (P. Watson, 1998).

La démocratisation des pays ex-communistes s'est avérée mysogine dans tous les Etats bien que pour des raisons différentes: la résurrection de l'Eglise catholique en Pologne et en Croatie, de celle orthodoxe en Roumanie à côté du syndrome Elena Ceauæescu. Dans la mesure où les femmes ont été considérées bénéficiaires du système communiste ou ayant comme allié l'Etat communiste, le féminisme a été identifié dans les Etats ex-socialistes avec le socialisme et a été répudié comme antinational et antinaturel (les femmes commissaires du type Ana Pauker étaient d'importation, des produits de l'internationalisme bolchevik).

### **La femme dans la presse écrite roumaine. Mythes et réalités**

**D**ans l'époque actuelle d'explosion des différences

on assiste à l'augmentation des "altérités": les moins nombreux (minorités religieuses, ethniques, sexuelles), les moins intégrés économiquement et politiquement (femmes, groupes défavorisés). Les différents aspects de l'identité ont constitué et constituent un pôle catalyseur: l'identité nationale, ethnique, sexuelle.

Le recours à l'identité devient obligatoire dans les moments de rupture, de crise quand la communauté revient à ses mythes fondateurs, aux références verticales de sa mémoire collective pour éclairer les références sociologiques, horizontales du hic et nunc.

Paul Ricoeur présentait dans "Temps et récit" la construction de l'identité comme opération narrative; en partant de l'analyse de l'autobiographie il constate que l'histoire d'une vie est continuellement refigurée par toutes les histoires véridiques et fictives que le sujet raconte sur soi même. Cette refiguration transforme la vie même en tissu d'histoires racontées. Autrement dit, l'individu et la communauté s'identifient à ce qu'on en raconte. Or dans la construction de l'identité minoritaire, infériorisée par rapport à la majorité, les médias jouent un rôle essentiel par la

diffusion des représentations sociales comme instruments de catégorisation des personnes et des comportements.

Entre l'impersonnel du stéréotype et la personnalisation médiatique de quelques figures, l'Autre n'est pas seulement le dissemblable (l'étranger, le marginal, l'exclu) mais aussi le "terme manquant, le complémentaire indispensable et inaccessible" (E. Landowski, 1997 : 10), qu'il s'agit de rendre présent et signifiant ("pratique sémiotique en situation qu'est précisément la production de l'Autre, comme faisant sens". (E. Landowski, 1995 : 12).

Par rapport à la situation de l'Europe Occidentale (domination masculine dans les emplois techniques et décisionnels et féminine dans les emplois administratifs et certains secteurs traditionnels : culture, éducation), l'Europe Orientale et Centrale s'inscrivent dans la même sous-représentation au niveau de l'agent émetteur (créateur d'émissions radio ou télévisées etc.) et au niveau du contenu . Malheureusement la presse écrite roumaine qui souffre du syndrome "Evenimentul Zilei" (le "Bild" ou "Journal de Montréal" roumain) emploie le corps de la femme comme support (narratif et iconique) des

faits divers sensationnels, comme accrochage publicitaire et levée de tabous (le "boom" de la presse érotique et pornographique).

Par contre, les femmes dans la profession ( santé, éducation, recherche etc.), les femmes au chômage, les femmes des partis ou NGO, les femmes rédacteurs en chef des publications importantes (Alina Mungiu, Elena Stefoi, Gabriela Adamesteanu etc.) n'arrivent que rarement à passer leur message dans les médias, à questionner leur image et condition. Si dans les médias occidentaux on constate l'émergence d'une nouvelle personnalité féminine ironique, décontractée, sophistiquée, pastichant les stéréotypes traditionnels, dans les pays post-communistes on remarque un retour presque narcissique à la femme-femme, comme réaction à l'image insupportable de la femme à la grue ou au volant du tracteur, de même que le refus de visibilité, en tant que rejet de toute continuité avec les politiques communistes (cf. aussi N.Funk 1992).

Or, qu'en est-il de tous les changements de la condition féminine à l'époque de la transition dans les médias roumains ? Rien ou presque rien.

Vu le poids de la tradition et les modèles passésistes, l'image de la femme est incroyablement traditionnelle. Les stratégies féminines occidentales visant la création d'une contre-culture au sein de la culture patriarcale dominante ne sont pas intériorisées; il n'y a pas de groupes d'action qui évaluent les émissions radio et télévisées (tels "Women's Media Action Group" en Grande Bretagne), exerçant des pressions pour l'accès non discriminatoire dans les médias et le développement des médias alternatifs (agences de presse féminines, groupes de production radio-phonique et télévisuelle féminins etc.).

La sensibilisation des destinataires ainsi que des destinataires des messages au *journalisme de la structure et non seulement à celui de la surface* (fait divers, sensationnalisme, "du sang, des sous, du scandale à la une") pourra contribuer au changement de l'image monocorde de la femme, l'éloignant sensiblement du portrait robot esquissé dans une sémiotique de la dérision et du stéréotype par la revue "Dilema" numéro 70/1993 dans le texte *Actualités. Sommaire*: "Réceptions. A Cotroceni, au palais Victoria, au Parlement dans des fauteuils confortables

des hommes (rarement des femmes et toujours d'un certain âge) sourient pendant que d'aucuns prennent des notes et une voix in off présente la signification de l'évènement, le respect réciproque, la traditionnelle amitié. Symposium. Dans des sièges moins célèbres des hommes (des femmes un peu plus jeunes) sérieux, les casques aux oreilles s'ennuient sur des sujets très importants: réforme, extrémisme, Sida; Conférences de presse. Les tables ont disparu, sont restés les hommes et les chaises. L'âge des femmes baisse. L'opérateur s'en réjouit et s'attarde sur de jolis visages. Cependant les porte-paroles portent le plus de paroles possible; Vie économique. Sur un fond d'étables dévastés et de halles vides des hommes (des femmes qui ressemblent aux hommes) parlent avec pudeur de quelque chose qui est arrivé en 1989 et a amené chômage, blocage financier. Le fait que celui qui parle reste debout et nous montre des groupes de travail d'hommes mal rasés et de femmes mal habillées confère du dynamisme et de la persuasion aux sujets traités".

Médiatisés ou non, les problèmes les plus inquiétants reliés à la condition féminine en Roumanie sont:

i) la pauvreté croissante des femmes seules (jeunes mères

de familles ou vieilles veuves);  
ii) absence dans l'espace public;

iii) renoncement à la carrière ("Trop de cuisine et trop peu de carrière"- affirme Sorin Rosca Stanescu le directeur du quotidien *Ziua*. "Nous avons besoin de plus de restaurants et d'aide aux ménages").

En tant que créateurs d'opinion, les journalistes ont été invités d'exprimer leur perception de la condition féminine (Antoaneta Niculescu dans son mémoire de licence "La femme dans l'espace public roumain", 1996 a interviewé une centaine de journalistes de la presse écrite et audio-visuelle. Les journalistes (hommes et les femmes entre 25 et 45, les plus vieux refusant de répondre au questionnaire) estiment que les femmes sont trop peu impliquées dans la vie politique (40% des personnes questionnées assertent que les femmes sont très peu impliquées, alors que 28% estiment qu'elles sont seulement peu impliquées). La plupart des journalistes considèrent cette image convergente avec la réalité (43%) ou partiellement correspondant avec la réalité (36%).

L'image actuelle : invisibilité, incompétence, inactivité a été expliquée par les facteurs suivants: absence de qualifica-



tion, hostilité de la mentalité masculine; manque d'intérêt des femmes elles-mêmes; absence d'une tradition des femmes dans la politique (le seul modèle connu étant la Dame de fer); enfin mais en tant que moins important, le syndrome Elena Ceausescu.

En ce qui concerne les déficiences des femmes politiciennes elles mêmes, la majorité des journalistes hommes aussi bien que femmes identifient comme points névralgiques l'absence de courage et d'autonomie, la modestie exagérée et la subordination excessive, l'autovictimisation et l'absence de solidarité féminine.

Comme prédiction à court terme (4 ans), il n'est pas dépourvu d'intérêt de mentionner que la plupart des journalistes n'entrevoient pas de changement significatif (54%), d'autres sont sceptiques (39%) et très peu sont optimistes (8% femmes et 19% hommes). Le changement pourrait être l'effet de la nouvelle génération de femmes jeunes, diplômées de sciences politiques, droit, sociologie, communications etc. Actuellement la condition féminine concrétise parfaitement l'observation de Simone de Beauvoir : "Vous enfermez les femmes dans la cuisine et

le boudoir en ensuite vous vous étonnez qu'elles aient un horizon tellement limité".

*L'analyse de contenu de la presse écrite roumaine* confirme la visibilité des femmes comme acteurs (directeurs de publications, éditeurs en chef, photographes etc.), mais *l'invisibilité comme identité sociale réelle*. Nous avons coordonné le monitoring de trois journaux nationaux (Cristiana Ghetau, 1996 - "La femme dans la presse écrite roumaine", mémoire de licence): *Adevarul, România Liberă, Evenimentul Zilei* en octobre, novembre, décembre 1995 (221 journaux contenant 4280 articles dans la une, la dernière page et la page sociale). L'analyse de contenu prouve que les auteurs des messages (journalistes) sont 40% femmes et 60% hommes, mais que les acteurs des informations sont 12% femmes et 88% hommes (les femmes étant victimes des crimes, viols etc ou top models et vedettes du sport, du cinéma, etc.). Des 4000 articles seulement 3% sont consacrés à une problématique typiquement féminine (violence principalement) et 1,5% à l'éducation des femmes, aux conditions de travail des femmes, au chômage etc. Un seul article était consacré à la question de l'égalité des chances. Ces résultats con-

firmement un monitoring global réalisé par l'organisme canadien Media Watch en collaboration avec l'UNESCO dans 80 pays à la veille de la Conférence Mondiale des Femmes à Beijing dans lequel apparaissent des chiffres similaires : 57% journalistes hommes et 43% femmes, donc relatif équilibre au pôle production de nouvelles, mais 83% hommes acteurs (politiques, économiques etc) et 17% femmes et seulement 11% des informations consacrées à des problématiques féminines (pauvreté, chômage, inégalité des chances ou visibilité des femmes qui ont réussi dans leur carrière)

La principale tendance est celle de victimisation des femmes : 22% des femmes sont victimes de viols, d'accidents ou crimes et seulement 8% des hommes.

L'âge des femmes acteurs est 18-35 (vu les professions choisies: vedettes, top models) alors que les hommes appartiennent à toutes les classes d'âge et de professions)

Pour 29% des présences féminines la profession n'est pas mentionnée, ce qui compte c'est le nom, l'âge, l'apparence, le statut marital. Il semble que la presse écrite offre une

réponse quantitative satisfaisante mais une image qualitativement uniformisante (sexe, violence, instrumentalisation du corps), alors que la télé est insatisfaisante au niveau quantitatif mais avec des exemples qualitatifs notables (l'émission *Working Women* de la télé privée Amerom, de même que les portraits hebdomadaires de TeleEuropa Nova dans les années 1996-1998).

Les questions et dilemmes quant au rapport public-privé recourent des recherches actuelles sur la gestion de la sphère familiale et professionnelle. Pour la génération '90 (à l'opposé des générations antérieures) le projet de carrière n'est plus l'exception, mais la règle, car le désir de succès devient socialement acceptable. Pourtant la gestion de la vie publique et de celle privée reste partout problématique. "Il faut passer de la centralité de la production (où la reproduction est considérée comme résiduelle, privée, liée aux obligations familiales) à la centralité de la reproduction des individus; cela non seulement dans les analyses des femmes et dans leurs consciences, mais surtout dans les politiques, dans la gestion administrative et la pratique des communautés. Pour donner un sens à notre vie, il faut inventer des projets qui as-

sument l'importance de la qualité de la reproduction et de l'autonomie des individus (...) Dans ce sens la reproduction des individus cessera d'être une tâche confiée à un sexe et deviendra le seul objectif d'une société plus sensée" (Alisa Del Re, 1994 : 10).

*L'intégration de la problématique féminine dans les contenus médiatiques par une couverture adéquate* - ni la présence asexuée des "années glorieuses", ni la "sex symbol" des "beauty contests", mais l'individu avec une corporalité, démarche, mode de pensée, attentes et frustrations spécifiques -, la sensibilisation de l'opinion publique et des décideurs aux dilemmes et discriminations de genre, la résolution de l'attentisme des femmes quant à leur avenir pourrait contribuer du moins en partie à la solution de la crise de légitimité et de participation qui secoue la société roumaine de la transition ou des "carrefours du labyrinthe".

Dans le contexte des changements provoqués par la chute du régime communiste en Roumanie, les femmes ainsi que d'autres catégories défavorisées gardent leur cône d'ombre, double tâche quotidienne et discrimination à l'emploi et à la promotion. Si l'analyse de trois quotidiens de

grand tirage : Adevarul, Evenimentul Zilei et Romania Libera pendant 3 mois (octobre, novembre, décembre 1995) a mis en évidence une disproportion frappante entre les acteurs sociaux (hommes /vs/femmes) ainsi que la représentation unilatérale, distorsionnée de la "moitié anonyme, deux ans après (20 novembre - 20 décembre 1997) compte tenu du changement politique (remplacement du gouvernement socialiste considéré par certains crypto-communiste par une alliance de centre-droit CDR - Convention Démocratique de Roumanie réunissant libéraux et chrétiens-démocrates) on se serait attendu à un changement de focalisation dans le statut de la femme aussi. Or l'analyse de contenu appliquée aux quotidiens Adevarul et Romania Libera relève la configuration thématique et actantielle suivante:

i) ADEVARUL sur 38 articles sur les femmes, les femmes apparaissent dans 26 comme victimes (des abus sexuels, de tentatives de meurtres, des réseaux des proxénètes), dans 5 comme individus monstrueux (mères et épouses criminelles), dans 4 comme délinquantes ("Tante proxénète, nièce prostituée" etc.), dans 3 par rapport à leur statut social (la femme du chef

de l'Etat en visite aux USA, les femmes de l'industrie minière et une vedette de la mode), soit 70%; 13%; 10%; 7%;

ii) **EVENIMENTUL ZILEI** cumule sur un total de 47 articles concernant les femmes, 20 articles sur les femmes victimes de la violence domestique ou dans la rue (une attention spéciale étant accordée à une journaliste attaquée devant son immeuble, volée et défigurée au moment où elle travaillait à une investigation importante, 10 articles sur des femmes maléfiques (mères et épouses monstrueuses, assassines des époux ou enfants, prostituées qui volent leurs clients, sorcières et même magistrats corrompus), 8 sur des femmes objets (top model ou belles gitanes vendues par leurs parents ou maris) et seulement 9 sur des "career women" (mais uniquement dans le domaine du show business) soit 42%; 21%; 17%; 19%.

Silence total sur les femmes managers (dirigeants efficaces de petites et moyennes entreprises), sur les femmes dans les médias (éditeurs en chef ou directeurs de publications de prestige : "Dilema", "22"), sur les femmes du monde académique ou de la recherche. Cette représenta-

tion négativisante, minorante de 51% de la population est indubitablement liée:

i) à la crise économique et politique qui place les femmes dans une double dépendance (époux et Etat);

ii) à la masculinisation de l'espace public et à la féminisation de la pauvreté (rejet de la politique communiste "d'émancipation de la femme");

iii) à l'attentisme, à la passivité des femmes elles-mêmes qui acceptent le diagnostic du ministre Andrei Plesu : "Les Roumains trouvent que pour les échecs le responsable est toujours l'autre, jamais l'individu en cause".

La solidarité des femmes elles-mêmes et l'activité des journalistes pourrait produire petit à petit l'érosion de ces clichés et la restructuration de la sphère publique.

Si dans les médias occidentaux apparaît une nouvelle personnalité féminine (ironique, sophistiquée, autonome - la troisième femme dont parle Gilles Lipovetsky), dans les pays postcommunistes nous assistons à une sousreprésentation et sousparticipation des femmes en tant que rejet possible de la "femme commissaire stalinienne" et de toute

trace de continuité avec l'idéologie communiste (incluant la rhétorique de l'émancipation féminine).

### En guise de conclusions

Nous assistons ces dernières décennies à une profonde réévaluation des concepts d'identité, appartenance, authenticité dans le nouveau cadre postmoderne. Les idées de progrès, rationalité, objectivité qui ont légitimé la modernité occidentale sont mises en cause par des notions telles ambiguïté, contingence, provisoire.

Dans une nouvelle logique, le pluralisme postmoderne infrastructure par la multiplicité et la différence nous habitue au paradigme inclusif: remplaçant la disjonction ou/ou par l'émergence de la conjonction multiple (culture des élites et culture des masses, modèle culturel homogénéisant type melting pot américain et multiculturalisme canadien etc.).

En acceptant la multiplicité à la place de l'unicité sécurisante, en vivant la relation et non pas l'opposition, on pourrait transformer les tensions génératrices de conflits en complexités postmodernes enrichissantes.

Or, l'une des mutations post-

modernes les plus significatives est représentée par la reconstruction de l'identité, l'émergence de l'authenticité et la reconnaissance. Pour empêcher les nouvelles communautés tribales, définies par leur intense sentiment d'appartenance de devenir impénétrables et même anomiques, nous devons redécouvrir au delà de l'hédonisme narcissiste, les relations sociales, la responsabilité, la solidarité. Dans ce sens la pensée et la pratique féministe représentent une belle leçon de solidarité et networking, d'ouverture vers une culture communicationnelle, empathique, perméable aux sens et aux valeurs (de la vie et de la nature en premier lieu).

En fait c'est le sentiment d'appartenance nationale et l'occultation des minorités qui ont contribué de manière décisive à l'effondrement des régimes communistes par le soi-disant "retour du refoulé" ou narcotisation des conflits ethniques, religieux, mis au frigo pour cinquante ans. La condition postmoderne ne cesse d'être définie par la "bande" des quatre : nationalisme, histoire, religion, identité (J. Rupnik inter alii). On assiste donc paradoxalement à l'accroissement de l'homogénéité économique et

médiatique (mondialisation de l'économie et de l'information) et en même temps d'une distinctivité exacerbée, on poursuit la quête dramatique de sa propre identité nationale, sexuelle, de groupe etc. Le recours à l'identité devient obligatoire dans des moments de rupture, lorsque la communauté revient aux mythes fondateurs, aux références verticales de la mémoire collective pour éclairer les références horizontales du *hic et nunc* (cf. Gina Stoiciu, 1997:194).

Si la liberté des anciens était fondée sur l'égalité des citoyens, la liberté des modernes est fondée sur la diversité sociale et culturelle des membres de la société: La démocratie est l'instrument politique de sauvegarde de cette diversité, d'association des individus et des groupes toujours plus divers dans une société qui doit fonctionner comme un tout (A. Touraine, 1994:171). Autrement dit, le défi à relever et résoudre consistera dans l'établissement d'un équilibre entre la diversité culturelle et la cohésion sociale, d'une synthèse entre l'unité et la diversité. Comme les sociétés en transition ou les espaces disciplinaires "in progress", le sujet postmoderne n'est plus l'actualisation d'un principe universel (raison, devoir etc.); il est plutôt

un travail, un projet, un parcours, l'unité narrative d'une vie (P. Ricoeur), définie par la liberté de se construire et non plus par des rôles attribués. L'idée moderne de sujet combine en fait trois éléments indispensables: la résistance à la domination (que ce soit la colonisation des "sauvages" ou la ghettoisation des femmes par les maîtres), la liberté comme objectif central et condition du bonheur et la reconnaissance de l'autre comme sujet (cf. A. Touraine, 1994:178-179), autrement dit la raison, la liberté et la mémoire.

Entre des formes politiques opposées (le totalitarisme et les intégrismes) la démocratie, fondée sur le projet individuel et sociétal et la reconnaissance de l'autre, continue son parcours semé d'embûches, sinueux et pas mal difficile. La démocratie indissociablement liée à tout ce que les rationalistes avaient expulsé, refoulé: la sexualité et la folie, l'inconscient et l'univers colonisé, le travail prolétaire et l'expérience féminine, rapproche ces périphéries dans un mouvement centripète, intégrateur (cf. A. Touraine, 1994:201).

Si on voulait répondre à la célèbre question lancée par Roland Barthes dans les

années 70 “Par où commencer?”, on pourrait affirmer sans peur de se tromper: pour ce qui est du féminisme roumain par le début (historique du mouvement, rôles et images des femmes dans la littérature et les médias, insertion professionnelle et politique des femmes, projets politiques et projets pour les femmes etc.).

q

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Beaugé, Florence, 1999 "Le "deuxième sexe" du journalisme" in *Le Monde diplomatique-Femmes, le mauvais genre ?*, no 44. mars-avril
- Bourdieu, 1999 "Au coeur de la domination masculine" in *Le Monde diplomatique - Femmes, le mauvais genre ?*, no 44, mars-avril
- Bourdieu, Pierre, 1998 *Despre televiziune. Dominatia jurnalismului*, Bucuresti, Meridiane
- Del Re, Alisa 1994 "Temps de travail salarié et temps de travail de reproduction", conférence donnée à l'Université des femmes, organisée par Unesco, Bucarest, le 3 octobre
- Eco, Umberto, 1998 *Cinci scrieri de morală*, Constanta, Pontica
- Funk, Nanette, 1992 (ed.) *Gender Politics and Postcommunism*, New York, London, Routledge
- Heinen, Jacqueline, 1999 "Illusions perdues à l'Est" in *Le monde diplomatique Femmes, le mauvais genre?*, no 44, mars-avril
- Landowski, Eric, 1997 *Présences de l'autre*, Paris, PUF
- Lipovetsky, Gilles, 1997 *La troisième femme*, Paris, Gallimard
- Martin, Michèle, Proulx, Serge, 1995 *La télévision mise aux enchères*, Presses de l'Université du Québec, Téléuniversité
- Robinson Gertrude, Saint-Jean, Armande 1991 "L'image des femmes politiques dans les médias" in *Les femmes et la politique canadienne volume 6*, Dundurn Press, Toronto et Oxford, Wlson & Lafleur Montréal
- Roventa Frumusani, Daniela, 1995 "The Woman in Postcommunist Society and Media" in *Global Network no 2*
- Stoiciu, Gina 1997 *L'aveuglement de Janus*, Montréal, Humanitas
- Todorov, Tzvetan, 1994 *Cucerirea Americii*, Iasi, Institutul European
- Touraine, Alain, 1994 *Qu'est-ce que la démocratie*, Paris, Fayard
- Touraine, Alain, 1999 *Comment sortir du libéralisme?* Paris, Fayard
- Watson, Peggy, 1997 "(Anti) Feminsim after Communism", in Ann Oakley & Juliet Mitchel (eds) *Who's afraid of feminism*, New York, The New Press



**THE GLOBAL NETWORK**  
provides a forum of scientific  
discussion that includes  
exchange and comparison of ideas for  
academics and professionals.

**THE GLOBAL NETWORK**  
publishes manuscripts emphasizing  
philosophical, evaluative, empirical,  
legal, historical and critical inquiry  
into relationships between  
*communication and society*  
in the post-communist period of  
***Central and Eastern Europe.***

Mail manuscripts to / Envoyez manuscrits à:

Prof. Mihai Coman

Facultatea de Jurnalism si Stiintele Comunicarii

1-3 Iuliu Maniu Blvd., 7000 Bucuresti, Romania

e-mail : [mcoman@fjsc.ro](mailto:mcoman@fjsc.ro)

EDITOR OF

*THE GLOBAL NETWORK / L E RESEAU GLOBAL*

THE FACULTY OF JOURNALISM AND MASS COMMUNICATION STUDIES,  
UNIVERSITY OF BUCHAREST

**ADDRESS : 1-3 BD. IULIU MANIU BLVD., SECTOR 6,**

**7000 BUCHAREST, ROMANIA**

**TEL / FAX: (+401) 410 06 43**

# CALL FOR PAPERS

Manuscripts should be prepared in accordance with the Publication of the American Psychological Association (Third edition 1993) and four copies submitted. Manuscripts will not be returned. A separate, front page, should include:



1. Headline of the manuscript.
2. The author's name, title and affiliation.
3. Any necessary acknowledgements.

A second separate page should include the title and an short abstract of no more than 100 words. Manuscripts should be typed and double spaced, with notes and references on separate sheets, immediately following the text.

---

Les manuscrits doivent respecter les normes de style contenues dans la publication de l'Association des psychologues américains (III-ème édition). Ils seront envoyés en quatre exemplaires.

Sur la première page doivent figurer le titre de l'article ainsi que le nom de l'auteur et sa présentation. Sur la deuxième page, au dessous du titre, incluez un résumé de tout au plus 100 mots. Les manuscrits seront dactylographiés à deux interlignes; les mots et références apparaîtront sur des feuilles séparées, à la fin du texte. Les manuscrits transmis à la rédaction ne sont pas rendus.

## Previous issues / Des numéros antérieurs



### No. 11 / 1999

**DANIELA FRUMUSANI** • Le "deuxième sexe" dans la société et les médias

**TUDOR CATINEANU** • La radio - du poste d'État au service public

**DANIELA ROVENTA FRUMUSANI** • Women, Media and Society in the Post-Communist Countries

**SIMONE LANDRY** • Où va le féminisme québécois ?

**GINA STOICIU** • Diana et la globalisation de l'émotion

**ROGER DE LA GARDE** • Le téléroman québécois

**JEAN PIERRE BOYER** • Les femmes dans le triangle des Bermudes

**BOGUSLAWA DOBEK - OSTROWSKA** • Mass Communication in Poland after the Collapse of Communism

**RITA CSAPO - SWEET** • Where in the World is Szesám Utca ?



## **No. 9 - 10 / 1998**

**PETER GROSS** • The first nine years - a reappraisal of Romania's media

**MIHAI COMAN** • Romanian Media in Post-Communist Era: 1990-1997

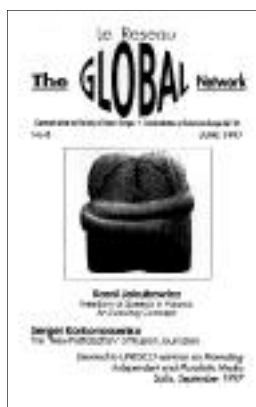
**CRISTINA SIMION** • Media Concentrations in Romania

**NICOLAS PELISSIER** • L'information contre la communication?

**MIHAELA POPOVICI** • Local Elections in Romania

**VALENTINA MARINESCU** • Le marché médiatique en Roumanie

**MARIAN PETCU** • La législation des medias en Roumanie



## **No. 8 - June / Juin 1997**

**CLAUDE-JEAN BERTRAND** • La déontologie des médias

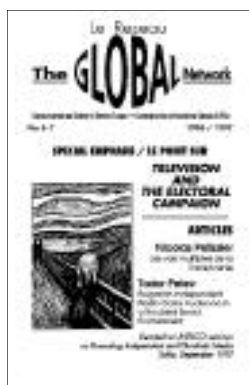
**KAROL JAKUBOWICZ** • Freedom of Speech in Poland:  
An Evolving Concept

**RICHARD SHAFER** • The Press and the Preservation of Yugoslavia Before  
1990: TANJUG's Leadership of the Non-Aligned News Agencies Pool

**CHRISTOPHER BENNET** • Media in Bosnia and Herzegovina : How International  
Support Can Be More Effective

**SERGEI KORKONOSSENKO** • The "New Politicization"  
of Russian Journalism

**M. COULOMB-GULLY** • L'Humour politico-cathodique russe. Kouklis et  
Guignols: a chacun sa marionette



### **No. 6-7 - 1996/1997**

**THIERRY WATINE** • La productivité et la complexité comme contraintes de la production journalistique

**DANIELA LEIDNER, IRENA REIFOVA, LUTZ M. HAGEN** • The Czech Election Campaign of 1996 on Public and Private Television Stations

**BRUNO STEFAN** • The Broadcasting of Political Agents and Actors on TV News in the 1996 Elections in Romania

**M. COULOMB-GULLY** • Le corps en politique: Incarnation présidentielle et démocratie cathodique

**NICOLAS PELISSIER** • Les voix multiples de la Transylvanie

**TODOR PETEV** - Bulgarian Independent Radio Gains Audience in a Troubled Social Environment



## **No. 4-5 - March-June / Mars-Juin 1996**

**TAPIO VARIS** • Global Communication in the Age of Cyberspace

**PETER GROSS, RAY HIEBERT** • Departures on an Old Fashioned Track.  
Broadcasting Laws in Romania, Poland and the Czech Republic

**MARIUS LUKOSIUNAS, SKIRMANTAS VALIULIS** • Lithuanian Mass Media and its  
Legal Regulation Between 1991-1995

**VESELLA TABAKOVA** • Women and Media in Bulgaria: Access to Expression and  
Decision Making

**DANIELA ROVENTA-FRUMUSANI** • New Role Models for Journalists in Eastern  
European Countries

**TERESA SASINSKA-KLAS** • Transformation of the Polish Media System

### **FILE / DOSSIER**

Detailed Presentation of Some Central & Eastern European Schools of  
Journalism

### No. 3 - September / Septembre 1995

**KENNETH STARCK** • The Whole World as a Foreign Place. Journalism and Culture

**MARIAN STAN** • High School Journalism in Romania

**RICHARD SHAFER** • Romania's Image Through Segments Contributed to CNN's World Report

**ROMY FRÖHLICH** • Coping with the New System

**NICOLAS PELISSIER** • Roumanie: Une nouvelle génération de "professionnels" de la télévision

**STEFANA STERIADE** • Double distorsion d'une réalité - l'image de la Roumanie dans la presse française: 1989-1990

**LULIVERA KRASTEVA** • The Verbal Violence Phenomenon

**SERGEI KORKONOSSENKO** • Media Pretends to Be a Social Control

**JURAJ VOJTEK** • The Media in Slovakia

#### BRIEF / DOSSIER

**CRISTINA COMAN, MIHAI COMAN** • Owners, Editors and Reporters: Ways of Recruitment



### No. 2 - May / Mai 1995

**MARIAN STAN** • Editorial

**GINA STOICIU** • Le post communisme en deroute mythologique

#### MEDIA ELITE IN TURMOIL

*(Papers presented at Brasov, Romania, November 24-26, 1994)*

**KENNETH STARCK** • Media Elite: A Contradiction in a Democratic Society?

**MARIO PLENKOVIC, VLASTA KUCIS** • Structuring Media Elite in Croatia

**ZOLTAN A. BIRO, JULIANN BODO** • Hungarian Media elite in Romania

**ZHYDI DERVISHI** • Mass Media Elites within the Spectrum of the Albanian Elites

**PEETER VIHALEMM** • Media Elite in Estonia

**DANIELA ROVENTA-FRUMUSANI** • The Woman in Post-Communist Society and Media

**ANTAL ORKENI** • Social Mobility and the New Elite in Hungary

**CARINA LOUART** • Du post-communisme au capitalisme sauvage

**IOAN DRAGAN** • Les médias roumains: la crise de credibilitate

